

# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

**ENQUÊTE**  
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE  
RELANCE LA GUERRE DES  
PUCES ÉLECTRONIQUES **PAGE 20**



**SÉRIES**  
LE GRAND RETOUR  
DE ZORRO  
**PAGES 28 ET 29**

Financer l'innovation  
pour développer  
la tech européenne

Rendez-vous en dernière page  
avec



**ÉLYSÉE**  
Macron veut  
mettre fin  
à la « dépendance  
industrielle » **PAGE 6**

**ÉTATS-UNIS**  
Comparution  
de Donald Trump:  
le procureur Jack  
Smith, incorruptible  
et sans états d'âme  
**PAGE 7**

**RUSSIE**  
À Belgorod,  
la guerre  
en Ukraine a gagné  
le sol russe  
**PAGES 8 ET 9**

**ÉDUCATION**  
Cinq ans après  
le projet Blanquer,  
la lente et difficile  
mutation du bac  
**PAGE 11**

**FOOTBALL**  
Mbappé-PSG,  
comme  
un air de divorce  
**PAGE 13**

**DISTRIBUTION**  
À 60 ans,  
l'hypermarché se  
désembourgeoise  
pour trouver une  
nouvelle jeunesse  
**PAGE 24**

**CHAMPS LIBRES**

- Le football espagnol face au fléau du racisme
- Les tribunes de Gilles Gressani et d'Harold Hauzy
- La chronique de Bertille Bayart
- L'analyse de Paul Sugy

**PAGES 15 À 17**

**FIGARO OUI  
FIGARO NON**

**Réponses à la question de mardi :**  
Faut-il interdire l'usage de l'écriture inclusive à l'université ?

**OUI 94% NON 6%**

TOTAL DE VOTANTS : 164 207

**Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr**  
Faut-il reporter la mise en place des zones à faibles émissions dans les villes ?

ENTERTAINMENT PICTURES / ALAMY  
VIA REUTERS CONNECT

## La fronde des maires contre les zones à faibles émissions

Alors que les ZFE doivent concerner 43 villes d'ici à 2025, les élus dénoncent « un calendrier intenable » et « un accompagnement défaillant de l'État », selon un rapport sénatorial que nous dévoilons.

Dans un rapport dévoilé par *Le Figaro*, le sénateur Philippe Tabarot (LR) dresse une liste de mesures pour sortir de l'« impasse » des ZFE, ces secteurs dans

lesquels les véhicules les plus polluants n'ont plus droit de cité. Déjà installées dans 11 métropoles, ces zones à faibles émissions doivent être dé-

ployées dans 32 autres d'ici à fin 2024. Pénalisant surtout les ménages les plus modestes, elles « ne répondent que de façon limitée à l'enjeu de

santé publique soulevé par l'exposition aux particules fines », estime le sénateur. Grenoble, Lyon, Paris... Dans toute la France, les ZFE créent des tensions et

les élus locaux, qui se retrouvent en première ligne, dénoncent « un accompagnement défaillant de l'État dans (leur) mise en œuvre et (leur) contrôle ».

→ À ROUEN, LA ZFE ATTAQUÉE EN JUSTICE → BRUNO BERNARD (EELV) : « IL Y A UNE INCOMPRÉHENSION DES CITOYENS »  
→ À GRENOBLE, LE PS FUSTIGE LE « DOGMATISME » DES ÉLUS ÉCOLOGISTES PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL



### Un an après les législatives, l'Assemblée s'est imposée au cœur du jeu politique

Les élections des 12 et 19 juin 2022 ont conféré une majorité relative à Emmanuel Macron, renforçant le rôle du Palais Bourbon et des oppositions. Le Figaro dresse le bilan d'une année de batailles parlementaires inédite. **PAGE 4**

### Fonds Marianne, l'affaire qui fragilise Marlène Schiappa

La secrétaire d'État chargée de la Vie associative est entendue ce mercredi par la commission d'enquête du Sénat sur la gestion controversée du Fonds Marianne, qu'elle a soutenue politiquement. Une audition sous haute tension au lendemain de perquisitions réalisées aux domiciles du préfet Christian Gravel et du journaliste Mohamed Sifaoui, dans le cadre de l'enquête judiciaire. **PAGE 10**

**ÉDITORIAL** par Yves Théard [ytheard@lefigaro.fr](mailto:ytheard@lefigaro.fr)

### Hystérie normative

Déjà, il y a ce sigle, laid et rebutant, comme la bureaucratie française sait en produire au kilomètre. Dans le maquis des zones qui nous entourent tous azimuts, entre la ZUP (zone à urbaniser en priorité) et la ZEP (zone d'éducation prioritaire), il y a désormais la ZFE, pour zone à faibles émissions. Contrairement aux autres, cette zone-là n'est pas sise en lointaine banlieue pour lutter contre la relégation sociale, mais en plein cœur des villes pour combattre la pollution automobile. Comme les autres, en revanche, elle se prétend vertueuse, débordante de beaux et nobles objectifs. Elle est pourtant tout l'opposé. Imposée par l'État dans le centre des plus grandes agglomérations, l'affaire s'annonce être un véritable casse-tête. Déjà mise en place en quelques endroits, l'expérience fait même s'arracher les cheveux aux élus les plus écolos ! Le communiste Fabien Roussel va plus loin, en parlant d'une « bombe sociale ». Avec lui, la gauche, prise à son propre piège, crie à l'injustice : interdire les centres-villes aux véhicules les moins récents, c'est fermer la porte aux banlieusards, tracer une frontière sociale, ostraciser les plus modestes.

Les ZFE sont aussi la manifestation de l'hystérie normative qui règne en France. Ce défaut prononcé n'a fait que s'accroître depuis que les écologistes ont voix au chapitre. On se souvient de la bien mal nommée et inextricable loi « Alur » de Cécile Duflot, qui avait plombé le marché de l'immobilier. Depuis, nombre de textes prônant la sobriété énergétique se révèlent dans le détail irréalistes, inapplicables, hors-sol. C'est vrai dans la lutte contre les passoires thermiques comme dans l'abandon des traditionnels moteurs automobiles. Avec la crainte que les ZFE deviennent davantage des zones à faibles émissions économiques ou des zones à fortes dépenses en aides publiques. Conscient des limites de cette politique, Emmanuel Macron a récemment appelé à une pause réglementaire sur les normes environnementales européennes. Certes, mais, devant la bronca que ses propos ont provoquée, l'Élysée s'est empressé de dire qu'on l'avait mal compris... Une chose et son contraire, quelle pagaille ! ■

**Ce défaut ne fait que s'accroître avec les écologistes**

**RICHARD MILLE**



RM 07-04

A Racing Machine  
On The Wrist

M 00108 - 614 - F - 3,40 €





ANDEZ/TABARCA

Les ZFE ne répondent que de façon limitée à l'enjeu de santé publique soulevé par l'exposition aux particules fines

PHILIPPE TABAROT, SÉNATEUR (LR)

# Les élus veulent sortir de « l'im

Dans un rapport du Sénat que nous dévoilons, les parlementaires estiment que l'utilité

ANGÉLIQUE NÉGRONI @Anegrone

ZFE : encore méconnues de certains Français, ces trois lettres sont devenues le cauchemar des automobilistes et de certains élus qui y sont confrontés. Cet acronyme désigne les zones à faibles émissions, ces périmètres dans lesquels les véhicules les plus polluants ne pourront bientôt plus circuler, selon un calendrier fixé par l'État. Déjà onze dispositifs de ce type ont été installés dans les métropoles les plus polluées comme Paris, Lyon, Marseille, ou encore Grenoble et Rouen. Avant le 31 décembre 2024, 32 autres ZFE seront créées dans les agglomérations de plus de 150 000 habitants. Soit 43 au total. Dans deux ans, 13 millions d'automobilistes ne pourront donc plus entrer dans les grandes villes, celles qui concentrent pourtant tous les services publics, de moins en moins présents dans les petites communes. Alors que l'accès aux soins ou à

l'éducation risque de virer au casse-tête, la colère commence à monter parmi les Français.

Face à ces tensions de plus en plus palpables, certains élus qui avaient imposé une réglementation « maison » comme la loi le permet, avec des restrictions de

**Près de 13 millions d'automobilistes ne pourront plus entrer dans les grandes villes d'ici à deux ans.**

circulation particulièrement sévères, reculent. Dans la Métropole du Grand Paris par exemple, les voitures à vignette Crit'Air 3 devaient être interdites dès juillet prochain dans le périmètre intérieur à l'A86. La mesure sera finalement décalée à fin 2024.

Sans remettre en cause ces ZFE, un outil de santé publique destiné à améliorer la qualité de l'air, un rapport sénatorial que révèle Le

Figaro renferme diverses propositions pour rendre acceptable ce dispositif. Intitulé « Zones à faibles émissions : sortir de l'impasse », celui-ci vise à mettre en place des règles réalistes pour freiner le trafic routier, responsable de 57% des émissions d'oxydes d'azote. L'une des mesures proposées consiste à assouplir le système actuel des vignettes Crit'Air accolées sur les pare-brise. Celui-ci permet de classer les véhicules en fonction de leurs émissions polluantes en particules fines et oxydes d'azote. À l'origine de ce

Près de Toulouse, un panneau indique le début d'une zone à faibles émissions (ZFE), dont l'accès est déterminé par la vignette Crit'Air des véhicules.

FRÉDÉRIC SCHEIBER / HANS LUCAS VIA REUTERS

rapport de 150 pages, le sénateur LR, Philippe Tabarot, estime que ce classement est injuste. « Un 4x4 flambant neuf et classé Crit'Air 1 va générer au freinage, en raison de son poids, bien plus de pollution qu'une voiture plus vieille, dotée d'une vignette 3 mais bien entretenue », explique-t-il. Or, selon un implacable calendrier, ces fameuses Crit'Air 3 ne pourront bientôt plus rouler dans certaines ZFE. Le parlementaire suggère une porte de sortie : le contrôle technique, qui porte sur la sécurité de l'automobile, pourrait aussi mesurer le

## À Rouen, la ZFE attaquée en justice

C'EST l'une des premières ZFE attaquée devant la justice. En mars dernier, la Feda, la Fédération de la distribution automobile, a déposé un recours dénonçant l'illégalité de la ZFE de la Métropole de Rouen. Dans la capitale normande, mais aussi dans treize communes de son agglomération, les automobilistes dotés de vignettes Crit'Air 4 et 5 sont bannis des rues depuis septembre 2022.

Pour le délégué général de la Feda, Mathieu Séguran, ce dispositif porte une atteinte grave à la liberté d'aller et venir. Selon lui, il aurait été possible de prévoir des jours ou des créneaux horaires sans ZFE, comme c'est le cas dans quelques autres agglomérations. En conséquence, ces nouvelles règles rendent la vie impossible à ceux qui n'ont pas les moyens de vivre à Rouen mais qui y travaillent. Installés plus loin dans la campagne normande, ils subissent la double peine. Après leur long trajet pour aller au bureau, ils doivent s'arrêter dans une commune limitrophe, au périmètre de la ZFE, pour grimper dans un transport en commun pour poursuivre leur route.

À ce quotidien fastidieux s'ajoute un autre grief de taille. Les aides financières proposées par la métro-

pole sont insuffisantes pour ceux qui doivent délaissier leur voiture et se rabattent sur des solutions alternatives. Surtout, c'est l'incohérence du périmètre de la ZFE qui est dénoncé dans ce recours déposé devant le tribunal administratif de Rouen. Pourquoi la commune de Mont-Saint-Aignan en est exclue alors que sa situation géographique aurait dû l'y englober ?

**« On a choisi d'attaquer Rouen, car cette ZFE suscite de vrais problèmes »**

MATHIEU SÉGURAN, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE LA FEDA

Cette petite ville qui échappe aux restrictions de circulation va pourtant vivre un enfer, prédit le délégué général de la fédération. « Cela va conduire les véhicules non autorisés à circuler au sein de la ZFE à stationner en nombre important sur son territoire. Ses habitants vont être exposés à une émission de polluants atmosphériques particulièrement élevée. » Mont-Saint-Aignan pourrait bientôt devenir le parking géant de cette ZFE. La bizarrerie du tracé rejaillit aussi sur la commune

de Déville-lès-Rouen, où les automobilistes perdent leur latin entre les rues qui sont incluses dans la ZFE et celles qui en sont exclues. « J'ai beau le faire savoir, rien ne change », déplore son maire, Dominique Gambier.

Enfin, ces panneaux qui indiquent l'entrée dans la ZFE constituent un véritable danger, selon la Feda. L'un d'eux apparaît soudain sur une autoroute. « Quand il y aura des radars pour sanctionner les automobilistes qui ne respecteront pas l'interdiction de circuler, les conducteurs ralentiront d'un coup », estime Mathieu Séguran. Selon lui, ces réflexes provoqueront fatalement des accidents. « Faut-il pour autant déposer plainte pour mise en danger de la vie d'autrui ? Selon nos juristes, un tel recours ne tient pas la route car cela suppose un élément intentionnel. Or la métropole ne veut évidemment pas provoquer des drames », estime le responsable de la Feda.

« On a choisi d'attaquer Rouen, car cette ZFE suscite de vrais problèmes », ajoute-t-il. Mais d'autres dispositifs en France pourraient, selon lui, donner lieu à des recours similaires. Une autre association vient d'ailleurs d'attaquer la ZFE de Toulouse. ■ A. N.



## Bruno Bernard (EELV) : « Il y a une incompréhension des citoyens »

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉLESTINE GENTILHOMME @celestineghm

BRUNO BERNARD (EELV) est le président de la métropole de Lyon depuis 2020. En février dernier, sa majorité écologiste a annoncé un assouplissement du calendrier de la zone à faibles émissions (ZFE), repoussant l'interdiction des véhicules diesel à 2028.

LE FIGARO. - Pour quelles raisons avez-vous décidé de retarder de deux ans l'interdiction des véhicules Crit'Air 2 (voitures essence de plus de 12 ans et toute voiture diesel restante) ? Bruno BERNARD. - C'est un principe de réalité. Nous avons été obligés de tenir compte de l'insuffisance du gouvernement. Il y a un vrai défaut d'accompagnement de l'État. Les radars automatiques, promis il y a déjà deux ans, n'ont toujours pas été livrés par le ministère de l'Intérieur. Aux dernières nouvelles, ils n'arriveront que fin 2024 ! Nous nous retrouvons donc avec des véhicules interdits mais que nous ne pouvons pas contrôler. Il y a certes un contrôle des vignettes résidents par la police municipale, mais ce n'est pas

du tout au niveau nécessaire. De la même manière, les prêts à taux zéro pour l'achat d'un nouveau véhicule n'ont jamais vu le jour, alors qu'il faudra renouveler une partie du parc automobile. Les aides existantes ne sont pas non plus satisfaisantes, puisque les particuliers doivent avancer les frais avant d'être remboursés.

**« Il vaudrait mieux chercher à rassembler plutôt que se laisser aller à de la caricature peu constructive »**

BRUNO BERNARD, PRÉSIDENT DE LA MÉTROPOLE DE LYON

Le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, a affirmé dans nos colonnes que vous aviez fait preuve de zèle : « Rien dans la loi n'obligeait la métropole de Lyon à aller aussi loin dans l'interdiction ». Qu'en dites-vous ? Le ministre a en partie raison. La loi ne prévoit pas l'interdiction des Crit'Air 2, mais la France a été condamnée par l'Europe sur sa pollution aux oxydes d'azotes due au diesel. Les chiffres que l'on a de

la part des équipes des ministres, c'est que, si l'on s'en tient aux Crit'Air 3, on ne va réduire que de 10% les émissions de dioxyde d'azote sur la métropole de Lyon. Cela ne permet pas de sortir du contentieux avec l'Europe. Nous sommes donc obligés d'aller sur le Crit'Air 2. La santé de nos concitoyens nous y oblige. Dire que l'on veut faire du zèle, c'est absolument ridicule. Ce qui nous motive, c'est la santé publique... On attendrait plutôt une aide du gouvernement sur ce sujet difficile et sensible. Il vaudrait mieux chercher à rassembler plutôt que se laisser aller à de la caricature peu constructive.

Comment expliquez-vous ce retard à l'allumage sur les ZFE ? Cela relève d'abord d'un manque de courage et de volonté politique de la part du gouvernement. On est très loin de l'activisme récemment déployé sur la réforme des retraites. La France a déjà pris dix à quinze ans de retard en la matière sur les autres pays européens. Il y a une volonté a priori de ne pas pénaliser l'automobiliste, comme lorsque le ministre de l'Intérieur annonce qu'il n'y aura plus de retrait de points sur les petits excès de vitesse. Les enjeux de pollution ou de sécurité routière ne sem-

blent pas être la priorité. Par conséquent, le dossier n'avance pas. Dès juillet 2020, la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, nous avait, par exemple, garanti que nous aurions nos radars début 2022. Mais, au fur et à mesure que les ministres se succèdent, nous comprenons que nous nous faisons balader.

Plusieurs associations et élus, y compris dans vos rangs, pointent le risque d'une « bombe

« Nous avons été obligés de tenir compte de l'insuffisance du gouvernement », souligne Bruno Bernard, président de la métropole de Lyon. NICOLAS LIPONNE / HANS LUCAS VIA AFP



sociale » à retardement, touchant les ménages les plus précaires. Partagez-vous cette crainte ? Non, il faut se méfier des raccourcis. C'est une mauvaise compréhension de l'outil. Dans les grandes villes comme Lyon, le coût du stationnement décourage déjà les automobilistes d'utiliser leurs voitures. Il y a 30% des foyers de la métropole qui ne disposent pas de véhicule. La mesure est certes contraignante mais ce serait profondément irresponsable de ne pas agir. Nous avons, selon les études, 40 000 à 100 000 morts prématurées à cause de la pollution de l'air chaque année. En revanche, il est vrai que sans une communication nationale sur le sujet de la part du gouvernement, cela restera difficile d'avoir une acceptabilité sociale dans les territoires. Une vaste campagne de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie devait bien être lancée pour sensibiliser aux ZFE. Mais, une fois de plus, elle n'est pas sortie. Pour l'instant, on ne peut pas dire qu'il y a un rejet ou une incompréhension des citoyens causée par un déficit de communication et d'engagement politique du gouvernement. ■

# « passe » des zones à faibles émissions

des ZFE est « limitée » et dénoncent « un accompagnement défailant de l'État » dans leur mise en œuvre.

niveau de pollution. « Les véhicules respectant des seuils d'émissions arrêtés par les autorités compétentes pourraient se voir délivrer une vignette "éco-entretien", permettant de déroger aux restrictions de circulation applicables dans les ZFE », peut-on lire dans le rapport.

Dans le même esprit, Philippe Tabarot propose d'encourager le recours au « rétrofit », des aménagements qui permettent de transformer des véhicules thermiques en véhicules électriques. Des incitations financières devraient être

prises en place pour encourager les Français à y recourir. Cette solution permettrait « de réemployer des véhicules encore fonctionnels plutôt que de les mettre au rebut au profit de véhicules neufs », indique le sénateur.

L'autre proposition phare porte sur l'assouplissement du calendrier imposé par l'État, tout simplement « intenable » pour le sénateur. Ainsi, dans les onze ZFE déjà en place, les véhicules légers classés Crit'Air 3 ne devront plus circuler en 2025. Philippe Tabarot estime nécessaire de reculer la date

à 2030. Pour les 32 ZFE qui doivent voir le jour en 2025, le sénateur propose un report à 2030. « Ceux qui défendent coûte que coûte les ZFE mettent en avant des exemples étrangers qui fonctionnent. Mais les règles qui s'y appliquent sont bien plus étalées dans le temps », fait valoir le parlementaire. C'est en effet sur le temps long (2017-2036) que Bruxelles compte imposer progressivement des mesures de restriction. « Ce que l'on fait en cinq ans, la capitale belge le fait en vingt ans », souligne l'auteur du rapport. Le dispositif français qui est mis en

place à marche forcée devient, selon lui, irréaliste. « Au total, 34 % du parc de véhicules particuliers sera donc concerné par les restrictions de circulation applicables aux véhicules Crit'Air 5 à 3 dans les 11 ZFE. En y ajoutant les Crit'Air 2 dont l'interdiction est prévue par certaines agglomérations dans les prochaines années, c'est plus de 70 % du parc qui est concerné par les restrictions », est-il écrit. Faute de transports en commun suffisamment développés, tous ces véhicules mis sur la touche devront donc être changés. Or, « en l'état,

la mise en œuvre des ZFE dans des délais aussi serrés et sans accompagnement suffisant est de nature à faire porter la contrainte prioritairement sur les ménages les plus modestes », met en garde le rapport. Ainsi, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Marseille - arrondissement le plus pauvre de France -, 52 % des véhicules sont classés Crit'Air 5, 4 ou 3 et seront concernés par de futures interdictions.

Avec l'augmentation du nombre de ZFE dont les règles diffèrent d'une ville à l'autre, les difficultés de lisibilité pour les usagers risquent de s'aggraver. Rien que dans la région Hauts-de-France six de ces zones vont bientôt cohabiter. Par souci de clarté, Philippe Tabarot suggère la tenue de conférences régionales chargées d'harmoniser les règles.

**Avec l'augmentation du nombre de ZFE dont les règles diffèrent d'une ville à l'autre, les difficultés de lisibilité pour les usagers risquent de s'aggraver.**

Si les ZFE irritent les conducteurs, elles agacent aussi les élus qui dénoncent « un accompagnement défailant de l'État dans la mise en œuvre et le contrôle des ZFE ». Les soutiens financiers de l'État sont, selon eux, insuffisants et les radars promis par le gouvernement toujours absents. « Le ministère de la Transition écologique prévoit à ce jour un déploiement de cet outil d'ici le deuxième semestre 2024. Soit quatre ans de retard », est-il écrit. Compte tenu de cette mise en place laborieuse, Philippe Tabarot estime que la pédagogie auprès des usagers de la route doit primer.

Selon lui, l'amélioration de la qualité de l'air ne doit pas reposer sur les seules épaules fragiles de ces zones à faibles émissions. « Si à l'échelle nationale, le transport routier est responsable de plus de la moitié des émissions d'oxydes d'azote (54 %), les ZFE ne répondent que de façon limitée à l'enjeu de santé publique soulevé par l'exposition aux particules fines, qui proviennent plus majoritairement d'autres secteurs : logement, industrie et agriculture », indique le rapport. En d'autres termes, l'État ne doit pas seulement s'en prendre aux automobilistes. ■



## D'ici 2025 les zones à faibles émissions seront déployées dans 43 métropoles

Agglomérations de plus de 150 000 habitants concernées par l'instauration de zones à faibles émissions (ZFE) d'ici à 2025

ZFE...  
■ ...existantes (juin 2023)  
■ ...à venir

■ Agglomérations de plus de 150 000 habitants non concernées par les ZFE

CATÉGORIES DE VÉHICULES D'ORES ET DÉJÀ INTERDITES\*

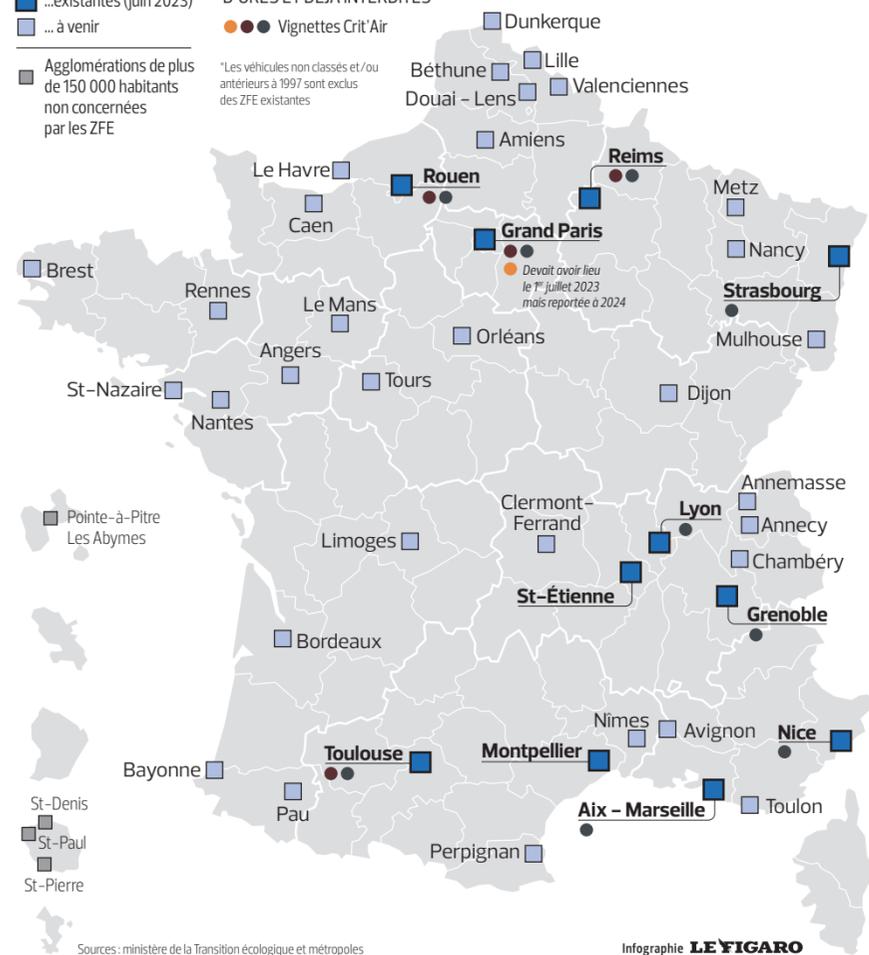
●●● Vignettes Crit'Air

\*Les véhicules non classés et/ou antérieurs à 1997 sont exclus des ZFE existantes

### Vignettes Crit'Air

voitures particulières concernées :

- électrique
- essence 1997-2005
- hybride et essence construites après 2010
- essence 2006-2010
- diesel après 2010
- diesel 2006-2010
- diesel 1997-2000



Sources : ministère de la Transition écologique et métropoles

Infographie LE FIGARO

## À Grenoble, le PS fustige le « dogmatisme » des élus écologistes

SANDY PLAS @SandyPlas  
GRENOBLE (ISERE)

ELLE a pour objectif de limiter la pollution liée au trafic automobile, en interdisant la circulation des véhicules les plus polluants, mais suscite pourtant une levée de boucliers chez les élus écologistes grenoblois. La zone à faibles émissions (ZFE), qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet prochain dans l'agglomération, a fait l'objet de vifs débats lors du dernier conseil municipal. Les élus étaient appelés à se prononcer sur le projet de ZFE, porté par la métropole. Résultat : un avis négatif, voté par l'ensemble des élus de la majorité d'Éric Piolle, maire EELV de la ville.

« Ce n'est pas un refus de la ZFE sur le principe, mais sur ses ambitions », justifie Vincent Fristot, adjoint à la transition énergétique et aux finances, à la ville de Grenoble. Dans le viseur des élus : l'interdiction de circulation des véhicules les plus polluants, qui ne s'appliquera que de 7 heures à 19 heures, en semaine. « Ce n'est pas suffisant pour répondre aux enjeux de santé publique et aux questions climatiques », dénonce Vincent Fris-

tot, qui plaide, aux côtés des autres élus de la majorité, pour une ZFE permanente et un report du trafic vers les transports en commun. « La métropole aurait pu considérer la ZFE com-

me une opportunité de transformer les mobilités, mais ce n'est pas la vision qui a été choisie. »

« La ville de Grenoble voudrait s'asseoir sur deux ans de dialogue, avec les élus et les citoyens, qui se

Christophe Ferrari, président (PS) de Grenoble-Alpes Métropole.

PABLO CHIGNARD

sont exprimés dans le cadre de la consultation citoyenne. Je ne le comprends pas et je le regrette », répond au Figaro Christophe Ferrari, président (PS) de la métropole, qui s'appuie sur les « 73 % de participants », issus de cette consultation organisée au printemps, qui se sont prononcés « pour une ZFE non-permanente ». Tout en pointant la question des moyens nécessaires pour contrôler son application et la rendre « crédible » : « Le sujet est sans cesse repoussé aux calendes grecques par le gouvernement, qui voudrait confier son financement aux collectivités, qu'il étrangle, et à qui il ne permet pas de créer une police métropolitaine de l'environnement », déplore-t-il.

### Effet de « report »

Rendues obligatoires par la loi climat et résilience d'août 2021, les ZFE doivent entrer en vigueur dans les agglomérations de plus de 150 000 habitants, d'ici 2025. Depuis 2019, une interdiction de circulation pour les véhicules utilitaires et les poids lourds les plus polluants était déjà en place dans l'agglomération grenobloise. Les véhicules particuliers classés en Crit'Air 5 et correspondant aux

diesels d'avant 2000 et aux véhicules à essence d'avant 1997, seront désormais également concernés par l'interdiction.

Lors du conseil municipal du 15 mai dernier, pendant lequel les élus écologistes ont émis un avis défavorable, l'opposition socialiste s'est également fait entendre, pour dénoncer la position de la majorité d'Éric Piolle : « Nous ne pouvons pas tomber dans le dogmatisme avec des mesures qui assigneraient à résidence ceux qui n'auraient pas les moyens de changer de véhicule, mais qui ne peuvent pas s'en passer », a défendu Cécile Cénatiempo, conseillère municipale et conseillère communautaire déléguée sur la qualité de l'air, au sein de la métropole. Soutenant le projet de ZFE intermittente, elle veut croire à un effet de « report » vers les modes de déplacements doux, des habitants utilisant leur voiture pour aller travailler.

Impliquant treize communes sur les 49 de la métropole, la ZFE a été débattue par les conseils municipaux concernés, ces dernières semaines. Purement consultatif, l'avis des élus grenoblois ne devrait pas avoir d'incidence sur la mise en place du dispositif, à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain. ■



# L'Assemblée au centre du jeu politique

Il y a un an, les législatives conféraient une majorité relative à la macronie, renforçant le statut des oppositions.

LORIS BOICHOT, WALLY BORDAS, EMMANUEL GALIERO, MARYLOU MAGAL ET SOPHIE DE RAVINEL

**PARLEMENT** C'était il y a un an presque jour pour jour. À l'issue d'un second tour à suspense, le 19 juin 2022, les urnes révélaient le verdict des Français pour les élections législatives. Avec, première surprise, une simple majorité relative pour le président tout juste réélu, Emmanuel Macron, dont l'alliance, composée de Renaissance, du MoDem et d'Horizons, ne récoltait finalement que 245 sièges sur les 289 nécessaires à l'obtention de la majorité absolue. Et, une fois n'est pas coutume, une répartition des forces comportant de nombreuses similitudes avec les résultats du premier tour de l'élection présidentielle : avec notamment un Rassemblement national très haut (89 députés), une alliance de gauche Nupes puissante (131 parlementaires Insoumis, socialistes, écologistes et communistes) et une droite affaiblie (62 élus). Un résultat inédit qui plaçait l'Assemblée nationale au centre du jeu politique. Une année après, des dizaines de projets et propositions de lois adoptés plus tard, l'équilibre est toujours le même à la Chambre basse. Et chaque force politique représentée a essayé de jouer sa partition, avec plus ou moins de réussite.

► **Le camp présidentiel éprouvé par ses oppositions**

Affaibli par son échec aux législatives, privé de ses ténors Richard Ferrand et Christophe Castaner, le camp Macron a éprouvé pendant un an les difficultés de la majorité absolue. En douze mois, les députés Renaissance, MoDem et Horizons ont dû justifier à onze reprises le recours du gouvernement au 49.3 sur des textes budgétaires – dont la très contestée réforme des retraites. Ils ont rejeté 17 motions de censure de la part des oppositions, à 9 voix près le 20 mars, et encore lundi, au point de déplorer un « tragique de répétition ». Une forme de lassitude a fini par s'emparer d'une large part des troupes d'Emmanuel Macron, contraints de négocier avec des LR aux voix décisives et malmenés par de virulents opposants Insoumis et lepénistes. « Il n'y a pas de majorité alternative », jurent pourtant les responsables de la majorité, Elisabeth Borne, Yaël Braun-Pivet et Aurore Bergé au premier chef, en pointant les 55 projets et propositions de loi adoptés depuis juin 2022. Les difficultés sont d'autant plus grandes que les macronistes ont plusieurs fois dû traiter des bisbilles en interne, les alliés Horizons et MoDem n'hésitant pas à mettre Renaissance en échec sur les collectivités locales ou la taxation des « superdividendes ». Résultat, plusieurs cadres pro-Macron cherchent encore une solution pour « stabiliser » la majorité, alors que revient avec insistance le scénario d'une coalition avec la droite.

► **Nupes : entre turbulences et construction**

Aux yeux du grand public qui a suivi cette année les débats parlementaires, en particulier ceux relatifs à la réforme des retraites, la Nupes aura marqué par sa présence dynamique dans l'Hémicycle, rouspétante, voire vociférante dans certains cas. Par les polémiques aussi, comme celle du pied du député Thomas Portes posé sur un ballon de foot à l'effigie du mi-

nistre Olivier Dussopt lors d'une manifestation contre la réforme des retraites...

En réalité, cette stratégie de « bordélisation », selon les propos du ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, est surtout le fait des Insoumis. Et au sein du groupe LFI, plus spécifiquement d'un noyau dur de députés proches de Jean-Luc Mélenchon. Cette stratégie destinée à frapper l'opinion, à bloquer ou obstruer les débats pour empêcher les votes, n'a pas été soutenue par tous au sein de l'alliance Nupes : que ce soit chez les Insoumis, les communistes, les socialistes et les écologistes. Cette alliance créée à l'heure des législatives de 2022, inédite dans son genre et dont les jours semblent comptés à l'heure des européennes, a pourtant fait ses preuves à l'Assemblée, au moins en termes de travail collectif et de qualité d'intergroupe. Tous en témoignent, à divers degrés selon les commissions auxquelles ils appartiennent. À la tête du groupe des écologistes, Cyrielle Chatelain l'a observé récemment lors de la loi de programmation militaire. « Nos différences existent sur des sujets, liés à la défense, à l'industrie, au nucléaire, à la géopolitique, mais une année de travail croisé nous a permis de construire et de défendre des amendements communs. La Nupes nous force à nous questionner sur nos divergences et à les préciser vers plus d'opérationnel. C'est un très bon entraînement pour apprendre à gouverner ensemble en 2027... »

► **Rassemblement national : l'Assemblée comme une vitrine**

La stratégie de la cravate. C'est ainsi qu'on avait surnommé, il y a un an, la tactique des députés frontistes qui avaient fait leur entrée dans l'Hémicycle tirés à quatre épingles. Un seul mot d'ordre, à l'époque, asséné par le secrétaire général du groupe à l'Assemblée, Renaud Labaye : « On n'est pas là pour se faire plaisir. » Comprendre : le RN, maintenu pendant des années à la porte des institutions, a désormais une mission bien identifiée : faire bonne impression. Aux nouveaux arrivants, on le répète : « Nous sommes aux portes du pouvoir, et l'image que nous renvoyons est primordiale. » Pas question, donc, de tolérer les écarts de conduite des jeunes députés frontistes, dont beaucoup disposaient jusqu'alors d'une expérience d'élu très réduite. Un an plus tard, un seul dérapage de taille au compteur : celui de Grégoire de Fournas et son désormais célèbre « Qu'il(s) retourne(nt) en Afrique ». Excepté ça, on le répète au RN : « Le bilan est excellent, l'opposition constructive a fait ses preuves ». « Le groupe RN est finalement une PME. Le niveau atteint, le travail engagé et la cohésion qui y règnent sont pour moi des motifs de satisfaction », se félicite Renaud Labaye. On relève aussi l'émergence de nouveaux visages, comme Jean-Philippe Tanguy, Sébastien Chenu, Thomas Ménagé ou Laure Lavalette. Car l'une des missions de cette vitrine frontiste est aussi de montrer que Marine Le Pen, future candidate à la présidentielle, est bien entourée, et n'aurait pas de mal à former un gouvernement si le succès était au rendez-vous en 2027. À l'Assemblée, le cordon sanitaire persiste malgré tout, et, si les députés ont réussi à faire tomber quelques dignes, voter un texte ou un amendement RN reste un tabou. Mais les frontistes se consolent :



L'Assemblée nationale, le 7 juin, lors du vote du projet de loi de programmation militaire 2024-2030. QUENTIN DE GROEVE/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

« Le groupe RN est incontournable, quasiment rien ne passe ou n'est bloqué sans le RN. »

► **Les Républicains : une première année en demi-teinte**

Les Républicains avaient abordé cette législature avec confiance, misant sur leur poids politique malgré la perte d'une quarantaine de députés. Mais tout ne s'est pas passé exactement comme prévu. Au cours du débat sur les retraites, le groupe LR, secoué par les rivalités internes nées durant la campagne pour la présidence du parti, n'avait pas anticipé l'impact médiatique de ses divisions. Malgré

une ligne majoritairement définie par les instances LR, le député du Lot Aurélien Pradié a pris son camp à contre-pied au point de rendre le discours de son parti inaudible. Un trouble nourri par une motion de censure soutenue par 19 députés LR. Malgré tout, le parti se félicite d'avoir tenu bon durant cette longue séquence. « Quoi qu'en dise la majorité, la droite a tout de même réussi à démontrer que, même partiellement démunie, elle a su rester solide et constante sur ses appuis. Et si nous avions voté la motion de censure, la réforme ne serait pas passée », note Annie Genevard (Doubs), secrétaire générale du parti. Les Répu-

blicains se félicitent d'avoir pu peser sur certains textes comme ceux consacrés au pouvoir d'achat ou au chômage. Et si les retraites furent aussi un temps fort malheureux, les députés de la droite en sont sortis avec la volonté de tirer les leçons de leurs « erreurs », dit Véronique Louwagie (Orne). Rien ne dit toutefois que le groupe ne soit à l'abri de nouvelles divergences ces prochains mois. Mais, chez LR, beaucoup sont conscients de la nécessité de renforcer la concertation interne en s'appuyant sur une présidence à la tête du parti LR – celle d'Éric Ciotti – qui n'était pas encore installée au début de la législature. ■

**CONTRE-POINT**  
PAR GUILLAUME TABARD @GTabard

## La troisième grande épreuve de la Ve

Un an déjà ou un an seulement. Voilà un an – à quelques jours près – que les Français ont imposé à leurs responsables politiques une Assemblée sans majorité absolue, donc sans majorité tout court. Dans l'histoire parlementaire, la « Chambre introuvable » désigne celle qu'obtint Louis XVIII en 1815, où le nombre de royalistes dépassait toutes ses espérances. La « chambre introuvable » imposée à Emmanuel Macron en 2022 était à l'inverse synonyme d'Assemblée impossible, dont le bon mode d'emploi reste à trouver. Avant d'être un casse-tête politique, cette absence de majorité fut le troisième grand défi institutionnel de la Ve République. Le premier fut celui de l'alternance. Le régime gaulliste allait-il résister à une rupture de tradition et à l'avènement d'un « socialo-communisme » qui l'avait toujours combattu ? La réponse fut positive et la Ve a vécu ensuite sept autres alternances politiques.

Quel que soit le premier ministre, il n'existe d'autre solution que le cabotage parlementaire qui ne permettra jamais d'aller très loin dans la transformation du pays

un projet dans un régime pensé dans une logique majoritaire et dans une assemblée élue selon un scrutin appelé majoritaire ? Cette première année apporte des réponses nuancées.

Contrairement aux craintes initiales, ni l'action de l'exécutif ni l'activité parlementaire n'ont été figées. Cinquante-cinq projets ou propositions de loi ont été adoptés, ce n'est pas si loin de la moyenne des législatures avec une majorité absolue. Ensuite, en dépit d'un spectacle parfois affligeant et d'une volonté de sabotage des usages démocratiques par certains, on n'est pas dans le blocage absolu. Le RN, LR, les Verts, le PS, le PC et même, dans de très rares cas, LFI, ont voté ou laissé passer des textes du gouvernement.

Et lorsque toutes les oppositions s'additionnent, il reste l'outil contesté mais précieux du 49.3.

Ce fut évidemment le cas pour la réforme des retraites.

Nul ne prétendra cependant qu'il s'agit de la panacée. Sur des projets majeurs ou des réformes structurantes, l'exécutif ne peut pas s'offrir le luxe d'enchaîner de coûteuses batailles de tranchées. Le choix entre le passage en force et le renoncement à tout chantier difficile n'est pas une alternative satisfaisante. La donne actuelle à l'Assemblée nationale laisse à penser que, quel que soit le premier ministre, il n'existe d'autre solution que le cabotage parlementaire qui ne permettra jamais d'aller très loin dans la transformation du pays.

C'est pour cela que l'idée d'une coalition ou, à tout le moins, d'alliances ponctuelles, revient régulièrement sur la table ; et plus particulièrement ces jours-ci. Mais ce scénario théorique se heurte à un problème politique – les conditions d'un « deal » avec LR sont très loin d'être réunies ; et plus encore à un problème institutionnel : une coalition n'est pensable qu'avec un scrutin proportionnel et dans le cadre d'une négociation préalable et connue des électeurs à l'heure du choix. La Ve République résistera sans doute à ce troisième défi ; mais pas sans révision des règles de fonctionnement actuelles. ■

Europe 1  
7H-9H  
**EUROPE 1 MATIN**  
Dimitri Pavlenko  
Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

ÉCOUTEZ À 8H10  
**GUILLAUME TABARD**  
dans la Matinale de Renaud Blanc  
avec LE FIGARO  
RADIO CLASSIQUE

# Le bilan d'une année de travail intense au Palais Bourbon

Plus de 1000 heures de séance ont permis le vote de 55 textes et le rejet de 17 motions de censure.



**ASSEMBLÉE** Si l'absence de majorité absolue a souvent donné l'impression d'une Assemblée bloquée, l'activité de cette première année n'en a pas moins été intense.

## 17 MOTIONS DE CENSURE, 11 49.3

Le premier anniversaire des élections législatives a été ponctué par le rejet d'une motion de censure, ne recueillant que 239 voix sur les 289 nécessaires. C'est la 17<sup>e</sup> en un an. Ces votes ont été parmi les plus médiatisés. Sur ces 17, 14 furent une réponse des groupes d'opposition à l'utilisation du 49.3 (à 11 reprises) par l'exécutif. Ce chiffre de 14 impressionne et donne le sentiment que le gouvernement a passé son temps à légiférer à coup de 49.3. Pourtant, seuls trois textes ont fait l'objet de cette procédure : le budget général, le budget de financement de la Sécurité sociale et, bien sûr, la réforme des retraites inscrite dans le cadre d'un budget rectificatif de la Sécurité sociale. Les textes budgétaires étant présentés en plusieurs parties (recettes et dépenses) et faisant l'objet de plusieurs lectures, plusieurs 49.3 ont ainsi été nécessaires sur un même texte. C'est d'ailleurs au lendemain du 49.3 sur les retraites qu'une motion de censure a recueilli le plus de voix : 278 (à neuf voix du seuil requis à ce moment où deux sièges étaient vacants). Elle avait été présentée par le groupe Liot et avait attiré les voix de toute la gauche, tout le RN et de 19 députés LR. Après le vote du budget, trois motions de censure avaient été déposées, dont une de la Nupes ayant été votée par le RN et ayant

ainsi atteint 239 voix. Six motions ont été présentées par le seul groupe LFI dont une, toujours sur le budget, a été votée par le RN mais pas par les autres groupes de la gauche. Les trois textes signés par le Rassemblement national n'ont pas dépassé les 94 voix (pour 88 membres du groupe), celle sur les retraites étant votée par trois LR, un socialiste et deux non inscrits. Trois motions de censure « d'initiatives » ont également été déposées. La toute première est due à la Nupes dès le 11 juillet, Elisabeth Borne ayant justement choisi de ne pas demander la confiance (146 voix). La seconde avait été portée par le RN, en février, sur les retraites, et la troisième est celle du groupe Liot, lundi, après l'échec de sa PPL visant à abroger la retraite à 64 ans.

## 921 QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Autre moment historiquement très médiatisé : les questions au gouvernement, qui se déroulent tous les mardis après-midi pendant deux heures, ont également été agitées ces derniers mois. En 33 séances, 921 questions ont été posées par les parlementaires au gouvernement. La répartition des prises de parole se faisant en fonction du poids des différents groupes au Palais Bourbon, c'est Renaissance, qui possède le plus de parlementaires, qui est le plus intervenu (164 questions).

## 66 PROJETS DE LOI

Malgré la majorité relative et l'utilisation de l'article 49-3 par la première ministre, l'Assemblée n'a pas chômé. En tout, 66 projets de loi ont été déposés ou transmis par le gouvernement à la Chambre basse. Des petits projets de loi ratifiant des ordonnances sur le réseau métropolitain continental à la symboli-

que et mastodontique réforme des retraites en passant par des textes moins médiatiques mais d'importance comme celui relatif à la sécurité pendant les Jeux olympiques et paralympiques de 2024, une grande partie ont été adoptés par l'Assemblée, avant d'être transmis au Sénat (ou inversement). En tout, une dizaine de textes majeurs ont été votés par les députés : c'est par exemple le cas du Budget 2023, de la loi sécurité, de celles sur le nucléaire, l'armée ou les énergies renouvelables, et évidemment de celle sur les retraites.

## 17 PROPOSITIONS DE LOI ADOPTÉES

L'activité législative ne concerne pas uniquement les textes mis à l'ordre du jour par le gouvernement : elle implique aussi ceux proposés par les députés. Grâce à leurs niches parlementaires, mais aussi, aux semaines de l'Assemblée nationale, les élus ont pu discuter de nombreuses propositions de lois de leurs collègues. Sur 767 textes déposés depuis le début de la législature, 17 ont même été adoptés par les élus du Palais Bourbon. C'est par exemple le cas de la proposition de loi contre l'occupation illicite des logements du président Renaissance de la commission des affaires économiques, Guillaume Kasbarian. Ou encore de celle visant à lutter contre les arnaques et les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux : un texte partisan porté par le socialiste Arthur Delaporte et le député Renaissance Stéphane Vojetta.

## PLUS DE 53 000 AMENDEMENTS

Pour chacun des textes débattus, les députés déposent en amont des amendements qui leur permettent de faire des propositions pour modifier certains

points. Plus de 53 000 ont été déposés en séance publique en un an de législature : un chiffre extrêmement élevé dû notamment à la forte obstruction parlementaire mise en place par les Insoumis pendant l'examen de la réforme des retraites.

## DES COMMISSIONS ACTIVES

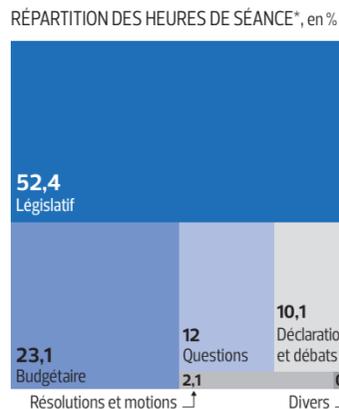
Les débats dans l'Hémicycle de l'Assemblée ne sont que la partie émergée de l'iceberg : toute l'année, les différentes commissions examinent et votent les textes. Celle des finances a par exemple siégé 213 heures lors de la session 2022-2023. Un total élevé qui s'explique notamment par la discussion des deux textes budgétaires. Seconde commission la plus active : celle des affaires sociales, avec plus de 170 heures de travail, dont une grande partie pendant les discussions sur la réforme des retraites.

## 110 000 VISITEURS ACCUEILLIS

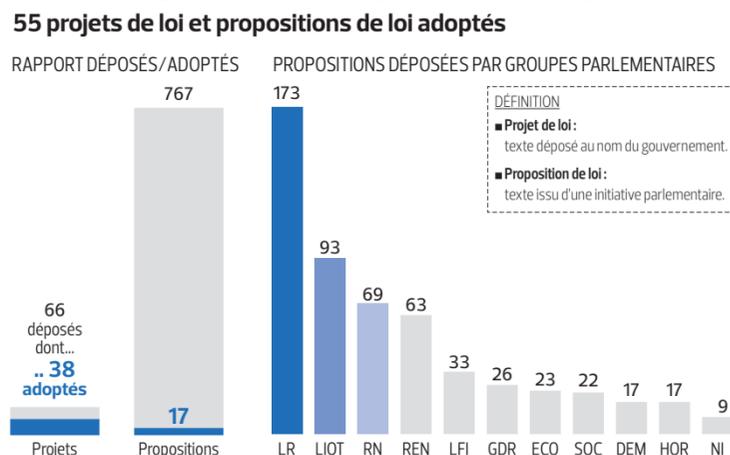
L'activité de l'Assemblée nationale ne se limite pas aux travaux législatifs. Comme ses prédécesseurs au Perchoir, Yaël Braun-Pivet souhaite « faire sortir l'institution parlementaire de ses murs ». Elle-même s'est déjà déplacée dans 19 départements, venant chaque fois parler du fonctionnement de la vie démocratique dans un établissement scolaire. La dimension « mémorielle » a également été encouragée : commémoration des 230 ans de Valmy, hommage aux 80 parlementaires ayant refusé les pleins pouvoirs à Pétain, reconstitution du débat de la loi de 1905, exposition consacrée à Simone Veil, sans parler de six déplacements effectués à l'étranger (deux à Berlin, en Ukraine, en Arménie, en Pologne et en Côte d'Ivoire). En un an, l'Assemblée a aussi accueilli 110 000 visiteurs. ■

## 134 jours de séance, 288 séances et 1 057 heures, une année d'activité à l'Assemblée nationale

### 1 Lois, budget, QAG



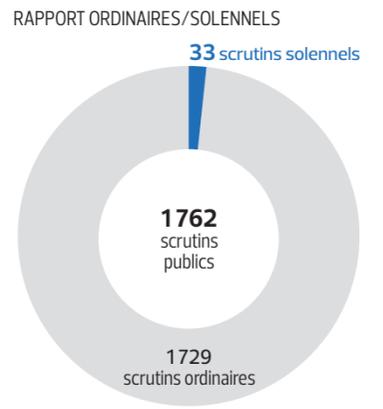
### 2 Deux projets de loi pour une proposition de loi



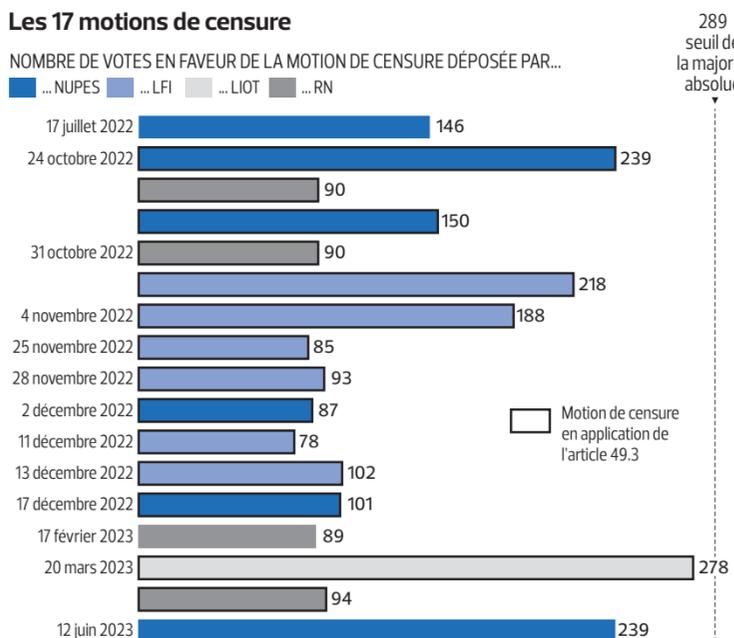
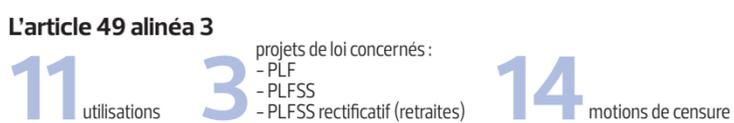
### Les amendements



### Les scrutins publics

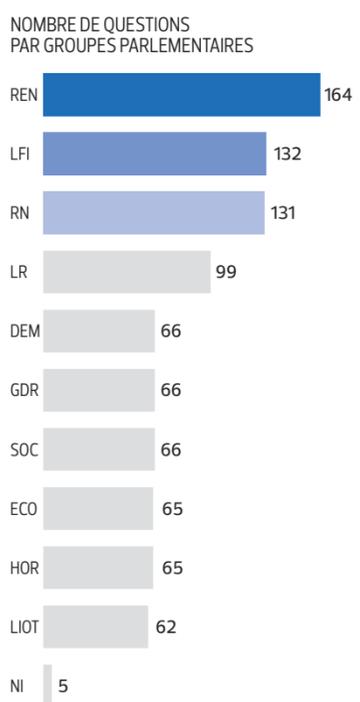


### 3 Un record de motions de censure

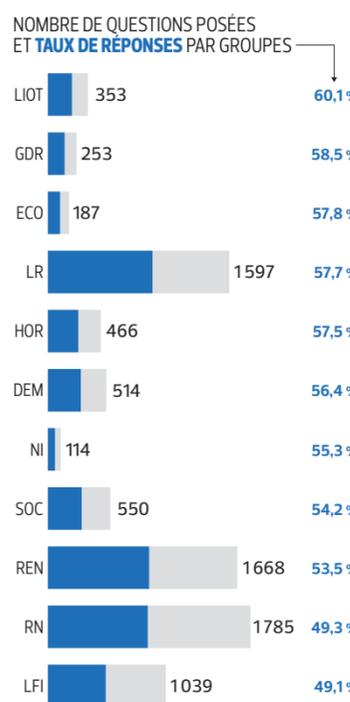


### 4 Questions orales et écrites

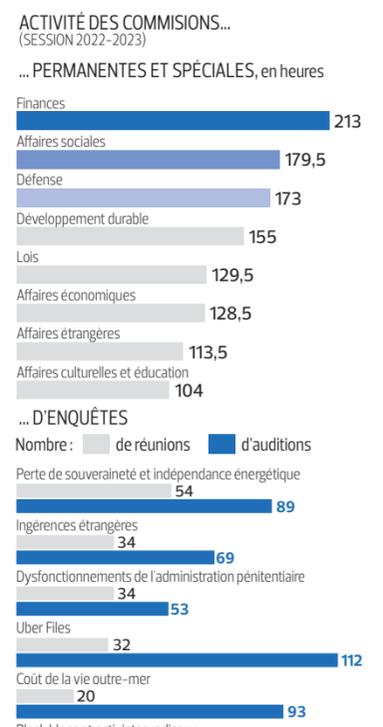
#### 921 questions au gouvernement en 33 séances



#### 4 591 réponses publiées aux 8 526 questions écrites



### 5 Six commissions d'enquête



\*Répartition horaire uniquement sur les 911 heures de la session 2022-2023 (1<sup>er</sup> octobre - 31 mai 2023) et non sur les 1057 heures et 15 minutes de la XVI<sup>e</sup> législature (depuis le 22 juin 2022) Source : Assemblée nationale Infographie LE FIGARO

# Macron veut mettre fin à la « dépendance industrielle »

En déplacement en Ardèche, mardi, le président a annoncé la relocalisation d'au moins vingt-cinq médicaments.

DINAH COHEN @DinahCohen  
ENVOYÉE SPÉCIALE EN ARDÈCHE

**ÉLYSÉE** Les signaux passent progressivement au vert pour l'exécutif. Englué ces dernières semaines dans une crise sociale d'ampleur, Emmanuel Macron a décidé de se « mouiller » personnellement pour inverser la tendance. Remonté dans les sondages après avoir mis l'accent sur la réindustrialisation, le voilà donc désormais lancé sur le terrain de la souveraineté. Ce alors que la dernière mobilisation contre la réforme des retraites a marqué le pas ; que le texte d'abrogation de Liot a été écarté à l'Assemblée ; et que les députés viennent de rejeter la motion de censure Insoumise. Quant aux quelques militants ardéchois de la CGT, venus accueillir le président sur un bord de route à Champagne, mardi, ils sont passés quasi inaperçus.

Un horizon a priori dégagé, mais pas encore suffisamment pour que le chef de l'État renoue complètement avec le périlleux exercice de la déambulation ou qu'il retourne systématiquement au contact de riverains. En visite au laboratoire d'Aguttant,

Emmanuel Macron a préféré s'adresser à un parterre de spécialistes du domaine pharmaceutique. Et dérouler sans heurts, au milieu des vignes et des champs de coquelicots, l'ouverture d'une nouvelle séquence.

Industrielle, d'abord, avec la relocalisation tout juste annoncée de 25 médicaments - parmi lesquels la morphine, l'amoxicilline ou des anticancéreux - dès « les prochaines semaines ». Huit projets doivent officiellement être mis en œuvre, sou-

**« La dépendance industrielle n'est jamais bonne en général et encore moins compréhensible et acceptable (...) quand elle touche la santé »**

EMMANUEL MACRON

tenus par quelque 160 millions d'euros d'investissements publics et privés, pour lutter contre les récentes pénuries. La France a fait « l'expérience de la dépendance » à travers le Covid et la guerre en Ukraine, a



Emmanuel Macron, en déplacement sur le thème des relocalisations, mardi, visite le laboratoire pharmaceutique Aguttant, à Champagne. ERIC GAILLARD/AFP

rappelé le chef de l'État, selon qui « déléguer à d'autres le soin de produire les médicaments essentiels dans un monde qui se fragmente, c'est une impasse ». « On a pris collectivement conscience de cette dépendance industrielle qui n'est jamais bonne en général et encore moins compréhensible et acceptable (...) quand elle touche la santé. »

Un guichet unique devrait ainsi être très prochainement dédié au rapatriement sur le territoire national de la fabrication de 25 autres molécules, tandis qu'une liste élargie de 450 médicaments « essentiels » a été arrêtée. Leur chaîne de production sera, « dans les mois et les années qui viennent », sécurisée, « soit en relocalisant totalement, soit en diversifiant et en continuant d'innover ». Le prix des molécules concernées pourrait, en-

fin, augmenter, pour convaincre les investisseurs de s'installer en France. « C'est le coût à payer pour redevenir indépendant, c'est la cohérence de notre politique », a justifié Emmanuel Macron. Une opération de prévention, « qui n'a aucun coût pour notre Sécurité sociale », sera également associée. Et l'État définira un « plan blanc du médicament » pour « aller beaucoup plus vite » dans le développement des médicaments en cas de pénurie critique.

La démarche s'inscrit dans la continuité du plan France 2030, présenté fin 2021, lors du premier quinquennat. Mandat dont Emmanuel Macron n'a d'ailleurs pas manqué de faire valoir le bilan, évoquant tantôt les réformes menées, tantôt les « choix collectifs » opérés pour permettre « d'investir » et « montrer qu'il

n'y avait pas de fatalité ». « Cette réindustrialisation est en marche, en particulier dans le secteur pharmaceutique. (...) Nous avons inversé le sens de l'histoire tous ensemble ces dernières années », a vanté le président.

Engagé dans un vaste tour de France des annonces positives, Emmanuel Macron est attendu ce mercredi au salon de l'innovation technologique Viva Tech, à Paris. Il doit notamment y aborder les questions de souveraineté numérique, en prônant une intelligence artificielle à la française. Il devrait ensuite s'exprimer en fin de semaine sur la décarbonation, avant de se rendre au Salon du Bourget lundi prochain. Autant de manières de montrer que l'exécutif reprend la main, avant que n'expire le fameux délai des « cent jours ». Dans un mois jour pour jour. ■

## Les politiques dans la bataille de l'intelligence artificielle

Alors que l'Union européenne agit sur le plan de la régulation, macronistes et RN cherchent à imposer leur vision de la technologie.

DINAH COHEN @DinahCohen

**IA** Le dîner se fait en petit comité, ce mardi 6 juin à Bercy. Autour de la table, une poignée de députés des trois groupes de la majorité - Renaissance, MoDem et Horizons -, a répondu à l'invitation de Jean-Noël Barrot. Le ministre délégué en charge de la Transition numérique les a réunis pour leur parler intelligence artificielle, régulation, souveraineté et « positionnement politique ». Entre l'entrée et le dessert, le nom de Jordan Bardella est cité à plusieurs reprises. Le nouvel intérêt du jeune président du Rassemblement national n'a échappé à aucun des convives, inquiets de le voir se prendre de passion pour le sujet.

Depuis trois mois, le bras droit de Marine Le Pen multiplie vidéos YouTube et plateaux télé pour mettre en garde contre le « grand remplacement ». Jusque-là, rien de surprenant pour la droite nationaliste. Mais celui dont il parle est d'un nouveau genre. Il fait référence à ChatGPT, ce robot conversationnel dont les capacités

**« La prochaine grande crise sociale au XXI<sup>e</sup> siècle sera celle posée par les enjeux de l'intelligence artificielle »**

JORDAN BARDELLA, PRÉSIDENT DU RN

dévoilées le 30 novembre ont fasciné la Silicon Valley. Les experts y voient une révolution au moins équivalente à l'arrivée de l'imprimerie et peut-être plus importante que celle d'internet. Jordan Bardella, lui, pense que « la prochaine grande crise sociale au XXI<sup>e</sup> siècle sera celle posée par les enjeux de l'intelligence artificielle ». Le chef de file mariniste marche sur deux jambes, entre un discours alarmiste et



une incitation à l'innovation française. Dans ses pas, le député Aurélien Lopez-Liguori, depuis peu président d'un nouveau groupe d'études à l'Assemblée nationale sur la souveraineté numérique, évoque même un sujet « régalién et de puissance ». Ajoutant : « Il y a une prise de conscience sur le sujet de l'intelligence artificielle et Jordan Bardella l'impulse et la canalise. »

C'est bien là ce qui préoccupe la majorité. Comment les macronistes, chantres du progrès et de la « start up nation », ont pu se faire devancer sur un sujet qui semble pourtant s'inscrire dans leur ADN ? « On a été étonnés de son positionnement qui veut sûrement s'éloigner du corpus traditionnel du RN, mais je ne pense pas qu'on en soit à un point où Bardella est devenu la référence », tempère un participant du dîner ministériel. « On travaillait déjà dessus que le RN ne savait même pas ce que ça voulait dire », moque-t-il. L'Europe, aussi, à travers les parlementaires du parti présidentiel à Strasbourg, entend se positionner en précurseur mondial sur le plan de la régulation. Une version finale de

« l'IA Act » sur laquelle Bruxelles planche depuis trois ans doit être votée ce jeudi en séance plénière au Parlement européen, en vue d'une adoption définitive avant la fin de l'année. « Les États-Unis (...) ont semblé surpris par l'état d'avancement de l'Europe sur la question », s'est récemment réjoui le commissaire européen Thierry Breton dans les colonnes du Figaro.

Mais à mesure que l'intelligence artificielle suscite l'intérêt du grand public, les médias relatant quotidiennement les prouesses et dangers de ChatGPT, il semble nécessaire pour la classe politique d'aller au-delà de l'appropriation technique. D'autant plus quand le RN l'introduit dans le récit d'un grand bouleversement à venir. Le même formulé par Marion Maréchal, prévenant dès le mois de février des « conséquences lourdes » du développement de l'IA. « C'est un sujet beaucoup plus important que la réforme des retraites (...) et c'est très inquiétant de constater que le monde politique s'en désintéresse », formulait alors la vice-présidente de Reconquête ! De quoi faire dire à un

**« Il faut que la France entre en pionnière dans l'ère de l'intelligence artificielle générative », souligne Jean-Noël Barrot (ici, à l'Élysée), ministre délégué en charge de la Transition numérique.**

ARTHUR NICHOLAS ORCHARD/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

macroniste « qu'il faut que notre voix porte. On ne peut pas laisser l'extrême droite incarner le sujet ».

Les troupes présidentielles s'organisent donc avec un maître mot : enrober l'intelligence artificielle d'un discours « positif ». Le MoDem vient de lancer un groupe de travail dédié et doit mettre en ligne cette semaine son nouvel outil « Démochat », pour « montrer que cette technologie peut apporter de bonnes choses à notre démocratie ». Emmanuel Macron fera également des annonces depuis le salon consacré à l'innovation technologique Vivattech, mercredi à Paris. Celles-ci devraient concerner le développement de la recherche, le financement d'entreprises spécialisées ou encore le développement de formations en la matière. Le président donnera « son orientation » et « détaillera les actions que nous entendons prendre pour maîtriser cette technologie et en tirer le meilleur parti », selon les précisions de son ministre Jean-Noël Barrot. « Il ne faut pas que nous sortions de l'histoire technologique. Il faut que la France entre en pionnière dans l'ère de l'intelligence artificielle générative », soutient-il.

L'empressement à se saisir politiquement du sujet s'étend aussi aux autres partis. À l'instar du député Liot Jean-Félix Acquaviva, auteur d'un amendement entièrement rédigé par ChatGPT pour alerter le gouvernement. « Nous sommes rattrapés par une évolution exponentielle qui ne peut que déstabiliser les politiques publiques. Pour l'instant, ça va très vite et on a l'impression de subir le rythme », dénonce-t-il en appelant à ne pas axer le discours uniquement sur la régulation. Le député Insoumis Arnaud Le Gall pointe aussi « les risques énormes sur les libertés publiques, à commencer par l'accroissement des inégalités ». Les Républicains assurent quant à eux ériger ce chantier au rang de priorité. Éric Ciotti a dernièrement signé une tribune appelant à

assumer « tout autant le défi philosophique que le défi technologique, en écoutant aussi bien les peurs que les enthousiasmes ». « Il faut montrer au pays qu'on veut absolument promouvoir l'IA qui est vecteur de progrès », défend la sénatrice Alexandra Borchio-Fontimp, en charge de ces questions au sein du « shadow cabinet » - ce gouvernement d'opposition mis en place par LR.

**« Nous sommes rattrapés par une évolution exponentielle qui ne peut que déstabiliser les politiques publiques »**

JEAN-FÉLIX ACQUAVIVA, DÉPUTÉ LIOT

Cette accélération des prises de position au niveau national est observée avec attention par les artisans de la régulation. Pourtant membre de Renew - le groupe européen de la majorité présidentielle -, Stéphanie Yon-Courtin rappelle qu'il s'agit « d'abord d'un sujet technique ». « Ça peut être dangereux d'en faire un sujet politique. Les États-Unis sont empêtrés dans des sujets de clivages sans vision transpartisane », avance-t-elle. Le scientifique et adepte du transhumanisme Laurent Alexandre - aussi source d'inspiration de la droite nationaliste - dit, de son côté, assister à une prise de conscience « lente » face à ce qui pourrait être une révolution « civilisationnelle » voire « anthropologique ». « Les élites s'approprient doucement le sujet parce que ce sont majoritairement des élites bureaucratiques », argumente-t-il. Avant de reconnaître une difficulté : « Se positionner, c'est rentrer dans un débat miné avec une issue très incertaine. Il faut que la politique s'en saisisse, mais à ce stade personne n'est capable de prédire l'évolution de l'IA. » ■

## INTERNATIONAL

# Comparution historique de Trump à Miami pour sa détention de secrets d'État

L'ancien président a plaidé non coupable, alors que ses partisans se pressaient devant le tribunal de Floride.

**ÉTATS-UNIS** Donald Trump a plaidé non coupable des 37 chefs d'accusations fédérales retenus contre lui. Inculpé la semaine dernière par un grand jury pour avoir illégalement conservé des documents classifiés et comploté pour contrecarrer les efforts du gouvernement pour les récupérer, l'ancien président a comparu mardi après-midi devant un juge du tribunal fédéral de Floride à Miami. Trump, et son valet, Walt Nauta, accusé d'avoir été son complice, sont passibles de peines de prison, conformément à la loi sur l'Espionnage.

Les deux prévenus se sont vus lire l'acte d'accusation par le juge Jonathan Goodman. Mais le dossier devrait être confié au juge Aileen Cannon, nommée par Trump lui-même à son poste. Trump était accompagné de ses avocats, même si deux de ses principaux responsables de sa défense

avaient démissionné vendredi, obligeant Trump à rechercher un cabinet basé en Floride pour compléter son équipe juridique.

## Huis clos

Contrairement à sa comparution à New York, l'inculpation de Trump à Miami s'est déroulée à huis clos. Trump est entré dans le tribunal par une entrée souterraine. Les caméras et appareils photos n'étant pas autorisés dans les tribunaux fédéraux, les dessins judiciaires ont été les seules images de la comparution. L'ancien président a été libéré dans l'attente de son procès, sans caution, ni d'assignation à résidence.

À sa sortie du tribunal, Trump s'est arrêté dans un restaurant cubain pour rencontrer ses partisans, comme s'il s'agissait d'une étape dans sa campagne électorale. Il s'est envolé ensuite pour son

**Le procureur spécial Jack Smith a annoncé, vendredi, à Washington (à gauche), l'inculpation de Donald Trump dans l'affaire des archives de la Maison-Blanche.**

**À la sortie de sa comparution, Donald Trump est allé saluer ses partisans devant un restaurant cubain, mardi, à Miami.**

MANDEL NGAN/AFP ET ALON SKUY/GETTY IMAGES VIA AFP

club de golf du New Jersey, où il devait prononcer un discours dans la soirée. Pour faire face à d'éventuels débordements, la police de Miami s'était déployée dans la matinée, mais aucun incident majeur n'a eu lieu.

Même si Trump est habitué des premières historiques, l'événement reste sans précédent. Un tribunal de Manhattan a été le premier à inculper un ancien président en avril dernier, et l'arrivée de Trump à New York avait été retransmise en direct comme un événement international. Mais l'inculpation par la justice fédérale est une affaire beaucoup plus grave et aux conséquences beaucoup plus sérieuses.

Fidèle à sa méthode, Trump a de nouveau présenté son inculpation comme une cabale politique. Certains de ses partisans ont ouvertement menacé de violences. « Si

vous voulez atteindre le président Trump, vous me trouverez sur votre chemin avec 75 millions d'Américains comme moi », a lancé en Géorgie Kari Lake, ancienne candidate au poste de gouverneur de l'Arizona, et ex-présentatrice de télévision devenue une égérie du mouvement trumpiste, en montrant sa carte de la NRA, l'association de défense du port d'armes. « Ce n'est pas une menace. C'est un message d'intérêt public ».

## Menaces de troubles

Mais les menaces de troubles à l'ordre public ne vont pas arrêter la machine judiciaire fédérale qui vient de se mettre en marche. L'inculpation de Trump par un tribunal fédéral est plus grave que n'importe laquelle de ses précédentes démêlées avec la justice. « L'acte d'accusation est très détaillé, et il est accablant », avait

commenté dimanche Bill Barr, l'ancien procureur général de Trump. « Même si seulement la moitié des accusations est vraie, il est cuit ».

« Présenter Trump comme victime d'une chasse aux sorcières est ridicule », a aussi dit l'ancien ministre de la Justice, qui a rompu avec Trump après l'élection présidentielle de 2020, « il l'a été dans le passé... ses adversaires l'ont poursuivi de manière obsessionnelle avec des affirmations bidon, et j'ai été à ses côtés pour le défendre... mais cette affaire est bien différente ».

La procédure ne fait que commencer, et même si le procès s'ouvre rapidement, il se déroulera pendant la campagne présidentielle, où Trump est jusqu'à présent le favori des primaires républicaines. ■

A. J.

(CORRESPONDANT À WASHINGTON)



## Le procureur Jack Smith, incorruptible et sans états d'âme

**ADRIEN JAULMES** @AdrienJaulmes  
CORRESPONDANT À WASHINGTON

BARBE NOIRE, cravate noire, le visage grave, le procureur spécial Jack Smith a fait sa première apparition publique vendredi dernier, peu après la publication de l'acte d'accusation contre Donald Trump. « Nous avons des lois dans ce pays et elles s'appliquent à tout le monde », a déclaré Smith, devenu le premier procureur à inculper un ancien président américain. « C'est le respect et l'application des lois qui déterminent l'issue d'une enquête. Rien de plus, rien de moins. »

Sans répondre à aucune question, Smith a invité « tout le monde à le lire dans son intégralité pour comprendre l'étendue et la gravité des crimes reprochés ».

Nommé en novembre 2022 pour enquêter sur l'ancien président dans deux affaires, celle des documents confidentiels conservés par Trump depuis son départ de la Maison-Blanche, et l'assaut contre le Capitole en janvier 2021, Smith a mené depuis six mois son enquête sans relâche.

Le résultat est la première inculpation fédérale d'un ancien président.

Les 44 pages de l'acte d'accusation, et les 37 différents motifs d'inculpation retenus portent la marque de ce procureur déterminé. Les mois d'enquête, les auditions de témoins, ont été menés avec une méthode rigoureuse, ne laissant rien au hasard. Le dossier,

écrit en langage courant, dresse un réquisitoire accablant contre Trump. Des photos des cartons de documents confidentiels empilés dans diverses pièces, salles de bains et salle de bal du palais de Mar-a-Lago, illustrent la désinvolture avec laquelle ont été maniés des secrets touchant à la sécurité nationale. La chronologie des faits, rappelant les nombreuses occasions où Trump aurait pu mettre fin à toute l'affaire en rendant les documents, est aussi clairement exposée. Les 197 documents restitués par Trump au début de l'enquête ne sont d'ailleurs pas retenus contre lui. L'ancien président n'est poursuivi que pour ceux qu'il a illégalement conservés, et pour avoir menti à la justice.

## Conversations enregistrées

Smith va jusqu'à réfuter à l'avance les arguments potentiels de la défense. Il cite Trump lui-même, qui répétait publiquement en 2016 pendant sa campagne contre Hillary Clinton l'importance des secrets d'État, et combien il est grave de violer les règles qui régissent leur emploi. Il transcrit des conversations enregistrées où Trump lui-même reconnaît devant témoins que les documents sont encore secrets et qu'il n'a plus le pouvoir de les déclasser. Il cite les avocats de l'ancien président, eux-mêmes abusés par leur client qui leur affirme avoir rendu tous les documents.

Mais la marque de Smith se trouve aussi dans la gravité des viola-

**« Nous avons des lois dans ce pays et elles s'appliquent à tout le monde. C'est le respect et l'application des lois qui déterminent l'issue d'une enquête. Rien de plus, rien de moins »**

LE PROCUREUR SPÉCIAL JACK SMITH

tions invoquées. La dimension un peu bouffonne de l'affaire, la vanité de Trump qui brandit ses documents devant ses invités comme des trophées, et les fait déplacer par son fidèle valet pour éviter d'avoir à les rendre aux Archives nationales, est oubliée. Smith considère que les faits tombent sous le coup de l'Espionnage Act de 1917, qui punit de peine de prison les manquements à la sécurité nationale. « Nos lois qui protègent les informations relatives à la défense nationale sont essentielles à la sécurité des États-Unis et doivent être appliquées », dit-il. « Leur violation met notre pays en danger. »

## Style austère

Peu connu du grand public lors de sa nomination, Jack Smith possède dans les milieux juridiques américains une réputation de procureur incorruptible, sans états d'âme, ne vivant que pour une notion élevée et un peu abstraite du droit.

Né en 1969 dans l'État de New York, diplômé de la faculté de droit de Harvard, Smith commence presque aussitôt sa carrière de procureur, à Manhattan, puis à Brooklyn. Il occupe aussi des postes à la tête de services chargés du contentieux pénal, supervisant des dizaines de procureurs chargés d'affaires liées aux gangs, aux crimes violents, à la fraude financière et à la corruption publique. À la tête du service d'intégrité publique du ministère de la Justice, chargé de traquer la corruption au sein même des institutions américaines, il poursuit d'anciens gouver-

neurs et des sénateurs en fonction.

Son style austère, efficace, implacable, lui vaut d'être cité en exemple aux jeunes procureurs.

Mais il essuie aussi des revers, et son agressivité suscite quelques réserves parmi ses pairs.

## Iron Man

Smith l'ascète est aussi un athlète. En dehors du droit, son autre passion est le triathlon, qu'il pratique à haut niveau. Le procureur s'entraîne régulièrement et participe à des centaines de courses internationales et plusieurs Iron Man, les épreuves les plus difficiles de cette discipline qui demande autant de détermination mentale que d'endurance physique. Plusieurs fois blessé pendant ses entraînements, il est sur béquilles quand il apprend sa nomination en novembre 2022 à la tête des deux enquêtes historiques contre Trump. Smith vit à l'époque à La Haye, où il est depuis 2018 procureur au Tribunal pénal international chargé des crimes de guerre commis au Kosovo. La photo de lui qui circule alors, dans sa robe violette de procureur international, évoque un inquisiteur d'un autre temps, le visage blême, le regard intense, la barbe noire de moine mendiant du Siècle d'or.

Les milieux juridiques saluent ce choix. L'ancien procureur général d'Obama, Eric Holder, décrit Smith comme « un procureur sérieux et sobre d'esprit qui ne se laissera pas décourager par tout ce que Donald Trump pourra lui jeter à la figure ».

Du côté politique, les accusa-

tions ne tardent pas. Trump dénonce Smith comme « le procureur spécial de la gauche radicale, un acolyte d'Eric Holder et de Barack "Hussein" Obama ». Il accuse aussi la femme de Smith, la cinéaste Katy Chevigny, d'être une proche des Obamas, pour avoir notamment participé au documentaire de Michelle Obama, *Becoming*, et d'avoir soutenu la candidature de Biden en 2020.

Nommé pour éviter les perceptions d'ingérence de la part de Merrick Garland, le procureur général de Joe Biden, Smith fait tout pour éviter d'être accusé de biais politiques. Il a insisté sur le fait que l'acte d'accusation « a été voté par un grand jury de citoyens dans le district sud de la Floride » et ne résultait pas d'une décision du pouvoir fédéral à Washington, comme le dénoncent de nombreux républicains. Smith considère que l'acte d'accusation est suffisamment accablant pour convaincre un jury populaire.

Mais sa conception idéalisée de la justice ne saurait s'affranchir du contexte hautement politique de l'inculpation de Donald Trump, candidat à la présidence et favori des primaires républicaines, dans un pays profondément divisé. Outre le jury de Floride, l'accusation devra convaincre une large portion de l'opinion américaine que la justice n'est pas utilisée à des fins politiques. Aussi accablantes soient les accusations rassemblées contre Trump, de nombreux républicains sont moins convaincus que Jack Smith que la loi s'applique à tous sans distinction. ■

# À Belgorod, le retour de bâton de la guerre russe contre l'Ukraine

La région frontalière, prise entre son loyalisme au Kremlin et un sentiment d'abandon, subit en silence les attaques de soldats se battant pour l'armée de Kiev.

**JULIAN COLLING** @julianclg  
ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LA RÉGION DE BELGOROD

**GUERRE EN UKRAÏNE** Au loin, les fortes détonations viennent ponctuellement briser la quiétude des rues de Graïvoron. À dix kilomètres de la frontière ukrainienne, le bourg de 7 000 habitants en temps normal sonne creux. Tatiana et Olga, assises sur un banc près du sanatorium municipal où elles travaillent, ne sourcilent pas. « Vous savez, on s'habitue assez vite à tout, même au sentiment d'insécurité », dit dans un sourire la première, déjà plusieurs fois grand-mère. « Là, c'était nos gars qui tiraient vers l'Ukraine. On a appris à reconnaître, au son, si les tirs partent de chez nous ou viennent d'en face », ajoute avec fierté son amie.

Comme beaucoup d'habitants d'un certain âge de l'oblast de Belgorod, elles n'envisagent pas de partir malgré la peur. À quoi bon, vers où, et avec quel argent ? La maison familiale ou l'appartement

ont mis tant de temps à être construits ou obtenus, et les crédits ont été si longs à rembourser... Alors Tatiana et Olga patientent, avec le vœu pieux que tout ceci « s'arrêtera bientôt », une autre devise souvent entendue dans cette Russie où, de fait, la guerre est arrivée.

Ces dernières semaines, Graïvoron s'est tout de même vidée de ses habitants. Pour une bonne raison : fin mai, un bataillon de combattants venus d'Ukraine – notamment des Russes opposés à Vladimir Poutine, issus de différentes unités de volontaires –, est parvenu sans grande difficulté à pénétrer le canton, lors d'une incursion en territoire russe qui a fait grand bruit. Pendant ces deux jours de flou et de fébrilité pour les autorités, ces volontaires, rangés du côté ukrainien, ont été en mesure de capturer un poste-frontière et plusieurs localités (désormais vides), d'y tourner des vidéos triomphantes, avant d'être repoussés par l'arrivée tardive de renforts russes.

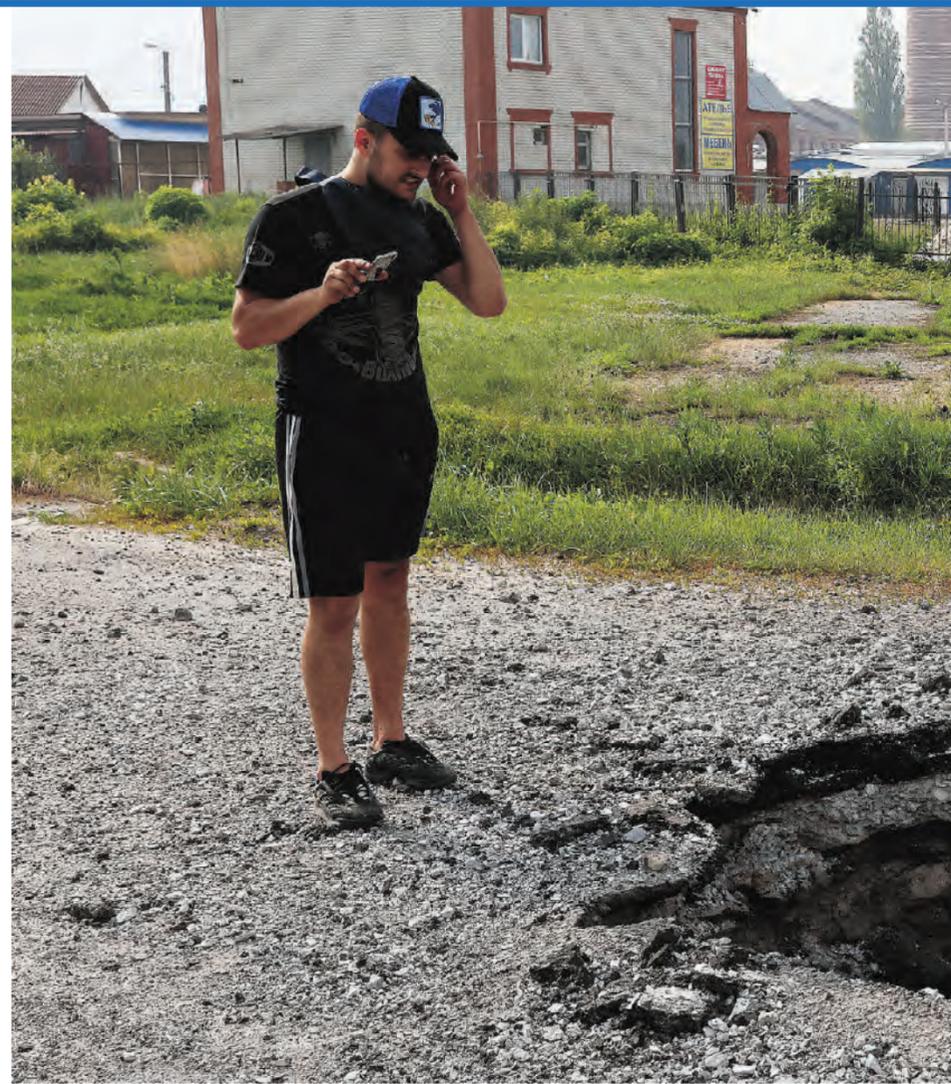
Tandis que les mortiers et l'artillerie tapaient les villages alentour – 12 blessés –, Graïvoron, le chef-lieu local, était même un instant le théâtre d'affrontements. Un choc pour la population, malgré l'accoutumance aux sporadiques échanges de tirs depuis l'an dernier, dont témoignent plusieurs éclats d'obus et véhicules carbonisés le long de la route menant à la frontière. Le peu de protection de la frontière a pour le moins interpellé ici.

## L'anxiété plane

Au milieu des petits groupes d'hommes en treillis qui se reposent près du supermarché de Graïvoron, quelques rares couples se promènent encore. « Est-ce que les gens se sentent protégés ? Je vous dirais simplement que j'ai quitté mon poste pour revenir protéger moi-même ma famille », glisse en passant Alexei, un garde-frontière habituellement en service entre la région de Voronej en Russie, et celle annexée de Louhansk.

« Qu'est-ce qu'on reçoit, nous, de cette "opération spéciale" ? », peste sur son vélo, Andreï, 46 ans, ancien militaire à la retraite. « Des territoires sans défense et des gens qui vivent dans la peur. Et tout ça pour quoi, hein, pour "dénazifier" en face ? J'allais encore régulièrement à Kharkiv (à 50 km, NDLR) en bus il y a quelques années, je n'y ai jamais vu un seul nazi. » Des réflexions qui sont cependant encore rares dans la région, bien que les événements se soient encore accélérés récemment.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> juin dernier, la ville de Chebekino, 40 000 habitants, était massivement prise pour cible par des tirs venus d'Ukraine. Depuis, la ville est constamment frappée ; sur Telegram, des vidéos montrent chaque jour des façades noircies, des amas de toiles ou des toits en flammes. Plusieurs civils y ont perdu la vie, selon le gouverneur,



Un habitant de Chebekino regarde un cratère créé par un obus ukrainien, samedi.

ALEXANDER RYUMIN/TASS/SIPA USA/SIPA

Viatcheslav Gladkov. Seuls quelque 2 000 habitants resteraient encore sur place.

Certains ont pu quitter Chebekino par leurs propres moyens. D'autres – la plupart –, ont été évacués vers la capitale régionale, Belgorod, avec les moyens du bord : des citoyens se sont portés volontaires, dans un énorme élan d'entraide qui s'est rapidement propagé. Parmi ces réseaux de volontaires, le groupe « Dixième cercle », très actif sur les réseaux sociaux, gère un point de distribution d'aide humanitaire. Il travaille de concert avec diverses organisations de jeunesse, et accueille, en moyenne, entre 200 et 300 réfugiés par jour.

Irina, 57 ans, une travailleuse médicale, est venue chercher des produits de première nécessité. « Tout ce que je peux dire, c'est que quelque chose ne tourne pas rond. Merci toutefois à Gladkov, qui fait ce qu'il peut. Il veut vraiment aider les gens. » Celle qui lui succède, Zoïa, 38 ans, est un peu moins tendre : « On a laissé tomber Chebekino, tout simplement », fulmine-t-elle. « Je ne sais même pas si ma maison est encore entière là-bas. Pourquoi rien n'a été prévu, ni or-

ganisé en amont ? Les risques, les incidents dans la région, ce n'est pas nouveau ! »

Derrière un semblant de normalité, l'anxiété plane sur Belgorod. Cette coquette métropole de 350 000 âmes, aux rues piétonnes agréables, est peuplée d'innombrables signes de soutien à l'armée, en plus des mémoriaux, tanks et étoiles rouges géantes. La guerre est là, non loin. Les panneaux de direction oukriété (« abri ») se sont propagés près des sous-sols. La défense russe abat, quasi quotidiennement, des drones au-dessus de la cité. Cette dernière aurait perdu, officieusement, des dizaines de milliers d'habitants.

Les points d'accueil pour les exilés se sont, eux aussi, multipliés. Certains déplacés dorment encore dans des résidences étudiantes en attendant un logement. Ils côtoient désormais en ville les nombreux réfugiés ukrainiens, russo-phobes, souvent de la région de Kharkiv ou du Donbass, arrivés dans la région depuis 2014 ou après l'invasion. Le bruit court qu'un certain ressentiment se serait installé envers ces Ukrainiens qui reçoivent une compensation, alors



**2 000** habitants sur les 40 000 que comptait la ville de Chebekino avant les attaques ukrainiennes, début juin, y résideraient encore aujourd'hui

## La confrontation s'exacerbe entre Prigoïjine et le ministère de la Défense

**ALAIN BARLUET** @abarluet  
CORRESPONDANT À MOSCOU

LA DÉFIANCE entre Evgueni Prigoïjine, le patron des mercenaires du groupe Wagner, et la haute hiérarchie militaire russe s'accroît de jour en jour. Tant et si bien que les invectives quotidiennes du « cuisinier de Poutine », retransmises sur sa chaîne Telegram, sont parfois difficiles à suivre... Leur contenu reste néanmoins un pilonnage systématique du ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, et du chef d'état-major des armées, Valeri Guerassimov, ses deux bêtes noires, à qui il promettait récemment le peloton d'exécution. Mardi, M. Prigoïjine s'est dit « pas certain » que ses hommes restent en Ukraine, deux semaines après leur retrait – selon lui « saboté » par l'armée régulière russe – de la ville de Bakhmout.

Une nouvelle étape dans cette confrontation a été franchie le week-end dernier avec le refus du chef des Wagner de faire allégeance au ministère de la Défense en s'enregistrant auprès de lui. Afin d'améliorer l'efficacité des « groupes de volontaires », ceux-ci devront en effet maintenant signer un contrat avec le ministère avant le 1<sup>er</sup> juillet, annonçait samedi un communiqué officiel. En consé-

quence, « toutes ces formations seront désormais organisées comme des unités du ministère de la Défense, elles seront intégrées à la structure du personnel, elles seront subordonnées à un plan unique, tout cela pour mettre de l'ordre », décrypte Frants Klintsevich, un ex-député à la Douma, bien au fait des questions de défense. Les membres de ces détachements bénéficieront des mêmes rémunérations et des mêmes avantages sociaux que les soldats de l'armée.

### Arbitre suprême

Y voyant, non sans raison, une manœuvre pour le mettre sous tutelle, Evgueni Prigoïjine a immédiatement réagi. « Wagner ne signera aucun contrat avec Choïgou », a-t-il déclaré. Ramzan Kadyrov, dont les relations avec Prigoïjine se sont tendues dernièrement, s'est quant à lui précipité. Dès samedi, le président tchétchène a parrainé un accord entre son groupe militaire, Akhmad, et le ministère russe de la Défense. M. Prigoïjine, pour se défaire d'un procès en insubordination, a affirmé d'emblée qu'il rendait compte directement au commandant en chef suprême, Vladimir Poutine...

Au-delà du « cas Prigoïjine », les autorités visent à encadrer les « groupes de volontaires » qui ont proliféré par dizaines avec la guer-

re en Ukraine tout en n'ayant en Russie aucune existence légale. « Il s'agit de donner à ces unités le statut légal nécessaire », insistait d'ailleurs, samedi, le ministère de la Défense dans son communiqué. Depuis l'été dernier, de nombreux « bataillons de volontaires » au statut juridique incertain ont commencé à voir le jour, sous la tutelle des autorités locales et financés parfois par des entreprises. Deux groupes de combattants (Potok et Fabel) seraient même liés à Gazprom, selon le *Financial Times* du

Evgueni Prigoïjine (ici, le 25 mai à Bakhmout) a refusé, le week-end dernier, d'enregistrer le groupe Wagner auprès de l'administration dirigée par Sergueï Choïgou.

HANDOUT/TELEGRAM/@CONCORDGROUP OFFICIAL/AFP

3 juin. D'après le ministère de la Défense, une quarantaine de ces unités seraient actuellement présentes en Ukraine. Evgueni Prigoïjine fait valoir que ses Wagner ne sont pas concernés par l'ordre du ministère de la Défense et revendique le titre distinct de « société militaire privée » (SMP ou TchêVéKa, en russe). Un sigle qui s'est imposé ces dernières années, sans bénéficier lui non plus d'une quelconque existence légale en Russie. Le ministère de Défense, qui s'est toujours méfié des SMP, utilisées

pourtant sur de multiples fronts (Afrique, Moyen-Orient...), ne mentionne jamais explicitement le nom de Wagner. Le groupe était désigné samedi dernier encore comme un « détachement d'assaut de volontaires », pour l'apparenter à l'ensemble des groupes actifs sur le terrain des opérations.

Reste qu'avec le lancement de la contre-offensive ukrainienne, cette montée dans les tours entre Prigoïjine et la Défense « tombe au mauvais moment », constate l'analyste politique Sergueï Markov. « Tout le monde attend de voir comment cette nouvelle phase dans leur conflit va se terminer », ajoute l'analyste politique sur sa chaîne Telegram. L'arbitre suprême, Vladimir Poutine, dont se revendique sans cesse Prigoïjine, s'est pourtant exprimé mardi à la télévision, indiquant que ce nouveau contrat devait être signé « le plus rapidement possible » pour « garantir » des aides aux mercenaires. Pour de nombreux observateurs, l'homme d'affaires devenu patron de mercenaires, qui a su se rendre indispensable, ne pourrait persévérer dans sa fronde si Poutine voulait y mettre fin. Samedi, Prigoïjine se disait prêt à envoyer ses unités défendre la région russe de Belgorod, frontalière de l'Ukraine et subsistant ces derniers jours des bombardements et des attaques. ■



## Le Bataillon Sibérie a rejoint la résistance anti-Poutine en Ukraine

« EN TANT qu'ancien militaire russe, je sais dans quel état sont leurs forces de l'ordre, je n'ai pas été surpris du peu de résistance autour de Graïvoron », affirme par téléphone depuis l'Ukraine Vladislav Ammosov. Ce soldat de 45 ans est l'un de ces Russes engagés côté ukrainien, qui a participé à l'intrusion de la fin mai dans la région de Belgorod. « Le peu d'hommes qu'il y avait se sont immédiatement dispersés dès notre arrivée. »

Originaire de la République de Sakha (ou Iakoutie) - nom issu de l'ethnie Sakha, un peuple d'ascendance turco-mongole -, dans le Grand Nord-Est russe, Ammosov a été en janvier parmi les premiers à se porter volontaire pour rejoindre le nouvellement formé Bataillon Sibérie, soit la zone d'origine majoritaire de ses combattants russes. Actif depuis janvier, le bataillon a déjà atteint 300 hommes environ, et vise à terme la taille d'un régiment (quelques milliers).

« C'était pour moi le seul choix humain possible, pour défendre l'Ukraine agressée mais aussi pour la chute du régime de bandits à Moscou », affirme cet ancien capitaine du GRU, le renseignement militaire russe, dont il a démissionné en 2011. Il avait essayé sans succès de rejoindre la résistance armée en Ukraine dès l'invasion.

« C'est impossible pour un Russe d'entrer en Ukraine depuis février 2022, on a donc dû obtenir l'accord des autorités ukrainiennes pour commencer à recruter des combattants russes », explique, depuis Varsovie, Denis Sokolov, un vétérinaire de la société civile de 54 ans. Anthropologue spécialisé dans les sociétés musulmanes du Nord-Caucase - Tchétchénie notamment -, par conséquent scruté par le FSB, il a dû lui aussi quitter la Russie en 2018. Originaire de Saint-Petersbourg comme Vladimir Poutine, Sokolov est opposé de longue date à « ce régime criminel, qui depuis les années 1990 utilise la violence pour consolider son pouvoir ».

En octobre 2022, il fonde avec d'autres militants le Conseil citoyen, une organisation qui a pour but le renversement du pouvoir russe et la « libération » de la Russie... par les armes. Elle se charge depuis du recrutement de volontaires russes. « La seule façon de faire tomber ce système, c'est par la force, la lutte armée. Et pour l'heure, cela passe par se battre du côté de l'Ukraine. » Le Conseil citoyen prône également l'éclatement de la Fédération de Russie dans sa forme actuelle (« un

État failli », dit Sokolov), ainsi que l'autodétermination des « Républiques ethniques » russes. Le conseil reçoit actuellement entre 10 à 15 candidatures par jour (via internet), se charge de préparer les volontaires, de vérifier leurs backgrounds avant de les acheminer en Ukraine via des routes tenues secrètes.

« Nous avons des gars de Bouriatie, de Kalmoukie, du Caucase, des Tatars... Mais figurez-vous que pour l'instant la plupart sont ethniquement russes », indique « Vlad » Ammosov, nommé commandant du Bataillon Sibérie, qui est intégré à la légion étrangère ukrainienne.

**« Beaucoup ont ouvert les yeux sur la nature du régime après l'invasion de l'Ukraine. Ils comprendront aussi que la lutte armée est l'unique moyen de le faire tomber »**

DENIS SOKOLOV, FONDATEUR DU CONSEIL CITOYEN.

« Obtenir la confiance des Ukrainiens a pris du temps, mais nous avons déjà des contacts avec le "bataillon Crimée" qui résiste depuis 2014 », ajoute Sokolov au sujet de l'unité composée de Tatars de Crimée.

Il collabore également avec le Corps des volontaires russes, l'unité d'ultradroite anti-Poutine qui était aussi présente à Graïvoron, « mais sans partager leur idéologie », précise Sokolov. Ammosov, lui, qui dit combattre expressément pour l'indépendance de la République de Sakha, dit espérer « devenir un modèle pour d'autres compatriotes. Notre identité a depuis trop longtemps été rabotée par l'État impérialiste russe, notre peuple se meurt. »

La position radicale du Conseil citoyen reste toutefois encore très marginale au sein de l'opposition en exil, qui peine à s'entendre, au milieu des luttes intestines entre les partisans d'Alexeï Navalny et de l'oligarchie Mikhaïl Khodorkovski notamment. « L'opposition pacifique n'a rien donné nous, nous voulons agir. Beaucoup ont ouvert les yeux sur la nature du régime après l'invasion de l'Ukraine. Ils comprendront aussi que la lutte armée est l'unique moyen de le faire tomber », conclut Denis Sokolov. ■

J.C. (A MOSCOU)



que les Russes locaux triment pour recevoir des aides. Au QG de « Dixième cercle », une querelle éclate : « Vous n'avez rien à faire là, c'est chez nous ici ! », balance une retraitée de Chebekino à une jeune volontaire ukrainienne originaire de Kharkiv.

### De la famille de l'autre côté de frontière

La « Maison des initiatives » a également été reconfigurée en grand centre d'accueil pour les déplacés. Elle arbore un immense drapeau russe, ainsi que la troublante fresque murale d'un enfant en tenue militaire avec un « Z » - signe de ralliement patriotique - sur l'épaule. « Ils ont fait de Chebekino une belle ville, mais quid de nous défendre en temps de guerre ? », raille Alexandra, 35 ans, devant le bâtiment. Son ami Vladimir, un costaud volontaire portant un pantalon en treillis, membre du Parti communiste local, tance une « guerre du capital et des grandes corporations ». Il poursuit son exposé : « Le commandement militaire est tout simplement perdu. Aucun ordre n'est donné pour davantage protéger nos régions, tout prend un temps fou. De son côté le gouverne-

ment a trahi l'armée russe, notamment en termes d'équipement. »

Dans les couloirs du centre, si l'Ukraine est décrite comme hostile, et si la loyauté envers l'intervention russe domine encore, le sentiment d'avoir été abandonné par le sommet de l'État est perceptible. Certains murmurent espérer que le groupe paramilitaire Wagner d'Evgueni Prigojine vienne prendre en main la situation. Il entraînerait déjà, sur le territoire de la région, une milice de « défense civile », qui a émergé parmi les volontaires. À travers la région, le « boomerang » de la guerre est revenu, dit Natalia, une Ukrainienne de 62 ans habitant Chebekino depuis un an. « La guerre me poursuit ! », lance-t-elle, dans un rire jaune.

À une vingtaine de kilomètres au nord de Belgorod, Nikolaï, 45 ans, fermier à ses heures perdues, raconte les effets d'une guerre qui affecte l'économie locale. « Je loue un local commercial à une chaîne de magasins tout près de la frontière », confie-t-il. « Autant dire que je suis aussi inquiet de la situation que quiconque. » La région regorge de rumeurs sur des patrons d'hôtellerie en grande diffi-

culté financière, d'agriculteurs ne pouvant plus rembourser leurs crédits à cause des terres frontalières devenues incultivables, où d'animaux sautant sur des mines...

Nikolaï, le regard bleu acier, est originaire de Beryslav, en Ukraine, au bord de ce Dniepr qui déborde actuellement. « Une tragédie », dit-il. Il montre un morceau de missile Tochka-U, tombé sur son terrain après avoir été abattu en plein ciel. Contrairement à ses proches du Sud ukrainien, avec qui il ne communique presque plus, lui soutient encore l'opération russe : « Avec l'Otan ils nous auraient sans doute attaqués, si nous n'avions pas agi les premiers. » Un refrain du « nous ou eux » maintes fois entendu à Belgorod, une région où chaque individu ou presque a pourtant de la famille de l'autre côté. Une zone où l'on parle parfois le sourjyk - un mélange de russe et d'ukrainien - et où l'on prononce typiquement les « g » durs de la langue russe en « h » aspirés. « Est-ce que ça valait le coup, tout ce bazar, c'est ça la question ? », demandait Andréï, à Graïvoron. Avant, aussitôt, de répondre : « En réalité, je pense que plus grand monde n'en est sûr. » ■

**Le commandement militaire est tout simplement perdu. Aucun ordre n'est donné pour davantage protéger nos régions, tout prend un temps fou. De son côté le gouvernement a trahi l'armée russe, notamment en termes d'équipement**

VLADIMIR, UN VOLONTAIRE Russe

## La France révèle être la cible d'une campagne de désinformation russe

NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte

IL S'AGIT d'un avertissement. Pour la première fois, le gouvernement français a dénoncé mardi une campagne de manipulation de l'information visant les intérêts français, usurpant l'identité de sites officiels mais aussi de médias comme *Le Figaro*. Cette opération « d'ampleur », « complexe » et « persistante » est restée sous les écrans radars. Elle s'inscrit néanmoins dans les efforts russes visant à affaiblir le soutien occidental à l'Ukraine. Pour Paris, ses auteurs ont aussi testé leurs nouveaux outils de guerre informationnelle. « Si quelqu'un a payé pour cette campagne, c'est parce qu'il pense que cela peut avoir un effet », explique l'un des analystes ayant révélé l'opération.

L'attaque n'a pas été officiellement imputée au Kremlin par le gouvernement. Mais les commanditaires russes de l'opération, baptisée RRN, ont bien été identifiés : deux entreprises russes, Struktura et ASP, dirigées par Ilya Andreevitch Gambachidze. « Ce stratège politique moscovite a notamment occupé les fonctions d'adjoint du préfet du district administratif nord de Moscou et de conseiller du vice-président de la Douma fédérale Piotr Tolstoy », écrit dans son rapport Viginum, l'agence créée en 2021 pour

contrer les ingérences numériques étrangères. Elle pointe aussi du doigt d'autres personnalités impliquées dans des opérations d'influence comme Mikhaïl Andreevitch Tchekomasov ou Andréï Choubotchikine. Le réseau diplomatique russe a participé à plusieurs reprises à la diffusion de faux contenus issus de la campagne RRN. « Des acteurs étatiques russes sont liés » à l'opération, ajoute le Quai d'Orsay.

Paris assume d'adresser un signal politique : « Nous sommes capables de détecter ces manœuvres », dit une source, en espérant ainsi décourager

Moscou d'aller plus loin. La France veut mettre un terme à l'opération en la révélant. En mai, les acteurs russes ont aussi franchi une étape en créant un faux site usurpant celui du Quai d'Orsay, laissant croire que la France allait mettre en œuvre une « taxe de sécurité » pour financer son soutien à l'Ukraine.

### Pseudo-médias

Viginum a tenu à exposer les différents modes opératoires de l'opération pour démontrer son savoir-faire. Les services de renseignements ont aussi été impliqués pour remon-

ter la piste des responsabilités. L'opération a commencé en réalité en mars 2022 avec la création du pseudo-média Reliable Recent News (RRN), qui relaie des discours hostiles à l'Ukraine : les dirigeants à Kiev seraient des « nazis », les gouvernements européens « russophobes », les sanctions affecteraient « d'abord les économies européennes », les réfugiés ukrainiens feraient « courir des risques » aux Européens... RRN explique aussi que la France serait complice de crimes de guerre avec la livraison de canons Caesar à l'Ukraine. RRN est lié

**Si quelqu'un a payé pour cette campagne, c'est parce qu'il pense que cela peut avoir un effet**

L'UN DES ANALYSTES AYANT RÉVÉLÉ L'OPÉRATION DE DÉSINFORMATION

### Des « hacktivistes » ciblent le système bancaire russe

Alors que la contre-offensive ukrainienne commençait sur le champ de bataille, la cyberguerre se poursuivait. La semaine dernière le groupe pro-ukrainien Cyber.Anarchy.Squad a revendiqué une attaque contre le système de communication Infotel JSC utilisé par le système bancaire russe ou des institutions de crédit. 400 clients du système dont une centaine de banques auraient été touchés, selon les hackers. « Toutes leurs infrastructures ont été détruites », a assuré, le 8 juin,

le groupe sur sa chaîne Telegram. Mardi, le site d'Infotel indiquait qu'à la suite d'une « attaque massive de pirates », des réparations étaient encore « en cours ». L'étendue des dégâts et leurs conséquences sont difficiles à mesurer. Mais « on parle d'un des systèmes au cœur de l'économie russe, un des plus vitaux qui soit », souligne sur Twitter l'expert militaire Joseph Henrotin. Le système est par exemple employé par la Banque centrale russe. La cyber contre-offensive a aussi donné lieu à des opérations de

« défaçage » : plusieurs sites russes ont vu s'afficher des messages de soutien aux forces armées ukrainiennes. Si l'arme cyber a été peu visible dans le conflit, elle a été en permanence utilisée. Dans cette guerre technologique, Kiev a reçu le soutien des États-Unis et des principales entreprises de la tech, comme Microsoft ou Amazon. L'Ukraine a aussi mobilisé une « IT army » pour coordonner des attaques contre les réseaux de la Russie.

N.B.

au site de désinformation russe ironiquement nommé War on Fakes.

La campagne a pris une autre ampleur lorsque ses auteurs ont tenté d'augmenter artificiellement l'audience de ces contenus en créant des pseudo-médias ou des comptes « inauthentiques » sur les réseaux sociaux relayant ces messages. Le 24 février 2023, cinq sites à consonance française ont ainsi été créés. Entre juin 2022 et mai 2023, 355 noms de domaines usurpant l'identité de médias en France et dans neuf pays d'Europe, d'Amérique et du Moyen-Orient ont été enregistrés. *Le Figaro*, *Le Monde*, *20 minutes* et *Le Parisien* sont visés. De faux articles sont écrits. 49 articles du faux *Parisien* ont été recensés par Viginum. Ils évoquent les conséquences économiques de la guerre. Un faux article du *Monde* accuse le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, de couvrir des crimes de guerre ukrainiens. Un article du faux *Figaro* évoque la question migratoire.

*Le Figaro* compte étudier les conséquences judiciaires de l'affaire et bloquer toutes les utilisations frauduleuses. « Nous allons faire valoir nos droits. C'est la première fois que notre marque est détournée pour diffuser du contenu inexact et contraire à notre ligne éditoriale », souligne Marc Feuillée, le directeur général du Groupe Figaro. ■



« Je n'ai pas choisi les associations. Et je veux aussi démentir (...) qu'il y avait du copinage ou du favoritisme. Je ne suis amie avec aucun lauréat du fonds Marianne. Aucun. Pas un », a réfuté Marlène Schiappa (ici, le 26 mai à Paris).

ALAIN JOCARD/AFP

# Fonds Marianne : enquête sur l'affaire qui fragilise Marlène Schiappa

Porté par l'ex-secrétaire d'État à la Citoyenneté au lendemain de l'assassinat de Samuel Paty pour lutter contre les cyberislamistes, ce dossier de subventions publiques est au cœur de soupçons de malversations.

CHRISTOPHE CORNEVIN  
@ccornevin

**SÉPARATISME** Forgé dans l'urgence par l'exécutif pour tenter de répondre à l'émoi national provoqué par l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire décédé à la sortie de son collège, le 16 octobre 2020, le controversé fonds Marianne, censé muscler la lutte contre le séparatisme sur internet, est désormais au cœur d'un imbroglio qui risque de secouer jusqu'au cœur de la macronie. Mardi matin, le domicile du préfet Christian Gravel, qui a endossé la responsabilité de gérer cette manne initialement dotée de 2,5 millions d'euros, a été perquisitionné. Les policiers agissaient dans le cadre d'une enquête pour détournement de fonds publics déclenchée en mai dernier par le Parquet national financier (PNF).

Au même moment, les enquêteurs ont aussi mené une fouille en règle chez Mohamed Sifaoui, essayiste rémunéré comme directeur des opérations de l'Union des sociétés d'éducation physique et de préparation militaire (USEPPM), la principale association lauréate du fonds controversé. Cette perquisition intervient à la faveur d'un étrange chevauchement de calendrier, puisque ce dernier devait être auditionné précisément mardi matin devant la commission des lois du Sénat, qui mène en parallèle une mission d'enquête sur l'usage du fonds Marianne.

## Parfum de scandale

Conçu sur le papier comme un « label de communication » pour combattre les cyberinfluenceurs de l'islam radical, ce dossier de subventions d'associations censées produire du contre-discours républicain sur internet est donc devenu un vrai bourbier dans lequel s'enlèvent de hauts fonctionnaires et des responsables associatifs. Un marigot qui pourrait, cette fois, happer Marlène Schiappa, secrétaire d'État à la Citoyenneté de l'époque, qui a fait le tour des plateaux télévisés et des radios pour porter politiquement

ce projet aujourd'hui entouré d'un parfum de scandale.

Avec méthode, la commission d'enquête du Sénat chargée de faire le jour sur l'usage de ce fonds tire depuis près d'un mois les fils d'un scénario où se mêlent précipitation et ingérence politique, manque de prudence et négligences dans la vérification. Ainsi, lorsqu'il apprend qu'il va devoir gérer les appels d'offres et la mise en œuvre d'un fonds Marianne, en avril 2021, le comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), alors piloté par le préfet Gravel, croule déjà sous les missions. Outre la riposte en ligne contre « l'imam Google », sa soixantaine d'agents traite le combat contre les séparatismes, la stratégie nationale de la prévention de la délinquance, la lutte contre les dérives sectaires ou encore le suivi des mineurs de retour de zones de Syrie.

Qu'importe : l'examen des 73 candidatures d'associations se fait au pas de charge. Aiguillonnée par le cabinet de Marlène Schiappa, l'administration ne dispose que de cinq semaines au lieu des trois mois demandés pour travailler dans des « conditions optimales ». « Si tout le monde avait eu plus de temps en matière de méthodologie et de process, nous aurions pu mener cela de manière plus "raisonnable", en associant d'autres acteurs au sein du ministère, en soutien. Les choses se sont faites rapidement », a concédé, sous serment, le 16 mai dernier, devant les parlementaires, le préfet Christian Gravel.

Commis de l'État jusqu'ici irrécusable, réputé pour son style loyal et direct autant que pour une fibre républicaine chevillée au corps, celui que l'on surnomme le « Samouraï » - il est champion de viet vo dao, le kung-fu vietnamien - vit alors ses derniers jours en tant que secrétaire général du CIPDR. Le 6 juin dernier, il remet sa démission, immédiatement acceptée par le ministère de l'Intérieur, au lendemain de la remise d'un rapport au vitriol de l'Inspection générale de l'administration visant la subvention versée à l'USEPPM.



EMMANUEL DUNAND/AFP

Ce projet est le fruit de la volonté politique de la ministre déléguée chargée de la Citoyenneté de l'époque, dont le cabinet a fait savoir au CIPDR que ce projet ambitieux devait être engagé

CHRISTIAN GRAVEL,  
SECRETÉIRE GÉNÉRAL  
DÉMISSIONNAIRE DU CIPDR

Fustigeant des « défaillances dans l'organisation du service, un défaut de vigilance et un traitement privilégié réservé à cette association », le document lâche les coups. Il juge que « le volume et la qualité des publications (451 communications sur différents comptes, 8 articles sur un site internet) sur les réseaux sociaux et internet sont inférieurs à la production prévue ». « Sur l'ensemble du processus, en amont comme en aval », l'IGA foudroie le préfet en pointant du doigt « une carence grave dans les diligences attendues de l'encadrement supérieur d'un service d'administration centrale chargé de veiller à l'affectation conforme des deniers publics ». Or, comme l'a souligné Jean-François Husson, rapporteur de la commission sénatoriale, « 87 % de la subvention avait été utilisée pour des dépenses de personnel ».

Très gourmande, l'USEPPM, qui ne fonctionnait à l'origine qu'avec 50 000 euros, avait demandé sans vergogne au fonds Marianne 635 000 euros - soit douze fois son budget ! - avant de rafler 355 000 euros. Dans son rapport, l'IGA a « identifié des doubléments de salaires », « certains mois », pour les deux principaux porteurs du projet - dont le président de l'USEPPM, Cyril Karunagar. Ce dernier, salarié à mi-temps sur ce programme, « exerçait en parallèle une activité d'entrepreneur en province », affirme l'IGA, qui détaille aussi des dépenses « non imputables » au projet, comme ces 11 abonnements téléphoniques mobiles, au lieu de deux nécessaires. « L'appel à projets » du CIPDR, au printemps 2021, pour sélectionner les initiatives « n'a été ni transparent ni équitable », tacle l'Inspection.

« Il s'agit d'une commande politique. Il n'y a pas eu de préparation en amont », a souligné le préfet Gravel devant la commission des finances du Sénat. Droit dans ses bottes, il avait alors précisé que « ce projet est le fruit de la volonté politique de la ministre déléguée chargée de la Citoyenneté de l'époque, dont le cabinet a fait savoir au CIPDR que ce projet ambitieux devait être engagé ». En clair, l'administration aurait été mise devant le fait accompli par Marlène Schiappa. Alors que cette proche d'Emmanuel Macron a toujours juré n'avoir jamais intercedé ni dans les appels d'offres ni dans la sélection des fonds, Christian Gravel a confié avoir appris l'existence d'un fonds Marianne de la bouche même de Mohamed Sifaoui. Avant de lâcher : « J'ai appris que l'USEPPM pourrait

**355 000**  
EUROS

Montant des fonds alloués à l'association USEPPM, soit douze fois son budget de fonctionnement

bénéficier du fonds Marianne lors d'un appel téléphonique de M. Sifaoui : il me dit sortir d'un rendez-vous avec la ministre, celle-ci lui avait parlé du fonds Marianne, en lui faisant comprendre que par son statut, son implication et son investissement il avait toute sa place pour y prétendre. »

« Je n'ai pas choisi les associations, a réfuté sur Public Sénat la désormais secrétaire d'État à la Vie associative. Et je veux aussi démentir (...) qu'il y avait du copinage ou du favoritisme. Je ne suis amie avec aucun lauréat du fonds Marianne. Aucun. Pas un. » Piqué au vif par cette réaction qu'il dit ne pas comprendre, Mohamed Sifaoui a indiqué dans un communiqué publié sur Twitter, le 12 avril dernier : « Je n'ai pas pris cette initiative spontanément. J'y ai été encouragé par des représentants des pouvoirs publics, notamment par les membres du cabinet de Mme Schiappa et par elle-même (...). Je suis donc quelque peu scandalisé en constatant qu'elle participe gentiment au lynchage en feignant de ne pas me connaître et de ne pas connaître l'association (...). Ce sont les membres du cabinet de Marlène Schiappa qui ont insisté pour que je prenne part à la riposte citoyenne. »

## Perquisition surprise

Nul doute que les sénateurs auraient apprécié d'entendre ce témoin clé mardi, avant l'audition de Marlène Schiappa programmée ce mercredi. Si la perquisition surprise déclenchée au même moment a coupé l'herbe sous le pied de la commission d'enquête, les parlementaires ont cependant du grain à moudre. En effet, le 7 juin, au moment de passer sur le gril de la commission sénatoriale, Sébastien Jallet, préfet de l'Orne et ancien directeur de cabinet de Marlène Schiappa lorsque celle-ci était encore à Beauvais, a dégoupillé bien maladroitement une grenade. Sous le feu roulant des questions de la mission parlementaire, il a concédé, embarrassé et fébrile, que la secrétaire d'État était intervenue en personne pour évincer de la liste des lauréats une

structure pourtant retenue et qui devait se voir attribuer une subvention de 100 000 euros. « Nous avons sur cette association une réserve de la ministre en raison d'un historique de relations assez ancien », raconte le préfet Jallet.

Selon plusieurs sources, l'association black-listée n'est autre que SOS-Racisme. Son président, Dominique Sopo, ne décolère pas : « Marlène Schiappa, membre du gouvernement, a menti aux Français en prétendant n'avoir eu aucun rôle dans le processus d'attribution des subventions. Au passage, ce mensonge lui permet de ne pas assumer ses responsabilités et de laisser aujourd'hui dans la tourmente des associations et des fonctionnaires, dont son ancien directeur de cabinet. » Vent debout, le leader de SOS-Racisme l'assure : « Marlène Schiappa a manifestement eu un choix guidé par une acrimonie personnelle à mon endroit. Cette attitude est indigne de la fonction gouvernementale. En quoi les relations entre deux personnes devraient impacter les politiques publiques et les subventions accordées à des projets associatifs ? Cette attitude dénote un rapport pour le moins abusif au pouvoir. »

Autant dire que l'audition de Marlène Schiappa, désormais au cœur de la tourmente, est très attendue ce mercredi. Plus que jamais, le scandale du fonds Marianne ressemble à une grenade dégoupillée qui peut exploser dans sa poche à tout moment. Soutenue assez mollement par Elisabeth Borne alors que les rumeurs de remaniement s'intensifient, cette figure historique de la macronie ne manquera pas d'être questionnée sur une seconde association, Reconstruire le commun.

Financée à hauteur de 333 000 euros par le fonds Marianne, cette dernière se voit reprocher d'avoir utilisé en partie cette somme pour produire des contenus politiques - « à peine dignes d'une conversation de comptoir », selon une source ministérielle auprès du Figaro - en plein contexte électoral, pendant la campagne présidentielle puis celle des législatives. Après un étrillage en règle par l'IGA, dont le rapport définitif est attendu à la fin du mois, puis une douloureuse dissection au Sénat, les protagonistes du fonds Marianne ne sont pas au bout de leurs peines. De fait, policiers et magistrats avancent au pas de charge pour étayer les soupçons de détournement de fonds. Et personne ne sait jusqu'où pourrait remonter la chaîne des responsabilités. ■

AUDE BARIÉTY @AudeBariey  
ET CAROLINE BEYER  
@BeyerCaroline

**ÉDUCATION** C'est le jour J pour 536 000 candidats : ce mercredi a lieu le bac de philosophie des filières générale et technologique. Épreuve ô combien classique... même si désormais, ce monument national du baccalauréat, basé en partie sur le contrôle continu, a perdu son aspect rituel. En cet An I du bac Blanquer, l'examen ressemble à un objet hybride. Pression maximale sur Pap Ndiaye, qui hérite du bébé, et de la contestation syndicale.

Réforme promise par le candidat Macron en 2017, le nouveau bac a suscité l'ire du Snes-FSU, syndicat majoritaire du second degré. Malmené en 2019 par la très médiatique grève des surveillants et des correcteurs, percuté de plein fouet par la crise du Covid qui a mis en avant les limites du contrôle continu - avec sa généreuse notation -, le baccalauréat millésime 2023 signe la mise en œuvre de la réforme telle qu'elle était initialement prévue. Les épreuves nationales de spécialité (qui, avec le grand oral, pèsent à 60 % dans l'obtention du bac, le reste relevant du contrôle continu) se sont tenues en mars. Elles ont donc pu être prises en compte sur Parcoursup.

L'épreuve de philosophie, dernière survivance du bac national à l'ancienne, qui ouvrait jadis le bal des épreuves, se tiendra ce 14 juin, suivie le lendemain de l'écrit de français pour les élèves de première. Comme la tradition française le veut, les élèves plancheront sur la conscience, la liberté, la justice ou encore l'État. Mais en parallèle, sur internet, des simulateurs leur proposent d'entrer les notes du contrôle continu et de spécialités, pour en déduire, ensuite, celles qu'ils doivent obtenir en philosophie et au grand oral, afin de décrocher, à minima le bac, au mieux la mention très bien. Peu d'enjeux, donc. D'autant que ces dernières années, le taux de réussite a atteint des sommets. Plus de 96 % en 2022 dans la voie générale, où les lauréats ont été 38,7 % à décrocher la mention « bien » ou « très bien ».

**“L'absentéisme a été massif, malgré les messages des chefs d'établissements aux élèves expliquant que l'année n'était pas finie”**

RÉMI GIRAD, PRÉSIDENT DU SNALC

Ce bac joué d'avance ou presque engendre-t-il une démobilisation des élèves ? Selon une enquête menée par le syndicat d'enseignants Snalc, 20 % des professeurs ont constaté un effectif « très inférieur » à l'effectif habituel en voie générale, après le 12 avril, date des résultats des épreuves de spécialités. Une proportion qui grimpe à 41 % dans la voie technologique.

« La conséquence de la tenue des épreuves en mars est catastrophique », assène Jean-Rémi Girard, le président du Snalc, qui a toujours défendu, comme le Snes-FSU, l'organisation d'épreuves nationales en juin. « L'absentéisme a été massif, malgré les messages des chefs d'établissements aux élèves expliquant que l'année scolaire n'était pas finie », ajoute-t-il. Message qui a visiblement peu porté, pas plus que celui du ministre, Pap Ndiaye, qui a rappelé « l'obligation scolaire et l'obligation d'assiduité », tout en reconnaissant le « problème du troisième trimestre ». « En avril, il reste un tiers des programmes à faire ! En physique-chimie, certaines notions, qui ne sont pas du programme des épreuves de mars, vont servir pour les études de médecine », observe le président du Snalc. Au ministère, on estime que répondre à cette problématique par le seul « calendrier » serait « incomplet ou partiel ». Et l'on évoque un « changement culturel », avec « un 3<sup>e</sup> trimestre positionné comme un trimestre d'amorce vers le supérieur ».

Objet de contestation syndicale, sujet éminemment politique, le bac



Une candidate prend connaissance du sujet de sa première spécialité, le 20 mars, au lycée Emile-Loubet, à Valence (Drôme).

NICOLAS GUYONNET / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

## Cinq ans après le projet Blanquer, la lente et difficile mutation du bac

Perturbé par le Covid, contesté par les syndicats, le nouveau baccalauréat se tient pour la première fois cette année tel que l'ancien ministre de l'Éducation nationale l'avait conçu.

Blanquer, associé aux engagements du président Macron, est-il appelé à évoluer ? « À ce stade, c'est très clairement non, explique la Rue de Grenelle. Plutôt que de déplacer des briques avant que le ciment ne soit fait, nous allons laisser les choses se stabiliser. » Dans cette balance, certaines organisations syndicales voudraient aller vers le tout contrôle continu, quand d'autres poussent dans le sens d'épreuves de spécialités en juin. « Le plus probable, c'est que le ministre ne fera rien », glisse un syndicaliste. « On a l'impression que tout est verrouillé », constate Sophie Vénétiay au Snes-FSU. « Il faudrait revenir à des épreuves de spécialités au mois de juin. Qui va encore au lycée sérieusement quand une si grande partie du bac est déjà jouée ? », interroge Ephram Beloïl, élève de terminale et vice-président du syndicat La Voix lycéenne.

Loin des postures, Enguerrand, élève de seconde, se satisfait, lui, de la mise en valeur du contrôle continu. « Si l'on rate un contrôle, cela ne nous pénalise pas complètement. On a toute une année pour s'assurer de notre réussite », explique le jeune homme de 16 ans, qui a choisi, pour son année de première, des spécialités littéraires. Proposer les épreuves de spécialité en mars est selon lui « une bonne idée ». « On peut ainsi mieux se concentrer sur la philosophie et le grand oral à la fin de l'année », estime-t-il. Pour Laurent Zameczkowski, président de la Peep, la deuxième fédération de parents d'élèves, il est encore « trop tôt » pour se prononcer sur la réforme. « Je constate surtout que les familles sont dans une situation très anxieuse, coincées entre la réforme portée par le ministre et les syndicats, constate-t-il. La forte politisation du bac est problématique. Beaucoup semblent avoir oublié les préalables de la réforme. »

Parmi ces préalables, le constat d'une organisation complexe, liée à un examen national dans toutes les disciplines et un coût exorbitant. Presque 1 milliard et demi

d'euros, selon une estimation faite, en 2013, par le syndicat des personnels de direction SNPDEN-Unsa. La réforme s'imposait.

En 2017, alors candidat à la présidentielle sous l'étiquette En Marche, Emmanuel Macron s'engage à « revoir la forme du baccalauréat » avec « quatre matières obligatoires à l'examen final et le reste en contrôle continu ». Après son élection, son ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, confie une « mission de réflexion sur l'avenir du baccalauréat » à Pierre Mathiot, actuel directeur de Sciences Po Lille, et présente officiellement sa réforme en février 2018. À l'époque, les organisations syndicales et les fédérations de parents d'élèves sont partagées. Plusieurs d'entre elles se disent favorables à une « transformation » à grande échelle du bac, à l'image du syndicat d'enseignants SE-Unsa, du syndicat de personnels de direction SNPDEN ou de la fédération de parents d'élèves FCPE, qui ne sont « pas hostiles » à l'introduction d'une part de contrôle continu. Ce n'est pas le cas du puissant Snes-FSU. « Nous ne demandons pas de big bang du bac. Nous n'étions pas fermés à des modifications à la marge, mais pour nous, le passage d'épreuves nationales, terminales et anonymes était incontournable, raconte sa secrétaire générale, Sophie Vénétiay. Rapidement, on a vu se dessiner des pistes très loin de ce qu'on demandait. Tout a été très vite verrouillé et l'on s'est heurté à un mur. » La fronde couve tout au long de l'année scolaire 2018-2019, avant d'éclater avec la grève des correcteurs.

Si, dans les faits, la réforme du bac s'applique enfin cette année, dans les esprits, elle est encore loin de s'être imposée. « Nous sommes dans un processus de changement de mentalité. C'est forcément long. Il faut laisser du temps. Pour l'instant, il y a encore un relent de l'ancien bac qui bloque l'appropriation du nouveau », estime Jérôme Fournier, du SE-Unsa,

qui ne souhaite pas tirer de bilan définitif avec « si peu de recul ».

À l'inverse, d'autres organisations clament haut et fort leur rejet du bac Blanquer. « Nous, les enseignants, avons été placés devant de telles difficultés pour préparer nos élèves à ce nouveau bac, et notamment aux épreuves de spécialité, que nous avons du mal à nous dire pendant des années », réagit Sophie Vénétiay. Le SNPDEN, premier syndicat des personnels de direction, se positionne désormais en faveur d'un passage des épreuves de spécialité à la fin de l'année. « Au départ, nous pouvions soutenir l'idée qu'il était intéressant que les notes de ces épreuves soient comptabilisées dans Parcoursup. Cela pouvait contribuer à objectiver les dossiers des candidats, déclare Bruno Bobkiewicz, son secrétaire général. Mais force est de constater

**“Dans les spécialités scientifiques, les notes ont été extrêmement généreuses, ce qui est moins le cas pour les spécialités littéraires”**

LOUIS MANARANCHE, DIRECTEUR DES CLASSES PRÉPARATOIRES AU LYCÉE STANISLAS

que les conséquences négatives sont plus importantes que les positives. Perdre un trimestre pour ça... Le jeu n'en vaut plus la chandelle. Au-delà de l'absentéisme, c'est le désengagement scolaire des élèves qui est marquant. Intellectuellement, ils n'y sont plus. » À la FCPE aussi, on a revu ces positions. « On nous avait annoncé une reconquête du mois de juin. Non seulement il n'y a pas eu de reconquête, mais désormais, l'année s'arrête en mars ! », martèle Grégoire Ensel, président de la première fédération de parents d'élèves.

La réforme Blanquer visait à rebattre les cartes, en cassant les filières, notamment la suprématie de la filière S, pas forcément choi-

sié par des « matheux ». Elle ambitionnait de proposer un bac « à la carte ». A-t-elle atteint ses objectifs, trois ans après la mise en place des spécialités ? Force est de constater, pour l'heure, que les anciennes filières se sont reconstituées. En 2022, les élèves ont le plus fréquemment choisi la « doublette » maths et physique (17,9 %), suivie de sciences économiques et histoire-géo (15,2 %), puis de physique et SVT (11,2 %) et maths et sciences éco (7,4 %). Les doublettes plus originales arrivent largement derrière, avec SVT et sciences éco (3,2 %) ou encore littératures et langues et maths (1,4 %).

Et Parcoursup ? La réforme du bac avait pour objectif d'articuler davantage le lycée avec l'entrée dans le supérieur. Cette année, les notes de spécialités ont été prises en compte sur la plateforme d'orientation. Ont-elles facilité le travail de l'enseignement supérieur, confronté depuis le nouveau bac à une inflation de notes élevées, ne permettant pas de différencier suffisamment les candidats ? « Non, estime Louis Manaranche, directeur des classes préparatoires au lycée Stanislas. Dans les spécialités scientifiques, les notes ont été extrêmement généreuses, ce qui est moins le cas pour les spécialités littéraires. » L'établissement élitiste compte 800 élèves en prépa, dont les deux tiers en sciences. « Parmi eux, la majorité des candidats a 20 en maths », constate Louis Manaranche, qui serait favorable à la mise en place de deux spécialités dans cette matière, « pour distinguer les meilleurs élèves parmi les matheux ». En attendant, à Stanislas, on prend le temps, au-delà des notes, de regarder le rang de l'élève au sein de sa classe, les appréciations, mais aussi sa participation à des olympiades de maths ou au concours général. Un travail minutieux que n'ont pas toujours le moyen de mener les universités, confrontées à pléthore de candidatures. ■

### EN CHIFFRES

Nombre de candidats en 2023 en filières générales et technologiques

536 000

Taux de réussite au bac général 2022

96 %

Taux d'enseignants à avoir signalé un absentéisme massif à partir de mars dans les filières générales

20 %

En filière générale, la « doublette » maths-physique arrive en tête des choix exprimés par les élèves en 2022

17,9 %

# L'humanité a conquis l'Asie plus tôt que nous le pensions

Des fossiles mis au jour dans une grotte dans le nord du Laos repoussent l'arrivée de nos ancêtres à il y a plus de 80 000 ans.

VINCENT BORDENAVE  
vbordenave@lefigaro.fr

**PALÉOANTHROPOLOGIE** Il y a plusieurs dizaines de milliers d'années, le Sud-Est asiatique était un carrefour des humanités. Ce chemin était emprunté par différentes espèces (*Homo erectus*, Denisova, etc.), dont nos ancêtres qui pousseront finalement leur exploration jusqu'en Australie. Dans la grotte Tam Pa Ling, au Laos, de nouveaux fossiles humains repoussent un peu plus loin dans le temps l'arrivée des premiers *Homo sapiens* dans cette région : ils arpentaient déjà ces lieux il y a 68 000 à 86 000 ans (*Nature Communication*, 13 juin 2023).

« Cela fait plus de 10 ans que l'on fouille ce site, explique Fabrice Demeter, paléoanthropologue à l'université de Copenhague, au Danemark, et au Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), qui a encadré ces travaux. Nous avons d'abord mis au jour des restes humains vieux de 45 000 ans. En 2018, juste avant le confinement, nous sommes arrivés à des niveaux beaucoup plus anciens, et y avons découvert la partie frontale d'un crâne, ainsi qu'un fragment de tibia. »

La grotte Tam Pa Ling n'était pas un refuge pour les hommes préhistoriques. Elle s'apparente plutôt à un piège à fossi-

les. Les ossements ont sans doute été transportés dans une brèche par de violentes pluies et ont ensuite été recouverts de sédiments. Une aubaine, car les conditions environnementales sont extrêmement défavorables à la conservation des restes squelettiques en Asie du Sud-Est. Les eaux stagnantes avec la décomposition de certains végétaux créent un contexte très acide qui dissout les ossements. « C'est toute l'importance de cette découverte, commente Jean-Jacques Hublin, paléoanthropologue au Collège de France, également co-auteur. Le registre fossile est très pauvre en Asie tropicale, et notamment en Asie du Sud-Est. On sait qu'un groupe d'*Homo sapiens* a traversé l'Asie au nord du massif himalayen il y a environ 45 000 ans. On a désormais la preuve qu'au moins un autre groupe a emprunté un chemin plus au sud, il y a bien plus longtemps. »

L'Asie n'était pas un territoire inhabité pour autant, bien au contraire. À quelques centaines de mètres de la grotte de Tam Pa Ling, l'équipe de Fabrice Demeter avait déjà mis au jour une dent datée de plus de 130 000 ans appartenant à un autre groupe humain, les dénisoviens. « Il y a encore 100 000 ans, on retrouve dans le sud-est de l'Asie au moins cinq groupes humains », explique Fabrice Demeter. Aux Philippines, des restes

d'*Homo erectus* (premier représentant du genre *Homo* à mettre le pied en Asie) vieux de 110 000 ans ont été découverts. Les îles de Florès et de Luzon étaient quant à elles habitées par deux groupes humains endémiques (*Homo floresiensis* et *Homo luzonensis*). La Chine revendique en outre plusieurs fossiles d'*Homo sapiens* vieux de plus de 100 000 ans, mais ces découvertes et plus particulièrement leur datation ne font pas consensus dans la communauté scientifique.

## Un groupe venu d'Afrique

« Les analyses génétiques de populations contemporaines ont montré que les habitants du Sud-Est asiatique ont hérité d'une infime partie du génome dénisovien, précise Clément Zanolli, paléoanthropologue du CNRS à l'université de Bordeaux et cosignataire de la publication. Ce qui prouve que nos ancêtres ont croisé la route de ce cousin avec qui ils se sont mélangés jusqu'à il y a encore 30 000 ans, à l'instar de ce qui s'est passé plus à l'ouest avec l'homme de Neandertal. On suspecte que ces rencontres ont eu lieu dans le sud-est de l'Asie. Nous n'avons pas encore de concordance temporelle entre les deux groupes, mais au moins grâce aux découvertes de Cobra Cave et de Tam Pa Ling, nous savons que tous deux ont vécu dans les mêmes zones. »

« La plupart des formes archaïques d'hominines (les ancêtres des hommes et leurs proches cousins, NDLR) ont été mises au jour dans des zones plutôt déboisées et ouvertes, ajoute Jean-Jacques Hublin. Sans doute parce que les forêts denses sont des environnements très hostiles. Peut-être que ce groupe de *sapiens* a trouvé les clefs adaptatives qui lui ont permis de survivre dans un tel milieu. » La morphologie des individus de Tam Pa Ling est riche d'enseignements. Il s'agit bien d'un représentant précoce de notre espèce, mais le crâne, tout comme la mandibule découverte en 2012 et vieille de 45 000 ans, montrent qu'il s'agit d'un individu beaucoup plus gracile qu'on ne l'imaginait. « Les fossiles asiatiques plus récents sont en effet beaucoup plus robustes », commente Clément Zanolli.

Dans le cas présent, on se rapproche plus des traits d'une population africaine de la même époque, ce qui marque la présence d'un groupe atypique venu directement d'Afrique. « Il est peu probable que ces individus aient eu une descendance jusqu'à aujourd'hui, estime pour sa part Jean-Jacques Hublin. Il s'agit plutôt de groupes pionniers. L'épisode final de la colonisation de l'Asie continentale par notre espèce est intervenue plus tardivement. Après plusieurs incursions dont la trace génétique s'est perdue, celle-ci débouche-



ra sur une installation pérenne sur le continent australien il y a environ 45 000 à 50 000 ans. »

Malheureusement, aucune information génétique n'a pu être extraite de ces nouveaux fossiles. Difficile donc de comprendre l'histoire de ce groupe très précoce d'*Homo sapiens* en Asie, d'autant plus qu'aucune production de pierres taillées ou autre témoignage culturel n'a voyagé jusqu'à nous. ■

# À Bonn, le dialogue pré-COP28 s'enlise

Après dix jours de discussion, les pays n'arrivent même pas à s'accorder sur un ordre du jour.

ANNE-LAURE FRÉMONT  
alfremont@lefigaro.fr

**CLIMAT** « Ce qui se passe est inconcevable! (...) J'ai l'impression d'avoir devant moi une classe d'école primaire ! » Dans l'ambiance feutrée des négociations internationales pour le climat, les coups de gueule sont rares. Lundi soir, pourtant, Nabeel Munir, le diplomate pakistanais qui préside le principal bloc de ces discussions, n'a pu contenir son exaspération en séance plénière. Depuis le 5 juin et jusqu'à jeudi, des milliers de négociateurs de tous les pays sont réunis à Bonn, en Allemagne, pour préparer la prochaine conférence mondiale sur le climat (COP28), qui se tiendra à Dubaï en décembre. Et malgré des mois d'échanges depuis la précédente COP27 en Égypte, les participants n'avaient toujours pas réussi mardi en fin de journée à se mettre d'accord... sur l'ordre du jour final de ces discussions techniques.

« Cela ne veut pas dire que les négociations n'ont pas commencé en parallèle », décrypte Mathilde Bord-Laurans, responsable de la division climat et nature de l'Agence française de développement (AFD), présente à Bonn la semaine dernière. Mais, « tant que l'agenda n'est pas approuvé, leur résultat ne sera pas officiellement versé aux organes techniques » comme base de décision pour la COP. « Si on n'adopte pas le programme, tout le travail que nous réalisons sera gâché, a martelé Nabeel Munir. Je vous en prie, réveillez-vous ! »

Comme souvent, et de manière particulièrement marquée à Bonn, deux camps s'opposent : d'un côté, les pays développés, notamment l'Union européenne, qui veulent que la réduction des émissions de gaz à effet de serre soit au cœur des négociations à Dubaï. Il faut,

selon eux, maintenir l'espoir de plus en plus mince de sauver l'accord de Paris, qui vise à limiter le réchauffement global en deçà de 2°C, si possible 1,5°C.

De l'autre, les plus pauvres et les émergents, dont la Chine, qui insistent pour parler financement avant tout. Plusieurs dossiers sont sur la table, dont la question sensible des 100 milliards de dollars annuels que les pays riches s'étaient engagés à mobiliser en 2009 pour aider ceux en développement. Les premiers ont jusque-là échoué à fournir l'intégralité de cette somme, qu'ils ne devraient finalement honorer qu'en 2023. Les seconds, dont l'Inde, font pression pour se projeter sur un nouvel objectif, plus ambitieux.

## Un avant-goût des crispations à attendre à Dubaï

Autre enjeu, celui des « pertes et préjudices ». L'an dernier, les pays se sont mis d'accord sur la création d'un fonds - différencié des 100 milliards - visant à aider les plus pauvres à faire face aux conséquences du réchauffement qu'ils subissent déjà. Une étude évalue leur coût entre 290 et 580 milliards de dollars par an d'ici à 2030, et jusqu'à 1700 milliards en 2050. Mais qui seront les contributeurs ? À qui sera-t-il vraiment destiné ? Quels outils de financement pourront être utilisés ? Autant de questions toujours en suspens.

Les discussions de Bonn offrent ainsi un avant-goût des crispations à attendre lors de la prochaine COP. Conférence dont la présidence même, assurée par Sultan Ahmed al-Jabera, à la tête de la compagnie pétrolière émirienne Adnoc, reste fortement critiquée. Ce dernier l'a en tout cas rappelé la semaine dernière aux négociateurs : « Comme nous l'avons appris par le passé, plus nous progressons à Bonn, plus nous avons de chances de réussir en décembre » à Dubaï. ■

**NOUVEAU**  
JUN - JUILLET 2023

# LE FIGARO HISTOIRE

**AUX SOURCES DE LA CIVILISATION OCCIDENTALE**  
CE QUE NOUS DEVONS À L'ANTIQUITÉ GRECO-ROMAINE

**Ce que nous devons à l'Antiquité gréco-romaine**

**Aux sources de la civilisation occidentale**

Comment est née notre civilisation ? En se réappropriant en permanence l'héritage de la Grèce et de Rome. Des institutions politiques à la littérature, des sciences aux arts plastiques, de la philosophie au christianisme, l'héritage classique de l'Europe est un trésor inépuisable. *Le Figaro Histoire* retourne dans un dossier spécial aux sources de notre culture. Les meilleurs spécialistes y expliquent comment le Moyen Âge et la Renaissance ont puisé dans les œuvres du passé pour s'en nourrir et rivaliser avec elles. Ils explorent les multiples domaines où le legs des anciens façonne encore notre univers intellectuel comme notre vie quotidienne. De Charlemagne à Michel-Ange, de Dante à Jacqueline de Romilly, ils font revivre les passeurs de savoir entre l'Antiquité et nous.

À l'heure où l'été s'annonce sous le signe d'une nouvelle sécheresse, *Le Figaro Histoire* dresse un panorama des changements climatiques qui ont bouleversé l'humanité depuis le paléolithique. Côté cinéma, il revient sur *Jeanne du Barry*, le film que Maïwenn consacre à la dernière favorite de Louis XV. Parmi ses reportages, il vous fait visiter les coulisses de la reconstruction de la flèche de Notre-Dame, qui commence à s'élever de nouveau dans le ciel de Paris.

*Le Figaro Histoire*, 132 pages.

**9€  
9,90**

En vente actuellement chez tous les marchands de journaux et sur [www.lesfigarostore.fr/histoire](http://www.lesfigarostore.fr/histoire)

Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur Twitter et Facebook

Le Figaro Histoire, tout reste à découvrir

# Mbappé-PSG, comme un air de divorce

S'il réaffirme son souhait de rester à Paris cet été, le crack de Bondy met le club face à une situation impossible.

CHRISTOPHE REMISE [@CRemise77](#)

**FOOTBALL.** Le calme aura duré du 28 mai au 12 juin. Et Paris est redevenu Paris... Après avoir juré qu'il aura un maillot du PSG sur les épaules la saison prochaine, lors des Trophées UNFP, Kylian Mbappé n'a jamais semblé aussi proche d'un départ. Un air de divorce flotte dans la capitale, même si le crack de Bondy a, encore mardi sur Twitter, réaffirmé qu'il est « très heureux » sur les bords de la Seine et que ses envies d'ailleurs supposées sont des « mensonges ». En l'occurrence, il répondait à un article du *Parisien* qui faisait état de sa volonté de rejoindre le Real Madrid dès cet été.

Bref rappel des faits. Ouvertement désireux de quitter le Parc des Princes pour le stade Santiago-Bernabeu en 2021, à un an de la fin de son précédent contrat, Mbappé s'était plié à la décision du club de le garder... avant de prolonger, en mai 2022, pour deux ans, avec une op-

**« Ils ont une grande équipe, un grand effectif, une équipe bâtie pour gagner la Cl. J'avais dit qu'on ferait le maximum. Notre maximum, c'est ça »**

KYLIAN MBAPPÉ APRÈS L'ÉLIMINATION DU PSG PAR LE BAYERN MUNICH LE 8 MARS, EN HUITIÈMES DE FINALE DE LIGUE DES CHAMPIONS

tion pour 2024-25. Sauf que les promesses de l'été n'ont pas été tenues aux yeux de « KM », qui ne manquait pas de faire part de ses doutes quant à la qualité de l'effectif dès l'automne, avant de faire fuiter des envies de départ par ses proches, même s'il avait démenti ce dernier point. Après l'élimination contre le Bayern, il en avait remis une couche. « Ils ont une grande équipe, un grand effectif, une équipe bâtie pour gagner la Cl. J'avais dit qu'on ferait le maximum. Notre maximum, c'est ça », grinçait-il à Munich. Ambiance... Et lundi, *L'Équipe* rapportait que Mbappé a informé sa direction de sa volonté de ne pas activer son option pour l'exercice 2024-25.

Les dirigeants parisiens sont tombés de leur chaise en apprenant cela par voie de presse. Dans un communiqué transmis à l'AFP

mardi, le capitaine des Bleus affirme que les décideurs du club aux 11 titres de champion de France ont été informés dès « le 15 juillet 2022 de sa décision ». Sauf que depuis, des sources proches du club nous confirment que des discussions autour d'une prolongation ont été menées. « Aucune éventuelle prolongation n'a été évoquée », prétend pourtant la star de 24 ans. Si les deux parties ne sont pas capables de s'accorder sur ce point, cela n'augure rien de bon... Qui dit vrai, qui dit faux ? Pas important. Ce qui l'est, c'est le désaccord affiché en place publique.

Dès lundi, des sources proches du club mettaient les choses au clair : soit Mbappé prolonge, soit Paris cherchera à le vendre cet été. Pour le PSG, il n'est en effet pas question de le laisser partir à la fin de son contrat en 2024, sans aucune indemnité de transfert. Impossible au vu de la situation économique actuelle et des contraintes imposées par le gendarme financier européen. D'ailleurs, le respect du fair-play financier et des engagements pris l'an dernier fait partie des « priorités » assumées pour le mercato.

Le club s'est refusé, mardi, à tout commentaire. N'empêche, on sait que l'étonnement est grand à la Factory, sachant que même Luis Campos n'était pas dans la confiance au sujet des nouvelles parues ce lundi. Le tout, alors que le PSG n'aurait sans doute pas pris les décisions de ces derniers mois en sachant que Mbappé n'imaginait pas son avenir à Paris, de la nomination dudit Campos l'été dernier aux départs de Leo Messi et Sergio Ramos ces dernières semaines. On s'y étonne aussi du positionnement de l'ex-Monégasque, qui se plaît à répéter qu'il souhaite rester cet été alors que la position du club est claire quant à l'éventualité de le perdre sans indemnité en 2024. En résumé, il y a de la friture sur la ligne, et on ne voit pas bien comment les deux

camps pourraient recoller les morceaux cet été.

La quantité de « sources proches du club » désireuses de s'exprimer auprès des médias dès lundi soir et la vigueur des propos qu'elles tiennent interpellent et veulent dire beaucoup de l'état d'esprit qui règne au PSG. Quand Mbappé les accuse de mentir au sujet des prétendues discussions pour une prolongation, c'est tout aussi violent. Com contre com. Reste à savoir si le point de non-retour est atteint, si ces communications sont les prémices d'un transfert cet été. Les plus malintentionnés diront que le départ surprise de Karim Benzema en Arabie saoudite a considérablement changé la donne. C'est ce que nos confrères du *Parisien* affirment, glissant au passage ce sobriquet qui

serait couramment employé par le clan Mbappé : « PSG, c'est Prison-Saint-Germain. » En rapport avec la propension du club à ne jamais ouvrir la porte aux joueurs qui demandent à partir (Neymar, Ver-ratti, T. Silva...).

On imagine que ce genre d'indiscrétions ne contribuera qu'à rafraîchir les relations... En attendant, le Paris SG est plus que jamais à la croisée des chemins. Avec ou sans Kylian Mbappé, ça change tout économiquement, sportivement, en termes d'images... On parle d'un joueur érigé au rang de « pierre angulaire du projet et du club » par Nasser al-Khelaïfi. Rappelons que le PSG est encore en train de finaliser l'arrivée d'un nouvel entraîneur (Julian Nagelsmann?), que plusieurs recrues sont déjà actées (Ugarte, Asensio, Skriniar) et que d'autres pourraient rapidement suivre (Lee Kang-in, Cher Ndour). Il faudrait tout repenser en cas de départ du prodige.

Qui pour le remplacer ?  
Quelle destination ?

Last but not least, quel montant pour son transfert ? Le Centre international d'études du sport évalue la valeur de Mbappé à 163 M€ et le site spécialisé Transfermarkt à 180 M€. Sauf qu'il est ici question d'un des meilleurs joueurs du monde, sinon le meilleur, et une icône mondiale. Il n'a pas de prix. En 2021, le Real était prêt à offrir 200 M€.

Une chose est sûre : en refusant de laisser l'opportunité à Kylian Mbappé de partir libre en 2024 et donc de se plier à son calendrier, le Paris Saint-Germain confirmerait qu'il a changé de ton. Et ce serait une excellente nouvelle pour l'avenir des champions de France, même si l'éventuel départ du meilleur joueur de l'histoire du club n'en serait, évidemment, pas une. On pouvait se demander si les sanctions infligées à Leo Messi après son escapade saoudienne sur un jour d'entraînement seraient symboliques d'un changement de cap, dans un club où les joueurs ont trop souvent eu d'énormes latitudes, trop de latitudes, ou s'il s'agissait simplement d'un coup de com à peu de frais aux dépens d'un joueur sur le départ. Les décisions à venir autour de Mbappé permettront d'y voir plus clair à ce sujet. ■



**180**  
millions d'euros  
Valeur actuelle du joueur estimée par le site allemand spécialisé, Transfermarkt, soit le prix payé par le PSG en 2017

Kylian Mbappé lors de la défaite du PSG contre Clermont (2-3), le 3 juin, au Parc des Princes, comptant pour la dernière journée du championnat.  
LAFARGUE RAPHAEL / ABACA

## Quel club peut s'offrir la star du ballon rond ?

SÉBASTIEN FERREIRA [@sebferreira23](#)

LES ÉTÉS passent et se ressemblent pour Kylian Mbappé, dont on spéculait à nouveau sur un départ du Paris Saint-Germain. Le club de la capitale, froissé par le choix de son attaquant de ne pas prolonger au-delà de 2024, songe à le vendre cet été. Deux avantages : ne pas laisser le joueur dicter sa loi et ne pas le perdre « gratuitement » dans un an. Mais qui pourrait s'offrir le champion du monde français de 24 ans ? Tour d'horizon.

### LE REAL MADRID, BIEN SÛR

C'est l'évidence. Le Real Madrid fait les yeux doux à Kylian Mbappé depuis des années, avant même que le prodige ne quitte Monaco pour Paris en 2017. C'est le club dont il rêvait plus jeune, lui le fan de Cristiano Ronaldo. Avec le départ de Karim Benzema, il y a un trou à combler en attaque chez les Merengues au côté du Brésilien Vinicius (lire également page 15). Et l'argent ? Ce n'est pas un souci. Il y a deux ans, le PSG avait tenu bon face aux offres madrilènes pour Mbappé. Le Real serait monté jusqu'à 180, voire 200 M€ alors que le Français n'avait plus qu'une an-

née de contrat... comme c'est le cas cette année. Depuis, les Madrilènes n'ont pas fait de folie. Ils ont les sous. Ils pensaient d'ailleurs casser leur tirelire pour un autre avant-centre, Harry Kane (Tottenham), pour remplacer Benzema. Mais à choisir, nul doute que Mbappé serait privilégié.

### EN ANGLETERRE, DES MOYENS MAIS...

Ce n'est pas l'argent qui manque en Premier League, mais ça ne veut pas dire que Kylian Mbappé traversera la Manche. Plusieurs clubs peuvent, dans l'absolu, avoir les fonds ou les dégager pour recruter l'enfant de Bondy. Il y a par exemple Manchester City, vainqueur de la Ligue des champions samedi dernier. Mais il y a déjà l'un des grands rivaux de Mbappé, Erling Haaland, qui accapare toutes les attentions. Peut-être Chelsea alors ? Le club londonien dépense sans compter depuis son rachat par l'homme d'affaires américain Todd Boehly il y a un an. Mais il aura du mal à attirer Mbappé. D'abord parce qu'avec les règles du fair-play financier, les Blues risquent un retour de manivelle si leurs comptes ne sont pas à l'équilibre. Et parce qu'avec une

pitoyable saison conclue à la 12<sup>e</sup> place

de Premier League, ils ne joueront même pas de Coupe d'Europe la saison prochaine. Dans l'absolu, on pourrait fantasmer sur Arsenal ou Manchester United, même si la tendance n'est pas à voir Mbappé chez eux. Liverpool, en revanche, a (vraiment) le droit de rêver. En 2022, l'attaquant avait révélé des discussions avec les Reds par le passé « parce que c'est le club préféré de ma mère », jurait-il, sans savoir pourquoi sa maman les apprécie. « Bien sûr que nous sommes intéressés », a taquiné l'entraîneur Jürgen Klopp l'an dernier. La rumeur Liverpool traîne depuis longtemps. Elle n'a jamais vraiment enflé, mais elle est là, tel un serpent de mer. Peut-être la deuxième destination la plus crédible après le Real Madrid.

### L'AC MILAN, SUR UN MALENTENDU...

Les supporters ronsonneront de garder les pieds sur terre : Kylian Mbappé ne jouera probablement pas pour l'AC Milan la saison prochaine. Cette fois, l'obstacle est surtout économique. L'attaquant star Rafael Leão vient de prolonger jusqu'en 2028, et à moins qu'il ne soit vendu dans la foulée, le club milanais n'aura pas l'enveloppe pour rivali-

ser avec la concurrence. Alors pourquoi y a-t-il un infime espoir ? Parce que Mbappé a une tendresse pour les Rouge et Noir de par... sa nourriture, issue d'une grande famille de supporters du Milan. Lors de la cérémonie des trophées Fifa The Best, en février dernier, un individu l'avait interpellé, l'invitant à poursuivre sa carrière en Serie A. « Si je viens (en Italie), c'est que l'AC Milan », avait-il répondu à la volée. Une boutade ? Mbappé a jugé le sujet assez sérieux pour lâcher une phrase dont il se doutait qu'elle serait reprise par tous les médias. Avec sa colonie de Français (Maignan, Kalulu, Hernandez, Giroud...) et son parcours en demi-finale de Ligue des champions, le Milan a des arguments, même si ce ne sont pas ceux du Real. ■

## EN BREF

### Basket : un premier titre NBA pour Denvers

Porté par son leader, Nikola Jokic, désigné MVP de la finale, Denver est devenu champion NBA pour la première fois de son histoire, en s'imposant 4 victoires à 1 aux dépens de Miami (battu 94-89 lors du 5<sup>e</sup> match). « Nous avons gagné ensemble. C'est un sentiment extraordinaire », a souligné le Serbe des Nuggets, qui ont dû progresser et patienter huit ans pour décrocher ce triomphe historique.

### Cyclisme : un dernier Tour pour Pinot

Thibaut Pinot, qui prendra sa retraite à la fin de la saison, a été retenu par son équipe Groupama-FDJ pour disputer un dernier Tour de France (1<sup>er</sup>-23 juillet). Ce sera la 10<sup>e</sup> fois que le Franc-Comtois de 33 ans participera à la Grande Boucle, son meilleur résultat restant une 3<sup>e</sup> place en 2014. Arnaud Démare n'a lui pas été sélectionné.

### Voile : Escoffier signalé à la justice

Kevin Escoffier, marin du bateau Holcim-PRB, a fait l'objet d'un signalement à la justice par la Fédération française de voile pour des faits présumés d'agression sexuelle sur une femme de son équipe, lors d'une escale à Newport du tour du monde en équipage.

# 14 | LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

**Courriel**  
carnetdujour@media.figaro.fr  
**Téléphone**  
**0156 52 27 27**  
sur notre site  
carnetdujour.lefigaro.fr

**Tarif de la ligne € TTC :**  
Du lundi au jeudi  
26 € jusqu'à 25 lignes  
24 € à partir de 26 lignes  
Vendredi ou samedi  
29 € jusqu'à 25 lignes  
27 € à partir de 26 lignes  
Réduction à nos abonnés :  
nous consulter

- Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communications diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations,
- Commemoration, Signatures, Départs en retraite, Vœux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Offices religieux, Prise d'habit, Jubilés, Jubilés sacerdotal, Ordination, Vœux monastiques.

Reprise des annonces sur :  
carnetdujour.lefigaro.fr  
www.dansnoscoeurs.fr  
**Tél Abonnements :**  
**0170 37 3170**

## deuils

Saint-Georges-sur-Moulon (Cher).

Brigitte de Beaurepaire et ses enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

**Henri de BEAUREPAIRE**  
survenu le 9 juin 2023, à l'âge de 86 ans, à Bourges, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Saint-Martin-d'Auxigny (Cher), 17, rue de l'Église, le vendredi 16 juin, à 15 heures.

**LE FIGARO**  
le carnet du jour  
**Une conférence**  
s'annonce toujours dans Le Figaro



**Tél. 01 56 52 27 27**  
carnetdujour@media.figaro.fr  
carnetdujour.lefigaro.fr

Françoise et Alain Paris, sa sœur et son beau-frère, Christophe et Sophie Paris, son neveu et sa nièce,

font part du rappel à Dieu de

**Hervé BLANC**  
avocat.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 20 juin 2023, à 15 heures, en la collégiale Saint-Denis, à Amboise (Indre-et-Loire).

*Que le voyage d'Arlène soit aussi lumineux qu'elle était flamboyante !*

Délia Bonnant, sa fille,

M. et Mme Marc Bonnant, son père et sa belle-mère, Mme Jurg Schmid de Grunneck, sa mère, M. et Mme Bertrand Prezioso-Bonnant, sa sœur et son beau-frère, Aude et Aurel Prezioso, sa nièce et son neveu, Mme Désirée Mitterrand, sa sœur, Mme Ariane Le Roux, sa sœur,

Mme Florence Bremme, sa tante, Mme Laura Bremme, sa cousine, et ses enfants, Louis, Caroline et Victor Prezioso, ses neveux, Hector Mitterrand, son neveu et filleul, Terence Mitterrand, son neveu, Sthefanny Costa, sa filleule,

M. Edoardo Roncoroni, Mme Lorenza Pasquinelli, Leone et Giulia Roncoroni,

ainsi que les familles Schmid de Grunneck, Chantre, Loretan, Donati, parentes, alliées et amies

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Mme Arlène Béatrice BONNANT**

enlevée à leur tendre affection le 12 juin 2023.

Ils expriment leurs sincères remerciements au docteur Alain Relecom et à son service de la clinique des Grangettes, ainsi qu'à Mme Suzana Costa, pour leur présence et soutien.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 16 juin, à 14 heures, en la cathédrale Saint-Pierre de Genève.

En souvenir d'**Arlène**, vous pouvez penser à la Fondation As'trame qui soutient les enfants confrontés au deuil d'un proche (IBAN CH05 0900 0000 1020 6452 3).

**Arlène** repose en la chapelle de la Cluse, 89, boulevard de la Cluse, à Genève.

M. et Mme Marc Bonnant, 15, chemin des Longerayes, CH-1254 Jussy.

Mme Jurg Schmid de Grunneck, 52, route de Pressy, CH-1253 Vandœuvres.

Clamart (Hauts-de-Seine).

*« Plantez un arbre en sa mémoire. »*

Sophie et Tatsuo, Valérie et Terence, Anne et Christophe, Philippe et Jean-Bernard, ses enfants et leurs conjoints,

Léonard et Ying, Thomas et Camille, Lily et Etienne, Austin, Lucie et Alice, ses petits-enfants et leurs conjoints, Joséphine et Geneviève, ses arrière-petites-filles,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Pascal BOURGUIGNON**  
entrepreneur et cultivateur, HEC 1955,

survenu le 9 juin 2023, à l'âge de 91 ans, à Clamart.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, à Clamart, le vendredi 16 juin, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

38, rue Taboisse, 92140 Clamart.

Laetitia Costa, Louis Costa et Antoine Costa, ses enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

**Mme Caroline COSTA**  
née Valton,

le 2 juin 2023.

**Marguerite DECHATRE**  
« Guitto », (1923-2023),

nous a quittés le 12 juin 2023.

A tous ceux qui l'ont aimée et entourée, merci d'être autour d'elle, physiquement ou par la pensée, lors de la messe le mardi 20 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts, Paris (12°).

Ni fleurs ni couronnes, des messes à son intention ou faire des dons au Téléthon.

Mme Anne Decours, son épouse,

Guillaume et Bénédicte, Camille, Aliénor et Chahan, Victoire, Jeanne-Françoise, ses enfants, Théodore, son petit-fils,

Mme Michel Decours, sa mère,

ont la douleur de vous faire part du décès accidentel de

**M. Jérôme DECOURS**  
sous-préfet hors classe à la retraite, chevalier des Palmes académiques, chevalier du Mérite agricole, médaille de la sécurité intérieure,

survenu dans sa 66<sup>e</sup> année, le 11 juin 2023.

La messe de funérailles aura lieu le samedi 17 juin, à 13 heures, en l'abbatiale Saint-Pierre-de-Moissac (Tarn-et-Garonne).

En union avec Mme Robert Drapé (†),

Philippe et Odile Drapé-Frisch, Olivier et Virginie Drapé, François et Cécile Drapé, ses enfants,

ses seize petits-enfants, ses neuf arrière-petits-enfants et toute sa famille

vous font part du rappel à Dieu de

**M. Robert DRAPÉ**  
receveur général des finances honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, croix de la Valeur militaire, chevalier des Palmes académiques,

le 11 juin 2023, à l'âge de 90 ans, à Paris, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale Saint-Louis des Invalides, Paris (7°), le vendredi 16 juin, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, boulevard des Invalides, 75007 Paris.

Le gouverneur des Invalides, le directeur, le personnel soignant, les pensionnaires et les bénévoles de

**l'Institution nationale des Invalides**

font part avec tristesse du décès du

**lieutenant (r.) Robert DRAPÉ**  
hébergé au centre des pensionnaires des Invalides,

commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite.

Ils lui feront leurs adieux le vendredi 16 juin 2023, à 16 heures, en la cathédrale Saint-Louis des Invalides, Paris (7°).

L'ingénieur général et Mme Jean-Paul Guilton, son frère et sa belle-sœur, ses neveux, petits-neveux et arrière-petits-neveux,

les fraternités franciscaines de Paris et d'Orsay

font part du rappel à Dieu de

**frère Gérard GUITTON**  
franciscain,

le 11 juin 2023, à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle du couvent Saint-François, 7, rue Marie-Rose, Paris (14°), le vendredi 16 juin 2023, à 10 heures, suivie à 15 heures, de l'inhumation au cimetière d'Orsay (Essonne).

Huismes (Indre-et-Loire).

Bertrand et Alix Huard de Verneuil de Sèze, Guy Huard de Verneuil de Sèze, Louise et Vincent Laurens, ses enfants et beaux-enfants,

ses petits-enfants et son arrière-petite-fille

font part du rappel à Dieu de

**Georges HUARD de VERNEUIL de SÈZE**

le 11 juin 2023, à l'âge de 87 ans, à Huismes.

La messe aura lieu en l'église d'Huismes, le vendredi 16 juin, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Dominique Japy, son père, Thomas et Stanislas, ses fils, Juliette, sa sœur, David Smadja, Claudine Levêque et ses enfants, Alexandra et Arthur,

ont l'immense tristesse de vous faire part de la disparition de

**Jean-Charles JAPY**

à l'âge de 58 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église protestante unie de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, à Paris (16°), le vendredi 16 juin 2023, à 14 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Passy, rue du Commandant-Schloeing, Paris (16°).

Pierre Donnersberg, Christian Burrus et les membres du comité exécutif du groupe **Diot-Siaci**

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

**Jean-Charles JAPY**

survenu le 7 juin 2023.

Ils s'associent à la douleur de sa famille, de ses proches et de ses collègues du pôle Diot-Siaci Crédit.

Les membres du conseil d'administration,

Thierry Léger, directeur général, François de Varenne, directeur général adjoint, les membres du comité exécutif et l'ensemble des salariés du groupe

**SCOR**

ont la tristesse de faire part du décès de

**Denis KESSLER**  
président-directeur général de SCOR de 2002 à 2021, président non exécutif de 2021 à 2023,

survenu le 9 juin 2023.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 juin, à 15 heures, en l'église Saint-François-Xavier, à Paris (7°).

Par sa vision avant-gardiste, son engagement hors normes et son leadership, **Denis Kessler** a opéré un redressement spectaculaire du groupe durant plus de deux décennies, permettant à celui-ci de se hisser au premier rang des réassureurs mondiaux.

Ils s'associent à la douleur de la famille, à laquelle ils présentent leurs plus vives condoléances.

Nelly, son épouse, Gilles et Sophie, Isabelle et Martial, ses enfants et leurs conjoints, Sébastien, Étienne, Matthieu, Baptiste et Inès, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Jacques de MENDEZ**  
ingénieur ETP (École des travaux publics) ME 55,

survenu le 29 mai 2023, à l'âge de 93 ans, à Chalivoy, Herry (Cher).

Olivier, son époux, Camille et Vincent, Théophile, Valentine, ses enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Isabelle PAJOT**

le 11 juin 2023, des suites d'une longue maladie.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-François-de-Sales, à Paris (17°), le jeudi 15 juin, à 15 heures.

Chevigny-Saint-Sauver (Côte-d'Or).

Son épouse, sa famille

vous font part du décès du

**docteur Louis PARODI**  
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 9 juin 2023.

Selon son souhait, ses obsèques civiles ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Guillaume Prate, le comte et la comtesse François-Marie de Nicolay, M. et Mme Gauthier Prate, ses enfants,

le baron et la baronne Alexis de Rolland et leurs enfants, Arthur, Adrien, Apolline et Isaure, M. et Mme Augustin Prate et leurs enfants, Théodore et Tatiana, M. et Mme Jean-Guillaume Prate et leurs enfants, Marin et Adeline, Mlle Marie-Laetitia Prate, Mlle Claire de Nicolay, le comte et la comtesse Pierre-Mayeul de Nicolay et leurs filles, Louise et Joséphine, M. et Mme François-Xavier Brintet, Mlle Raphaële Prate, Mlle Albane Prate, Mlle Madeleine Prate, Mlle Colombe Prate, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Mlle France Alexis, sa sœur,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

**Mme Alain PRATE**  
née Marie-José Alexis,

le 11 juin 2023, à l'âge de 92 ans.

Elle a rejoint son mari,

**Alain Prate**  
inspecteur général des finances,

rappelé à Dieu, le 12 septembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, à Paris (16°), le vendredi 16 juin, à 10 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Wambrechies (Nord).

Des prières et des messes.

**Eric et Véronique Marchand** et leurs enfants, Olivier Soizeau Saint-Martin, Sophie Soizeau Saint-Martin et ses enfants

ont la douleur de vous faire part du décès de leur mère et grand-mère,

**Bernadette SOIZEAU SAINT-MARTIN**

à Louveciennes, le 10 juin 2023, à l'âge de 99 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Martin, place de l'Église, à Louveciennes, suivie de l'inhumation au cimetière de Montreuil, à Versailles.

**condoléances**

Le conseil d'administration de l'association **Le Siècle**

exprime sa profonde émotion devant la disparition de

**Denis KESSLER**  
administrateur, ancien président (2008-2010),

et adresse à sa famille ses sincères condoléances.

**remerciements**

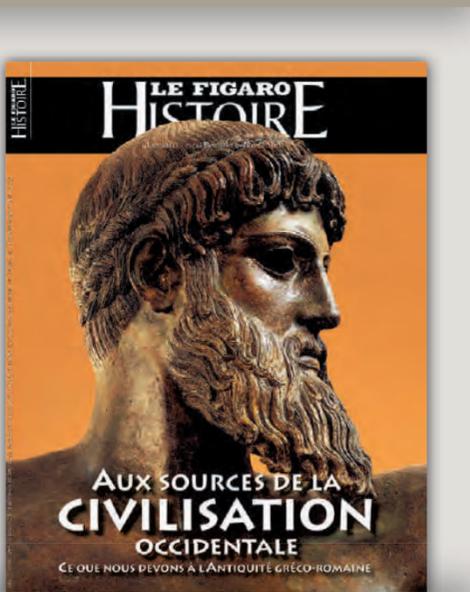
Florence et Arnaud Dally, Eric Bravet et Jocelyne Ladroue, Maxence Gérard, Denis Bravet, ses enfants et leurs conjoints, et toute la famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès le 29 mai 2023, de

**Michelle BRAVET**  
née Boizard,

vous prient de trouver ici, leurs sincères remerciements.

## Les éditions du Figaro En vente actuellement





Le Madrilène Vinicius Junior pointe du doigt un supporter valencien après avoir été la cible d'insultes racistes, lors du match de Liga Valence-Real Madrid, au stade de Mestalla, le 21 mai. JOSE JORDAN/AFP

# Le football espagnol face au fléau du racisme



Mathieu de Taillac  
@mdetaillac

Madrid

**M**atch Valence-Real Madrid, une rencontre ordinaire du championnat d'Espagne, le 21 mai dernier. L'enjeu pour Valence ? S'éloigner de la zone de relégation. Mais, à la 71<sup>e</sup> minute, c'est un aspect totalement étranger au sport qui marque les débats et provoque une polémique mondiale. Les images ont été vues en direct par des centaines de milliers de passionnés de football. Elles ont ensuite consterné les millions ou les milliards de personnes qui les ont découvertes a posteriori. Neuf minutes qui ont interrompu le match et inquiété jusqu'aux dirigeants internationaux réunis au Japon à l'occasion du G7, soudainement saisis d'un problème qui n'est ni nouveau, ni spécifique au ballon rond, ni propre à un pays : l'existence du racisme dans le football, ses dimensions et les possibilités de son éradication.

Alors que son coéquipier Toni Kroos s'apprête à tirer un coup franc, Vinicius Junior, la grande star montante de l'attaque du Real Madrid, repère un spectateur. Il se rapproche de la tribune située derrière les cages du gardien adverse et désigne un homme du doigt. « Lui, lui ! », crie-t-il, recherchant l'assistance de l'arbitre. « C'est toi qui as fait ça ! », insiste-t-il, reproduisant le geste d'un singe qu'il accuse l'individu d'avoir mimé. Les caméras de la Liga ne montrent pas la police embarquer le suspect. Une bonne partie du stade Mestalla scande un mot, « tonto ! » (« idiot »), à l'adresse du footballeur noir, révolté par la énième attaque dont il vient d'être victime.

## « Arrêter les provocations »

Le soir même, « Vinijr », son nom sur les réseaux sociaux, publie sur Twitter et sur Instagram deux messages pour exprimer son indignation : « Ce n'est pas la première fois, ni la deuxième, ni la troisième. Le racisme est normal dans La Liga (...). Le championnat qui fut un jour celui de Ronaldinho, Ronaldo, Cristiano et Messi est aujourd'hui celui des racistes. » La charge, sans concessions, s'étend au pays : « L'Espagne, une belle nation qui m'a accueilli, est connue au Brésil (son pays d'origine, NDLR) comme un pays raciste. » Avant d'avertir : « Je suis fort et j'irai jusqu'au bout contre les racistes. Même si je suis loin d'ici. »

Les réactions fusent en Espagne. De la fédération, de la Ligue, du Conseil supérieur des sports, de plusieurs ministres et même du président du gouvernement. Innombrables et très majoritairement solidaires... quoique pas tout à fait unanimes. Certains observateurs soulignent la personnalité du joueur, volontiers provocateur, et le fait que d'autres footballeurs noirs, au sein même de son équipe, ne se plaignent, eux, d'aucune agression.

Toute la saison dernière, l'attaquant brésilien du Real Madrid, Vinicius Junior, a été la cible de gestes, de cris ou de critiques racistes. Le joueur a manifesté sa colère et, récemment, le gouvernement tout comme les autorités ibériques du ballon rond semblent avoir enfin pris la mesure du problème.

L'argument frôle la distinction coloniale essentiellement raciste entre le « bon » Noir, nécessairement discret, silencieux et soumis, et le « mauvais » Noir, indigné, rebelle ou ingrat vis-à-vis d'on ne sait quel prétendu privilège. On l'entend notamment parmi les supporters d'équipes rivales et leurs relais médiatiques. La une du quotidien sportif valencien *Super Deporte*, par exemple, réclamait à Vinicius, au lendemain de son agression, d'« arrêter les provocations ». Quel que soit le tempérament de Vinicius, le fait est qu'une minorité de supporters haineux en a fait sa cible de prédilection. Son immense notoriété n'y est sans doute pas étrangère. Sa titularisation systématique avec le Real coïncide avec la multiplication des attaques. Sauf qu'avec Vinicius, les racistes ont fait mauvaise pioche.

Le joueur a, depuis les débuts de sa prometteuse carrière, l'engagement antiraciste chevillé au corps. C'est presque littéral. En 2021, l'ailier prodige s'est fait tatouer une citation de Haile Selassié, le dernier empereur d'Éthiopie - reprise ensuite par le chanteur Bob Marley : « Tant que la couleur de peau sera plus importante que le brillant des yeux, ce sera la guerre. » En 2017, sa famille lui rapporte des cris racistes lors de l'un de ses derniers matchs dans le championnat brésilien. « Il y a alors un défilé », rapporte David Alvarez, journaliste spécialiste du Real Madrid au quotidien *El País*. « Petit à petit, il devient plus conscient du phénomène mais surtout du pouvoir que lui confère sa position de star mondiale. Il s'inspire notamment du basketteur LeBron James. Et lorsqu'il crée au Brésil une fondation pour aider les enfants défavorisés, il inclut un volet de formation des professeurs à l'antiracisme. »

## « Il est indigné par l'anonymat qui protège ses agresseurs »

Le journaliste pense même que sa réaction à Valence, certes sincère, était réfléchie : « Vinicius veut que ceux qui profèrent des insultes racistes soient punis et que l'on connaisse leurs visages. C'est pour cela qu'il interrompt le match pour montrer du doigt le spectateur. Il est indigné par l'anonymat qui protège ses agresseurs. Sa réaction s'est produite à Valence parce que c'est là qu'a eu lieu la dernière attaque. Mais ce n'est pas quelque chose qui lui est venu à l'esprit au dernier moment. »



DANELLA PORCELLI/ISTOCKPHOTO/SIPA USA VIA REUTERS CONNECT

C'est compliqué à gérer quand tu es petite et que tous les dimanches tu entends des insultes racistes, ou machistes, ou bien les deux... J'ai appris à en faire une force

JADE BOHO, ANCIENNE FOOTBALLEUSE ESPAGNOLE ET VICE-PRÉSIDENTE DU SYNDICAT ASOCIACION DE FUTBOLISTAS ESPAÑOLES (AFE)

La combativité de Vinicius et sa renommée mondiale ont projeté la lumière sur un problème qui touche en réalité la grande majorité des joueurs noirs. « Moi aussi on m'a traité de "negro de mierda" (« sale Noir », NDLR) ou de singe », raconte au *Figaro* Valdo, un footballeur né en Espagne de parents originaires du Cap-Vert. Valdo a raccroché les crampons en 2020 après avoir évolué en première division espagnole, notamment à l'Osasuna, de Pampelune, ou au Levante, à Valence. « Tu ne sais jamais si c'est du racisme pour le racisme, ou si c'est une manière de te faire sortir de tes gonds pour que tu te fasses expulser du terrain », s'interroge-t-il encore. Lui qui a aussi joué dans les championnats mexicain, grec et indien, dit n'avoir pas subi de tels comportements ailleurs.

La joueuse Jade Boho, dont la mère est originaire de Guinée équatoriale, n'avait jamais entendu le moindre commentaire raciste avant ce match disputé sous les couleurs de l'AC Orcasitas, son premier club, situé à Madrid. « J'avais 13 ou 14 ans et je n'en croyais pas mes oreilles. Je n'avais rien fait pour que le public m'insulte ! » Des coéquipières plus âgées lui recommandent de retourner l'agression pour y puiser sa motivation. « C'est compliqué à gérer quand tu es petite et que tous les dimanches tu entends des insultes racistes, ou machistes, ou bien les deux... J'ai appris à en faire une force. À me dire : "Ils vont voir ce qu'ils vont voir !" »

Retirée des terrains à l'issue de cette saison et vice-présidente du syndicat Asociación de futbolistas españoles (AFE), Jade Boho a observé une plus grande fermeté dans le championnat britannique, où elle a évolué deux ans. « Je n'ai jamais entendu non plus le moindre commentaire déplacé en Suisse, où j'ai également joué, ni du côté français de la frontière, où je vivais. C'est vrai aussi que je voyais beaucoup plus de personnes noires dans ma vie quotidienne. L'Espagne est encore fondamentalement un pays de Blancs », constate-t-elle. Si les quelques études internationales sur le sujet ne soulignent aucune prégnance particulière des sentiments racistes en Espagne, leur expression y est peut-être plus décomplexée. « Mais il y a eu des évolutions, constate-t-elle. Quand j'étais plus jeune, dans le bus, des passagers évitaient de s'asseoir à côté de moi. Ce n'est plus le cas. »

## Répercussion mondiale

Malgré tout, le racisme ordinaire continue de consterner ses victimes, à l'intérieur et en dehors des stades. Abraham Jimenez Enoa, éditorialiste cubain au quotidien nord-américain *The Washington Post*, a établi une comptabilité des attitudes racistes qu'il a subies depuis son arrivée, il y a un peu plus d'un an, et l'a raconté dans un article publié par *El País*. « J'en suis à 183, dit-il au téléphone. Cela va du contrôle d'identité au faciès à la félicitation pour la couleur de peau de mon fils, plus claire que la mienne. Les gens relativisent, me disent que le vrai racisme, c'est quand la police étouffe un Noir aux États-Unis, alors que ce que je dénonce moi serait un racisme subtil. »

Entre la société et le football espagnols, qui est l'œuf et qui est la poule ? « Je ne crois pas du tout à cette phrase que répètent les dirigeants de clubs pour qui le football ne serait que le reflet de la société », proteste Esteban Ibarra. Président du Mouvement contre l'intolérance, il a participé à l'élaboration de la loi contre la violence dans le sport, approuvée en 2007 : « Les comportements les plus graves naissent dans les groupes de supporters ultras, qui tentent ensuite de contaminer le reste du public. »

La répercussion mondiale du cas Vinicius a conduit, au moins cette fois, toutes les institutions à prendre fermement position derrière le joueur. Le président de la Liga, Javier Tebas, qui avait reproché publiquement à Vinicius de critiquer la passivité de son organisation, a fait amende honorable. Et rappelé que la Liga a porté plainte neuf fois en trois ans pour défendre le footballeur d'autant d'attaques racistes. La Fédération, pour sa part, a imposé la fermeture d'une tribune de Mestalla pendant trois rencontres, une mesure rarement prise, et jamais pour des insultes racistes. Dès le lendemain des attaques de Valence, la police a arrêté le suspect, mais aussi quatre autres individus accusés d'avoir pendu une poupée à l'effigie du joueur quatre mois plus tôt. La preuve que « la loi actuelle contient toutes les mesures nécessaires pour combattre le racisme », affirme Ibarra. « Mais les clubs, la Liga, la Fédération et les autorités font preuve d'indolence », accuse-t-il.

Le fait est qu'en réaction à une polémique à la dimension inédite, l'Espagne a pris des mesures d'une rigueur jamais vue. Trois semaines plus tard, l'émotion est en grande partie retombée. « Vinicius a fait du racisme dans le football un sujet de conversation, observe David Alvarez, c'est assez nouveau. Mais il ne va pas éliminer seul le racisme. Le meilleur thermomètre sera son prochain match à l'extérieur. » La Liga reprend le 12 août. ■

# Silvio Berlusconi ou la sortie du politique et l'entrée dans l'ère du spectacle

**E**n France, Silvio Berlusconi était considéré comme un mystère assez simple à déchiffrer : un partenaire politique improbable, un capitaliste sans scrupules, une figure grotesque. Son succès durable, impressionnant – il devient président du Conseil pour la première fois à 58 ans alors que François Mitterrand est encore à l'Élysée – s'expliquait simplement par une image figée, presque orientalisante de l'Italie : le pays de la jouissance, d'une morale approximative était simplement tombé sous le charme de son champion national. Entre ses blagues salaces et ses scandales troubles, on ricanait, on faisait mine de s'inquiéter et on attendait que les Italiens passent enfin à autre chose. Sauf que cette autre chose n'est jamais vraiment arrivée et que le style Berlusconi a fini par tout contaminer, jusqu'à la Maison-Blanche.

C'est sur ce point qu'il faudrait s'interroger aujourd'hui. Cette impression de déjà-vu permanent qui nous prend quand nous observons les images de sa vie en les comparant à celles qui défilent sur nos écrans aujourd'hui. Il y a un style Berlusconi qui a défini et définit toujours une époque. À bien regarder, une bonne partie de la gamme de la politique occidentale contemporaine a ses couleurs. Si le bilan de la période qu'il a fini par marquer n'était pas si médiocre, si son héritage n'était pas si faible, on devrait presque l'étudier comme l'une des figures qui ont marqué par leur action, leur goût, leur intuition des moments charnières et dont l'histoire de France a le secret :

de Gaulle, Napoléon, Louis XIV. Berlusconi a interprété, synthétisé, incarné plus que personne d'autre une politique de « la fin de l'histoire ». Du foot aux médias de masse, de l'immobilier à la

communication, toute son action a servi cette ambition : mettre entre parenthèses le conflit, dissimuler la violence, éloigner les années rouges et noires qui avaient ensanglanté l'histoire italienne. Avec lui, la génération 1970 qui s'était engouffrée dans l'intensité de la lutte, du collectif, de l'action directe entre dans un petit salon bien rangé et allume sa télé.

Consommer, jouir dans l'ordre de l'abondance et de la liberté apportées par l'incroyable miracle économique italien devient la raison

La sortie du politique, la promesse d'un rêve italien de liberté, le spectacle d'une abondance accessible a fini par s'écrouler avec la fin de la croissance. Sous Berlusconi, les classes moyennes italiennes se déclassent

d'être des classes moyennes qu'il façonne et qu'il sait cibler avec talent. À la fois modèle et démiurge, il crée un mode de vie populaire captivant et accessible, une communauté de consommateurs.

Son intuition au fond était simple mais radicale. Elle peut être résumée en une phrase : par le spectacle, la politique peut sortir du politique.

C'est dans ce grand refoulement que réside la force de sa promesse. Basta, l'asphyxie de l'*italian game*, la guerre froide et la mafia, les crimes politiques et les crises géopolitiques. Il faut tourner la page des tragédies italiennes. L'assassinat terroriste du président du Conseil et de la Démocratie chrétienne Aldo Moro en 1978, le massacre des magistrats Falcone et Borsellino en 1992 contribuent à l'écroulement de la Première République, définitivement ravagée par la fin de la guerre froide et les enquêtes judiciaires. En 1994, les partis qui avaient gouverné l'Italie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et du régime fasciste disparaissent. Berlusconi est le produit

de cette République en ruine de ces arrangements et de ces pactes obscurs, mais il parvient à faire oublier tout cela aussi.

Ce qu'il promet est irrésistible, du moins son immense infrastructure médiatique contribue à le faire croire : l'Italie peut devenir l'une de ses nombreuses entreprises à succès. Par son action il imposera un mode de vie fondé sur un mot qui assume dans sa bouche une puissance populaire inédite : « liberté ».

Contre les « communistes » désormais aux portes du pouvoir, il promet une « révolution libérale ». Créer un gouvernement efficace, mais en même temps laisser les gens se débrouiller pour s'enrichir,

gouverner avec des socialistes et en même temps avec des postfascistes, avec des partis autonomistes et des partis souverainistes. La politique italienne devient ainsi une émission scriptée par des communicants clinquants, son parti, une boîte précise qui tourne grâce aux meilleurs collaborateurs de son holding financier Fininvest et de son agence Publitalia.

Il finit par « disrupter » le système. Car pour faire sortir la politique du politique, il ne suffit pas de changer le sens commun, il faut retirer à ses institutions leur espace d'autonomie. À la Constitution, aux rituels byzantins du Parlement, aux traditions poussiéreuses de la politisation républicaine, il faut opposer une professionnalisation technique, la puissance magnétique de l'argent, du spectacle et de la communication.

La trajectoire politique de Berlusconi se confond et se déploie dans cette période d'au moins deux décennies, dans l'élan d'une mondialisation libérale qui commence à s'étioler avec le 11 Septembre et les guerres aux Moyen-Orient qu'il soutient dans

son atlantisme de fer qui ne l'empêche pas de devenir un ami personnel de Vladimir Poutine. Elle s'arrête au seuil d'une nouvelle guerre étendue, avec la grande crise économique de 2008 qui provoque sa chute en 2011.

On peine à comprendre par quels fils on pourrait relier l'Italie de Pasolini, et de la violence de sa mort romaine, aux soirées postmodernes et crépusculaires du « bunga-bunga » dans sa villa d'Arcore. Est-ce encore le même pays ?

C'est toute l'impasse de son héritage : car la sortie du politique, la promesse d'un rêve italien de liberté, le spectacle d'une abondance accessible a fini par s'écrouler avec la fin de la croissance. Sous Berlusconi, les classes moyennes italiennes se déclassent. Elles ne maintiennent la consommation qu'en réduisant leur épargne. Sans épargne, elles tombent dans la pauvreté. Sans croissance, sans reconnaissance, la société s'embrase. C'est par-là qu'il reste actuel et que le projet techno-souverainiste de Meloni – une institutionnalisation de la droite radicale qui promet la stabilité – prend tout son sens. L'Italie est toujours un laboratoire à étudier pour comprendre le futur de nos systèmes européens de plus en plus intégrés. Comment faire pour trouver une histoire apaisante pour des classes moyennes de plus en plus pauvres de plus en plus endettées, enrégées ?

Nous sentons que la parenthèse qui avait mis fin à l'histoire se referme. Avec la guerre, la pandémie, les fractures d'un monde cassé, des forces tectoniques que nous avons refoulées sont de retour. La violence et l'hégémonie ne peuvent plus être tenues à distance de la vieille Europe.

C'est pourquoi il paraissait de plus en plus un homme du passé : dans son soutien au Kremlin, dans ses blagues misogynes. Avec la mort de Berlusconi, s'en va aussi le rêve absurde d'une politique sortie du négatif. *\*Gilles Gressani est directeur du Grand Continent, revue en ligne de laquelle est sorti l'ouvrage Fractures de la guerre étendue, de l'Ukraine au métavers, qui vient de paraître chez Gallimard.*



GILLES GRESSANI

Du foot aux médias de masse, de l'immobilier à la communication, toute l'action de Silvio Berlusconi aura consisté à évacuer la violence et le tragique de la politique, analyse l'enseignant à Sciences Po et directeur de la revue d'études géopolitiques en ligne *Le Grand Continent*.\*

# La société ne souffre pas d'une décivilisation mais d'une hypercivilisation

« **D**écivilisation ». À la suite de plusieurs tragédies, le verbe élyséen s'est propagé urbi et orbi pour tenter de donner du sens à l'inconcevable. Selon le chef de l'État, nous vivrions un processus de régression civilisationnelle qui nous ferait glisser lentement d'une paix civile relative vers une situation de guerre de chacun contre chacun. Car la liste des faits divers s'allonge : trois jeunes policiers fauchés par un chauffard, une lycéenne harcelée met fin à ses jours, une infirmière et une secrétaire d'hôpital poignardées... Comment trouver un fil rouge ? Si la violence augmente, c'est parce que la civilisation recule, nous dit-on. Imparable.

Cette tautologie se voudrait rassurante. Mais à l'examen attentif de ce qui se déroule, nous plongeons dans un profond malaise. Car la dynamique de civilisation – entendue comme un processus menant une collectivité humaine vers un état plus haut de développement matériel, intellectuel et social – n'est pas en recul ! Le niveau des protections, des droits et des recours est en hausse par rapport au XIX<sup>e</sup> siècle. Et que dire des niveaux matériels, technologiques ou encore de la production des connaissances ?

Les progrès sont sidérants. En réalité, il n'y a aucune décivilisation. Et s'il fallait vraiment qualifier le rythme civilisationnel, il conviendrait plutôt de parler d'un mouvement d'hypercivilisation.

Notre malaise s'accroît. Comment est-il possible qu'une dynamique de civilisation qui s'amplifie, puisse se traduire par la multiplication d'incivilités et de « pétages de plombs », selon l'expression du politologue Jérôme Fourquet ? C'est à n'y rien

L'autre singularité de notre époque, liée à la précédente, c'est de privilégier les rapports horizontaux où l'emprise verticale de l'autorité est moins prégnante. Tout ce qui vient d'en haut est remis en question

comprendre. Précisément : c'est bien l'excès de civilisation qui engendre ses propres débordements.

Parlons du malaise justement. Freud en a débusqué la mécanique cachée dans son ouvrage *Malaise dans la civilisation*. La dynamique civilisationnelle vise à faire coexister les individualités ensemble. Cette coexistence a un coût élevé pour l'individu : le renoncement à sa satisfaction pulsionnelle et particulièrement à celle de sa pulsion agressive. Nul besoin d'une surveillance extérieure, la prouesse civilisationnelle consiste à introjecter dans l'esprit de chacun l'entité de contrôle et de sanction qu'est le surmoi. Sévère et brutal, il va y régner en maître.

Aucune excuse, il sait tout : non seulement la faute qui a été réellement commise mais aussi son intention. L'injonction est trop forte et la culpabilité oppressante. C'est là que la mécanique s'enraye. Dans cette situation intenable, l'agressivité grandit et, selon les cas, développe du malheur, des névroses, des envies de révolte ou des passages à l'acte. Toutes les figures qui incarnent la limitation pulsionnelle vont alors susciter une agressivité décuplée : maires, policiers,

professeurs, pompiers, médecins, inspecteurs du permis de conduire. Ce phénomène nous renseigne sur la chute contemporaine de la figure

du père et du patriarcat en général. Un père vécu comme injuste et limitateur vis-à-vis duquel l'agressivité couve. Mais comme ce père est aussi aimé, la culpabilité atteint de nouveaux sommets bien difficiles à absorber. C'est alors que l'éthique de l'époque intervient. Au traditionnel « tu devras aimer ton prochain comme toi-même » se surajoute le « tu devras aimer la planète comme toi-même ». Cette inflation amoureuse tend à épuiser les capacités de traitement d'un individu qui – s'aimant déjà beaucoup lui-même –, a du mal à trouver de la place pour autrui. Résultat : il échoue à répondre à ces commandements et le cercle vicieux de la culpabilité

et de l'agressivité repart de plus belle. L'autre singularité de notre époque, liée à la précédente, c'est de privilégier les rapports horizontaux où l'emprise verticale de l'autorité est moins prégnante. Tout ce qui vient d'en haut est remis en question : le politique a perdu de sa superbe, l'expert n'est plus cru, le savant n'est plus écouté, les chiffres sont soumis à caution. Freud nous alerte. Dans de telles conditions, nous sommes désormais confrontés au danger d'un état de « misère psychologique de la masse ».

Alors, devons-nous une bonne fois pour toutes en finir avec la civilisation ? Bien sûr que non. Nous avons simplement oublié le caractère écrasant du conflit psychique qu'elle engendre chez l'individu. Pire, dans un aveuglement collectif étonnant, les choix de civilisation de nos gouvernants aggravent la misère psychologique en supprimant méthodiquement tous les espaces qui permettent d'aider les individus à résoudre leurs conflits psychiques.

C'est le choix de la misère qui a été fait pour le secteur psychiatrique. Les personnels de la santé mentale – psychiatres, psychologues, infirmiers – ne sont pas reconnus. La psychanalyse, dont l'objet est pourtant de traiter ce conflit psychique, est perçue avec défiance et écartée de l'hôpital. Et enfin, la justice, ultime espace de traitement de la violence, n'a pas les moyens d'assumer sa mission.

Voilà ce qui est bien déroutant : nous ne souffrons pas d'une décivilisation mais bien d'une hypercivilisation privée d'espaces de décanation psychique.



HAROLD HAUZY

Pour le psychanalyste, praticien à l'hôpital Sainte-Anne et ancien conseiller à Matignon sous Manuel Valls, le concept de « décivilisation » formulé par le chef de l'État n'explique pas tout de la flambée des violences dans notre société. Selon lui, la civilisation engendre ses propres pathologies et l'agressivité croît aujourd'hui de concert avec le développement civilisationnel.

DESSINS CLAIREFOND



CHRONIQUE  
Bertille Bayart  
@BertilleBayart

# Démondialisation : la grande (dés)illusion

Les choses se passent rarement comme prévu. Prenons l'inflation Reduction Act (IRA). On a cru que les États-Unis fermaient leur marché aux voitures électriques produites à l'étranger, même dans des pays « amis » comme l'Europe. Or, en réalité, l'IRA a ouvert une porte aux voitures électriques, surtout haut de gamme, étrangères. Car si les bonus ordinaires ne sont accordés qu'aux voitures fabriquées aux États-Unis, dans une limite de prix et de revenus, ce n'est pas le cas pour les voitures vendues en leasing, subventionnées quels que soient leur prix et leur origine. Devinez ce qui arriva ? Le marché américain du leasing automobile a bondi de 34 % en trois mois seulement

(à mars 2023) et il a profité aux modèles de grandes marques européennes. L'eau trouve toujours son chemin...

La réalité défie les postures. La guerre tarifaire contre la Chine déclenchée en 2018 par Donald Trump a eu peu d'effet sur les volumes des échanges, et l'armistice conclu en janvier 2020, qui prévoyait que la Chine achète 200 milliards de dollars de produits américains en plus, n'en a eu aucun (comme l'a calculé Chad Bown, du Peterson Institute).

Avec Joe Biden, les armes de la confrontation avec Xi Jinping ont changé : on est passé de la guerre tarifaire à la bataille par la politique industrielle. Selon les statistiques américaines, la part de marché de la Chine dans les

importations américaines a reculé d'un quart par rapport à 2018. Mais selon les chiffres chinois, elle est revenue au même niveau. La différence s'explique en partie par des sous-déclarations douanières.

L'essentiel est ailleurs : la Chine a exporté 3590 milliards de dollars de biens en 2022 (+7%). Deux millions de colis chinois détaxés, de moins de 800 dollars pièce, arrivent chaque jour aux États-Unis. Et la Chine est devenue au premier trimestre 2023 la première puissance automobile exportatrice du monde.

« L'excédent commercial chinois est bien plus gros qu'il ne l'était avant la pandémie. Le déficit américain est un peu plus gros. La Chine exporte 1000 milliards de dollars de plus aujourd'hui qu'avant la pandémie », a dit Brad Setser, ancien conseiller pour le commerce extérieur de Joe Biden et chercheur au Council for Foreign Relations, à Bloomberg. Le déficit commercial américain reste gigantesque. Sa surabondance qui alimente les réserves en billets verts hors d'Amérique est d'ailleurs paradoxalement la meilleure arme des États-Unis pour éviter la dédollarisation des échanges, autre illusion de notre époque contredite par les données économiques.

Pour l'Europe, le constat est encore plus inquiétant : le déficit commercial avec la Chine a bondi de 50 %, à 400 milliards de dollars, en 2022.

Les chaînes d'approvisionnement se réorganisent, ce qui profite au Vietnam, à l'Inde ou à l'Indonésie. C'est plus une « remondialisation » qu'une « démondialisation », selon Ngozi Okonjo-Iweala, qui dirige l'Organisation mondiale du commerce, dans *Les Échos*.

Les entreprises s'adaptent. Le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine a certes fait quelques victimes, très symboliques, comme Huawei ou Boeing,

privés ou presque de marché dans le camp d'en face. Les sociétés de haute technologie marchent sur des œufs : elles appartiennent au petit périmètre autour duquel Washington entend dresser de « hautes barrières », selon la doctrine développée fin avril par Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale de Joe Biden, qui recentre et atténue l'idée d'un découplage.

Pour les entreprises qui n'appartiennent pas à ce cercle ultra stratégique, il est difficile de faire une croix sur la Chine. « Le centenaire de la République populaire, c'est en 2049. C'est cela, l'horizon de la crise avec Taïwan. Dans vingt-six ans. Coupons la poire en deux : un investissement rentable d'ici treize ans vaut la peine de prendre le risque », explique sans détour un industriel. Pourquoi se priver ? « Il y a encore beaucoup, beaucoup d'Américains en Chine », souligne un patron européen. Pas question d'être surexposé, ni sous-exposé. Airbus se dote d'une nouvelle ligne d'assemblage en Chine.

Et le fabricant de semi-conducteurs STMicro a annoncé le 7 juin un investissement de 3,2 milliards de dollars en coentreprise avec le groupe local Sanan pour créer une usine à Chongqing. Question de cohérence : la Chine compte pour 30 % de ses débouchés.

La soi-disant démondialisation crée beaucoup de complexité mais offre autant d'opportunités. Il s'y construit des ponts d'or pour attirer les investissements. Tout ce que la planète compte d'industriels de la batterie, du panneau solaire, de la puce, du médicament ou encore de l'hydrogène se fait en partie payer un outil de production en trois exemplaires, sur trois continents. Le monde s'est fragmenté ? Pourtant, les mots de passe sont partout les mêmes : « contenu local », « souveraineté » et « décarbonation ».

100 000 citations et proverbes sur [evene.fr](http://evene.fr)

## ENTRE GUILLEMETS

14 juin 1800 : victoire de Bonaparte à Marengo grâce à Louis Charles Antoine Desaix venu en renfort.



### Général Desaix

Oui, la bataille est perdue, mais il n'est que trois heures ; il reste encore le temps d'en gagner une !



ANALYSE  
Paul Sugy  
[psugy@lefigaro.fr](mailto:psugy@lefigaro.fr)

# Berlusconi, précurseur d'une stratégie d'alliance des droites

Le Cavaliere a marqué durablement la vie politique italienne sans toutefois laisser d'héritier : inimitable de son vivant, nul ne pourra lui succéder après sa mort. Mais en ramenant la droite au pouvoir par une alliance inédite, l'ancien président du Conseil italien a posé en 1994 les fondements d'une stratégie d'union des droites qui, elle, risque fort de lui survivre.

On rétorquera que Berlusconi n'était pas un doctrinaire - plutôt un formidable opportuniste. « Il n'a jamais pensé qu'à deux choses : se tirer d'affaire et protéger ses affaires ! », note le politiste Hugues Portelli (1), nuancé ainsi la fibre libérale du businessman qui vivait largement au crédit de l'État grâce aux commandes publiques passées à ses entreprises. Certes. Mais la première majorité politique qu'il emmène au pouvoir, marchant sur les ruines des deux principaux partis de gouvernement (anéantis par une série d'enquêtes judiciaires au début des années 1990) est cimentée par autre chose qu'un concours de circonstances.

Son aventure avec les post-fascistes du Mouvement social italien (MSI) n'est d'abord possible que parce qu'il est un homme libre. Il transforme son entreprise en parti politique, Forza Italia, et n'est pas contraint à la même prudence que les vieux appareils. L'habileté politique fait le reste : Berlusconi s'engage dans deux coalitions séparées, dans le nord de l'Italie avec les libéraux, la Ligue du Nord et le reste des chrétiens-démocrates ; dans le Sud avec le MSI. Et tant pis si cette alliance baroque apparaît fragile (elle se fissure

l'année suivante sur une réforme des retraites) : l'essentiel, pour la droite, est d'avoir pu clamer de nouveau fièrement son existence, en s'affranchissant des interdits moraux qui le lui défendaient jusqu'alors.

Cette droite coalisée fait front commun sous la bannière de l'anticommunisme. Pour comprendre la survivance de cette idée, des années après la chute du Mur, il faut relire l'analyse magistrale de l'historien Giovanni Orsina (2), qui décrit les quatre décennies d'histoire républicaine précédant l'arrivée de Berlusconi, marquées par une extension croissante de l'État, de son administration, de ses instruments de contrôle de l'économie, mais aussi de la société (par la police et la justice). Pour les Italiens de droite, le bolchevisme n'est plus un ennemi étranger mais une tentation de l'intérieur. La victoire de Berlusconi est l'expression d'une aspiration à plus de libertés, alors que le monde occidental accède à une prospérité que l'on croit être précisément le fruit de cette émancipation.

C'est déjà la bataille culturelle avant l'heure. Si Berlusconi veut rendre à la droite sa fierté, note encore Giovanni Orsina, c'est que « l'arrivée au pouvoir du centre gauche l'avait exclue culturellement de la République tout en incluant politiquement ». En d'autres termes, la droite était cocue et elle le savait. On lui avait laissé l'illusion du pouvoir tout en la privant durablement d'influence sur l'évolution de la société italienne.

Par ailleurs, les profondes amitiés qui lient Berlusconi aux partis politiques des autres pays achèvent de faire de lui

le candidat d'une relève de la droite en Europe. Il devient le principal financeur du PPE, au moment où les chrétiens-démocrates allemands, retournant dans l'opposition, laissent le flambeau à terre.

De sponsor à influenceur, il n'y a qu'un pas... vite franchi. Quelques années plus tard, on décalque ailleurs la même méthode : de 2001 à 2011, le gouvernement danois de centre droit repose ainsi sur l'appui des nationalistes au Parlement. Depuis, de nombreux partis de droite modérée ont fini par s'allier avec leur extrême droite (avec quelques exceptions notables : en Allemagne, au Royaume-Uni, et bien sûr en France, où le système électoral n'encourage pas les coalitions).

Silvio Berlusconi lui-même n'a pas cessé ensuite d'élargir sa coalition, au centre gauche en se rapprochant des ex-socialistes proches de son ami Bettino Craxi, et à sa droite en renforçant l'intégration du MSI devenu l'Alliance nationale qui finit par fusionner avec Forza Italia au moment où une jeune députée de ce parti fait une entrée remarquée au gouvernement : Giorgia Meloni... Par la suite, le déclin politique du Cavaliere le conduit à servir de force d'appoint au service d'une nouvelle coalition de droite, portée en 2018 par le triomphe de Matteo Salvini, puis en 2022 par le succès de Meloni. En faisant accepter aux libéraux le principe de l'ouverture à droite, Berlusconi a fait davantage que créer un précédent : il a permis l'arrivée au pouvoir de la droite nationaliste.

Bien sûr, l'Italie était sans doute le laboratoire par excellence pour de telles alliances, en raison de son système politique. Reste qu'il fallait franchir

l'obstacle moral interdisant jusqu'ici de traiter avec un parti considéré jusqu'aux années 1990 comme l'héritier du mussolinisme. Berlusconi fut aidé dans cette entreprise par une dynamique interne au MSI, qui est toujours resté un parti électoraliste, donc prêt à revoir ses fondamentaux pour se fondre dans une stratégie d'alliance plutôt que de se complaire aux marges de la vie politique. Enfin, on l'a dit, il y a dans l'épopée berlusconienne quelque chose d'incomparable, une force secrète, une gouaille indicible difficilement reproductible. ■

(1) Auteur notamment de « L'Italie de Berlusconi », Buchet-Chastel, 2006.  
(2) « Le Berlusconisme dans l'histoire de l'Italie », Les Belles Lettres, 2018.



## ITALIE

« Pourquoi Silvio Berlusconi est le père du populisme mondial », une tribune du docteur en sciences politiques et enseignant en relations internationales Sébastien Boussois.

## LE FIGARO

Dassault Médias  
(actionnaire à plus de 95%)  
14, boulevard Haussmann  
75009 Paris

Président-directeur général  
Charles Edelstenne

Administrateurs  
Thierry Dassault,  
Olivier Costa de Beauregard,  
Benoît Habert,  
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS  
(société editrice)  
14, boulevard Haussmann  
75009 Paris

Président  
Charles Edelstenne

Directeur général,  
directeur de la publication  
Marc Feuillée

Directeur des rédactions  
Alexis Brézet

Directeurs adjoints de la rédaction  
Gaëtan de Capèle (Économie),  
Laurence de Charette  
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie  
von Claer (Style, Art de vivre, F),  
Philippe Gélle (International),  
Anne Huet-Wuilleme (Édition,  
Photo, Révision, DA),

Jacques-Olivier Martin (directeur  
de la rédaction du Figaro.fr),  
Étienne de Montety (Figaro  
Littéraire), Bertrand de Saint-  
Vincent (Culture, Télévision),  
Yves Thérard (Enquêtes,  
Opérations spéciales, Sports,  
Sciences), Vincent Trémolet  
de Villers (Politique, Société,  
Débats Opinions)

Directeur artistique  
Pierre Bayle  
Rédacteur en chef  
Frédéric Picard (Web)  
Directeur délégué  
du pôle news  
Bertrand Gié  
Éditeurs  
Robert Mergui  
Anne Pican

FIGAROMEDIAS  
9, rue Pillet-Will, 75430 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 56 52 20 00  
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général  
Aurora Domont  
Direction, administration, rédaction  
14, boulevard Haussmann  
75438 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 57 08 50 00  
[direction.redaction@lefigaro.fr](mailto:direction.redaction@lefigaro.fr)

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy  
93290 Tremblay-en-France  
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022  
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ;  
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.  
Gérez votre abonnement, espace Client : [www.lefigaro.fr/client](http://www.lefigaro.fr/client)  
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine  
Club : 509 €. Semaine : 385 €. Week-end : 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.  
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal  
est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Écolabel européen sous  
le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :  
Édition nationale  
1<sup>er</sup> Cahier 18 pages  
Cahier 2 Économie  
8 pages  
Cahier 3 Le Figaro  
et vous 10 pages

## La tech européenne est en hypercroissance

Longtemps en retard sur les États-Unis et la Chine, l'Europe est-elle en train de rattraper son retard sur le sujet de l'innovation de rupture ? Notre continent abrite désormais 352 licornes, dont une centaine fondées lors de la seule année 2021. Dans leur sillage, nombre de jeunes pousses lancent des produits et services inédits capables de disrupter un marché ou d'en créer un nouveau.

Fidèle à son ADN de « banque d'un monde qui change », BNP Paribas a créé, il y a une décennie, une offre adaptée à ces jeunes sociétés en hypercroissance. Plus de 6 500 entreprises innovantes européennes lui font déjà confiance. Pourquoi ? Parce qu'elle propose une solution internationale et intégrée aux entreprises, entrepreneurs et investisseurs innovants. Cela lui permet d'accompagner tant les start-up que les scale-up et leurs actionnaires à chaque stade de leur développement, de la levée de fonds propres et de dette sur les marchés privés ou publics à la fourniture de services bancaires et de conseils, en forgeant une relation de long terme.

L'écosystème de la tech en Europe a beaucoup mûri, les entreprises qui le composent continuent d'évoluer très vite. Elles sont des atouts précieux, capables de déployer des solutions originales face aux enjeux de notre planète et de garantir notre souveraineté économique. Pour réussir, il leur faut des banques qui s'adaptent à leurs besoins et fassent preuve de l'agilité nécessaire pour accompagner leur forte et rapide croissance.



## BNP Paribas accompagne 85% des entreprises du Next40

Partenaire des acteurs de la tech européenne, le groupe bancaire accompagne aujourd'hui 34 des 40 sociétés les plus prometteuses de la tech française regroupées dans le Next40. L'édition 2023 de Vivattech sera l'occasion pour BNP Paribas d'afficher ses ambitions autour de trois thématiques : Data for Change (les données), Mobility for All (la mobilité), Payments for Simple Life (le paiement). La première banque de la zone euro veut montrer l'étendue de son expertise pour soutenir l'innovation.

**INTERVIEW** de Jonathan Cherki et Sébastien Derenne

## Contentsquare, une success-story française

Le groupe bancaire accompagne depuis dix ans l'essor de cette licorne, spécialiste de l'analyse de l'expérience client en ligne. Entretien croisé avec Jonathan Cherki, fondateur et P-DG de Contentsquare, et Sébastien Derenne, Senior Banker Innovative Companies France chez BNP Paribas.

### À quand remonte le partenariat entre Contentsquare et BNP Paribas ?

Jonathan Cherki : À nos débuts, il y a dix ans ! J'étais encore étudiant à l'ESSEC quand j'ai fondé Contentsquare dans l'incubateur de l'école, ESSEC Ventures. En une décennie, nous avons recruté 1800 collaborateurs, levé 1,4 milliard de dollars et réalisé 7 acquisitions. Nous avons désormais 16 bureaux dans 12 pays et notre solution est déployée sur plus d'un million de sites Web. BNP Paribas a été présent à chaque étape de notre croissance, on peut dire que c'est une histoire qui dure !

### Plus concrètement, quels services propose BNP Paribas à Contentsquare ?

Sébastien Derenne : Nous avons commencé en 2013 par une simple ouverture



Jonathan Cherki

Sébastien Derenne

du compte. Puis nous avons soutenu la croissance exponentielle de Contentsquare grâce à notre panel de services : prêt bancaire, crédit-bail, financement d'acquisitions, développement à l'international, optimisation du cash, etc.

J. C. : En 2021, BNP Paribas a été au rendez-vous pour financer l'acquisition de Hotjar,

un autre acteur phare de l'analyse de l'expérience digitale sur le marché des PME. Le groupe a aussi pris le lead de la structuration d'une dette de 200 millions de dollars via un pool bancaire monté en quelques mois seulement.

### Y a-t-il d'autres dimensions à votre collaboration ?

J. C. : Nous bénéficions de leur écosystème d'innovation, ce qui nous permet de rencontrer de potentiels partenaires. J'ajoute que BNP Paribas est lui-même client de Contentsquare ! Nous aidons le groupe à optimiser l'expérience en ligne de ses consommateurs pour leur proposer un parcours fluide et aussi agréable qu'en agence. Nous avons déjà commencé à travailler avec BNP Paribas Personal Finance, la branche de crédit à la consommation, et allons étendre cette collaboration à d'autres entités du groupe.

### Quelles sont les perspectives dans les mois qui viennent ?

J. C. : Nous envisageons d'autres acquisitions et nous savons pouvoir compter sur BNP Paribas si elles se concrétisent.

BNP Paribas, partenaire de l'innovation en Europe

6 500

ENTREPRISES INNOVANTES

sont suivies dans

15 PAYS D'EUROPE

par

200 BANQUIERS spécialisés

Début 2023,

1 milliard D'EUROS

avait déjà été consacré au financement de la French Tech

# LE FIGARO économie

lefigaro.fr/economie

**IMMOBILIER**  
L'OUVERTURE DES  
VANNES DU CRÉDIT  
ATTENDRA **PAGE 21**



**ASSURANCE-CHÔMAGE**  
L'ÉTAT VEUT GARDER LA MAIN  
SUR L'UNEDIC. SYNDICATS  
ET PATRONAT S'INQUIÈTENT **PAGE 21**

> FOCUS

**IA : LA CNIL  
IRLANDAISE  
SUSPEND LE  
LANCEMENT DE  
GOOGLE BARD**

L'Europe devra encore patienter avant de pouvoir utiliser Google Bard. Alors que cette réplique au ChatGPT d'OpenAI aurait dû être accessible cette semaine dans l'Union européenne, la Commission de protection des données (DPC) irlandaise a suspendu ce lancement jusqu'à nouvel ordre. Selon le média Politico, qui a révélé cette information, Google n'a pas fourni suffisamment d'informations à son autorité de contrôle sur tout ce qui a trait au traitement et à la sécurité des données des internautes européens. «Google a récemment informé la DPC de son intention de lancer Bard en Europe cette semaine. Mais nous n'avons pas reçu à ce stade d'informations ou de documentations détaillées sur la question de la protection des données», a déclaré le régulateur à Politico. La DPC attend désormais «de manière urgente» des réponses détaillées sur la façon dont Bard va se conformer au Règlement général de protection des données (RGPD).

Dévoilé en février, Bard utilise une technologie similaire à ChatGPT pour répondre de manière à la fois concise et détaillée aux requêtes complexes des internautes sur le moteur de recherche Google. Ce robot conversationnel est accessible en langue anglaise à tous les internautes depuis le 10 mai, à l'exception de certains marchés majeurs dont l'Union européenne. En cause, les réglementations locales autour du numérique. «Nous voulons lancer Bard de manière responsable. Dans ce cadre, nous avons échangé avec les régulateurs de la protection de la vie privée pour répondre à leurs questions et entendre leurs commentaires», déclare au Figaro un porte-parole de Google.

Le non-respect du RGPD avait valu à l'entreprise américaine OpenAI une suspension d'un mois de son robot ChatGPT en Italie. La Cnil locale reprochait notamment l'absence d'informations destinées aux internautes sur la manière dont leurs questions aident à perfectionner cette intelligence artificielle.

CHLOÉ WOITIER

## L'IA relance la course aux puces électroniques

ChatGPT et ses concurrents ont besoin de microprocesseurs de nouvelle génération. Les géants du secteur s'activent pour rattraper le leader Nvidia.

Le brusque engouement mondial pour les systèmes d'intelligence artificielle, depuis la sortie de ChatGPT, a déclenché en coulisse une course à l'approvisionnement en processeurs spécifiques nécessaires pour les faire tourner. Or,

dans ce domaine, une seule entreprise, l'américaine Nvidia, détient plus de 80 % du marché. Malgré la promesse d'augmenter la production, le niveau de la demande mondiale est tel qu'au-delà de l'explosion des prix et des délais

d'attente se pose désormais la question d'un risque de pénurie. Ses concurrents AMD et Intel espèrent rattraper leur retard et s'arroger une part du marché, mais le pari est complexe. Face à ce goulot d'étranglement, les

grands acteurs américains du cloud investissent massivement dans des capacités internes. De nouvelles alliances se dessinent. Pour de plus petits acteurs, accéder à la puissance de calcul nécessaire est devenu un casse-tête.

→ L'EUROPE INVESTIT DES MILLIARDS POUR DÉVELOPPER DES PUCES D'IA **PAGE 20**



## Carrefour revient aux sources de l'hypermarché

Soixante ans après avoir ouvert le premier hyper du monde à Sainte-Geneviève-des-Bois, l'enseigne déploie un nouveau modèle. Objectif : en finir avec vingt ans de crise d'un format vieillissant et concurrencé par le hard-discount et la proximité.

**PAGE 24**

### le PLUS du FIGARO ECO

**PRESSE**

L'hebdomadaire catholique «Le Pèlerin» fête ses 150 ans **PAGE 25**

### OR EN CASH

L'or, une solution pour votre entreprise ?

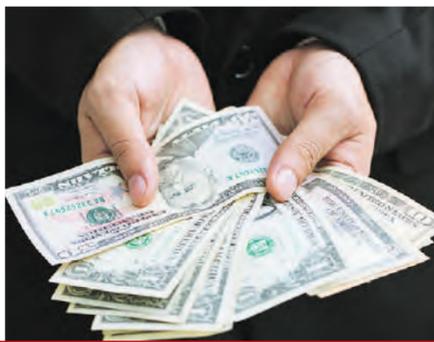
### L'HISTOIRE

## L'argent de la diaspora, manne essentielle au Mexique et en Inde

L'argent de la diaspora est un apport essentiel pour de nombreux États. Les envois de fonds des travailleurs émigrés dans les pays «à revenu faible et intermédiaire» sont estimés à 656 milliards de dollars en 2023, soit une croissance de 1,4 % par rapport à 2022, précise une note de la Banque mondiale. L'an dernier, ces flux financiers, en hausse de 8 % par rapport à 2021, ont été notamment soutenus par les prix élevés du pétrole dans les pays du Golfe, ce qui a augmenté les revenus des migrants. Les cours de l'or noir ont aussi gonflé d'importants transferts de la Russie vers les pays d'Asie centrale. Un autre stimulant est venu aux États-Unis de la vigueur du marché de l'emploi. Les grands bénéficiaires, ceux qui reçoivent les volumes les plus importants, sont

l'Inde, avec 111 milliards de dollars (103 milliards d'euros) en 2022, le Mexique (61 milliards de dollars), la Chine (51 milliards), les Philippines (38 milliards) et le Pakistan (30 milliards). Les envois vers la Chine déclinent, souligne toutefois la Banque, car la hausse de la prospérité et le déclin de la population ralentissent le rythme des départs des Chinois les moins qualifiés. Les envois de fonds de la diaspora pèsent lourd au Tadjikistan, où ils représentent 51 % du PIB, au Liban (36 %) ainsi qu'au Kirghizistan (31%). Déjà transformés en bouée de sauvetage financière pour de nombreuses économies endettées pendant la pandémie, ces envois le deviendront encore plus à l'avenir, juge Dilip Ratha, auteur principal du rapport. Sauf que la source risque de se tarir un peu sous l'effet du ralentissement de l'activité économique dans les pays sources, avertit le rapport. ■

A. BOH.



## Un champion du négoce des céréales rachète un rival

Le géant américain du négoce agricole Bunge a scellé un accord pour racheter son concurrent Viterra pour plus de 8 milliards de dollars. Une opération qui le rapproche de ses rivaux dans un secteur ultra-concentré, dominé par quatre mastodontes internationaux, baptisés les «ABCD», dont B pour Bunge. Le spécialiste de la transformation des graines oléagineuses et notamment du soja, qui s'est initialement développé en Amérique du Sud en 1923, va absorber cette société originaire du Canada contrôlée par le géant suisse des matières premières Glencore. En cumulant son chiffre d'affaires à celui de Viterra, soit un total de 121 milliards de dollars en 2022, Bunge pourrait dépasser son rival américain ADM et se rapprocherait du leader Cargill (165 milliards de dollars l'an dernier),

basé lui aussi aux États-Unis. Le rachat du groupe, implanté au Canada, en Australie et en Europe, et «très spécialisé» dans d'autres cultures comme le blé et l'orge, va permettre à Bunge de se diversifier, a expliqué à l'AFP Damien Vercambre, du cabinet Inter-Courtage. Et ainsi d'être plus résistant face aux chocs et risques climatiques. Pour financer la transaction, les actionnaires de Viterra recevront environ 65,6 millions d'actions de Bunge, d'une valeur estimée à 6,2 milliards de dollars. Ils recevront aussi 2 milliards de dollars en numéraire. Bunge reprend par ailleurs à son compte la dette de Viterra, de 9,8 milliards de dollars. «La fusion devrait être finalisée au milieu de l'année 2024», sous réserve notamment de «l'obtention des autorisations réglementaires», a précisé Bunge. Son PDG actuel, Greg Heckman, dirigera le groupe.

# Le boom de l'IA relance la guerre des puces électroniques

La très forte demande en processeurs dédiés se heurte au quasi-monopole de Nvidia.

LUCAS MEDIAVILLA @Lucas\_Medv  
ET INGRID VERGARA @Vergara\_I

**TECHNOLOGIE** Il y a la partie visible de l'iceberg : le phénomène ChatGPT a cristallisé la démocratisation de l'intelligence artificielle générative. Entreprises, particuliers, organisations publiques... Tout le monde veut pouvoir accéder à ces technologies qui commencent d'ores et déjà à révolutionner certains usages. Moins visible est ce qui se joue dans les profondeurs : cette explosion inattendue et très rapide de la demande entraîne un véritable goulot d'étranglement au niveau de la demande en puces dédiées à l'IA. Car derrière la « magie apparente » des programmes type ChatGPT ou autre CoPilot de Microsoft se cachent des besoins en capacités de calcul inédites et faramineuses. D'abord en amont pour « entraîner » sur des centaines de milliards de données les larges modèles de langage (LLM) sur lesquels s'appuient ces nouvelles technologies. Puis, en aval, pour répondre aux requêtes des utilisateurs finaux de tous ces nouveaux logiciels.

Or dans les serveurs des centres de données où tout se joue, un type de processeurs informatiques s'est révélé particulièrement bien adapté au besoin de paralléliser des tâches et d'effectuer des multitudes de calculs en simultané : les GPU (pour Graphics Processing Unit). Ces composants ont été développés au départ pour les besoins spécifiques du secteur des

« On se bat pour accéder à des GPU, cela limite notre croissance aujourd'hui »

MATTHIEU ROUIF, COFONDATEUR DE L'APPLICATION PHOTOROOM

jeux vidéo. Un acteur s'en était fait le spécialiste : l'américain Nvidia, qui détient aujourd'hui plus de 80 % des parts de marché des GPU dans le monde. L'explosion de son carnet de commandes avec ce boom de l'IA fait flamber la valorisation boursière au-delà des 1000 milliards de dollars. Devenu incontournable sur le marché de ce nouvel « or noir », son quasi-monopole fait planer la crainte d'une pénurie s'il ne peut augmenter sa production à la mesure de la demande. Déjà, les prix se sont envolés, à la fois sur le marché primaire et secondaire.

Ses concurrents, AMD et Intel, sont encore loin pour l'instant de pouvoir combler l'avance de l'américain, même si la PDG d'AMD, Lisa Su, a fait de l'IA sa « priorité stratégique numéro une » et doit présenter un nouveau produit en fin d'année. « Nvidia accompagne aussi beaucoup la recherche en IA pour optimiser au mieux l'utilisation de ses produits et a développé un écosystème logiciel performant », explique Hanan Ouazan, associé chez Artefact. Face à la criticité de la ressource, les grands acteurs du cloud s'organisent. Encore discret sur le projet, Microsoft travaillerait sur une alliance avec AMD pour l'aider à développer des puces dédiées, afin d'offrir une alternative à Nvidia, en plus de ses propres projets. Google et AWS augmentent aussi significativement leurs investissements en interne dans ce domaine. « Il est très important de développer partiellement nos propres puces », explique Adam Selipsky, le PDG d'AWS, au Figaro. « Ce sera dur pour eux de se battre. Ce n'est pas leur cœur de métier, leurs puces sont destinées à leurs data centers maison donc moins ouvertes au res-

Jensen Huang, président et chef de la direction de Nvidia, lors du Keynote Computex, qui s'est déroulé du 29 mai au 2 juin, à Taipei (Taiwan).

ALAMY STOCK PHOTO

te de l'écosystème au contraire de Nvidia », analyse Chris Miller, expert du secteur. Pour l'heure, la demande est telle qu'ils doivent réduire la puissance proposée à des acteurs comme OpenAI et demander à leurs employés un usage précautionneux. « Les LLM deviennent tellement essentiels aux clients que les acteurs du cloud ne peuvent pas se permettre de rater ce virage », souligne Igor Carron, cofondateur de la société LightOn. Si Elon Musk peut se permettre d'acheter 10000 GPU d'un coup pour sa start-up X.AI, il confiait

lui-même au Wall Street Journal qu'« il (était) plus compliqué de trouver des processeurs graphiques que de la drogue ».

Pour les plus petits acteurs, accéder aux capacités de calcul nécessaires est déjà l'enfer. « On se bat pour accéder à des GPU, cela limite notre croissance aujourd'hui », indique Matthieu Rouif, cofondateur de l'application Photoroom. « Il faut compter entre six et dix-huit mois pour accéder à du matériel. C'est une éternité vu la vitesse de développement actuelle de la technologie », ajoute un entrepreneur

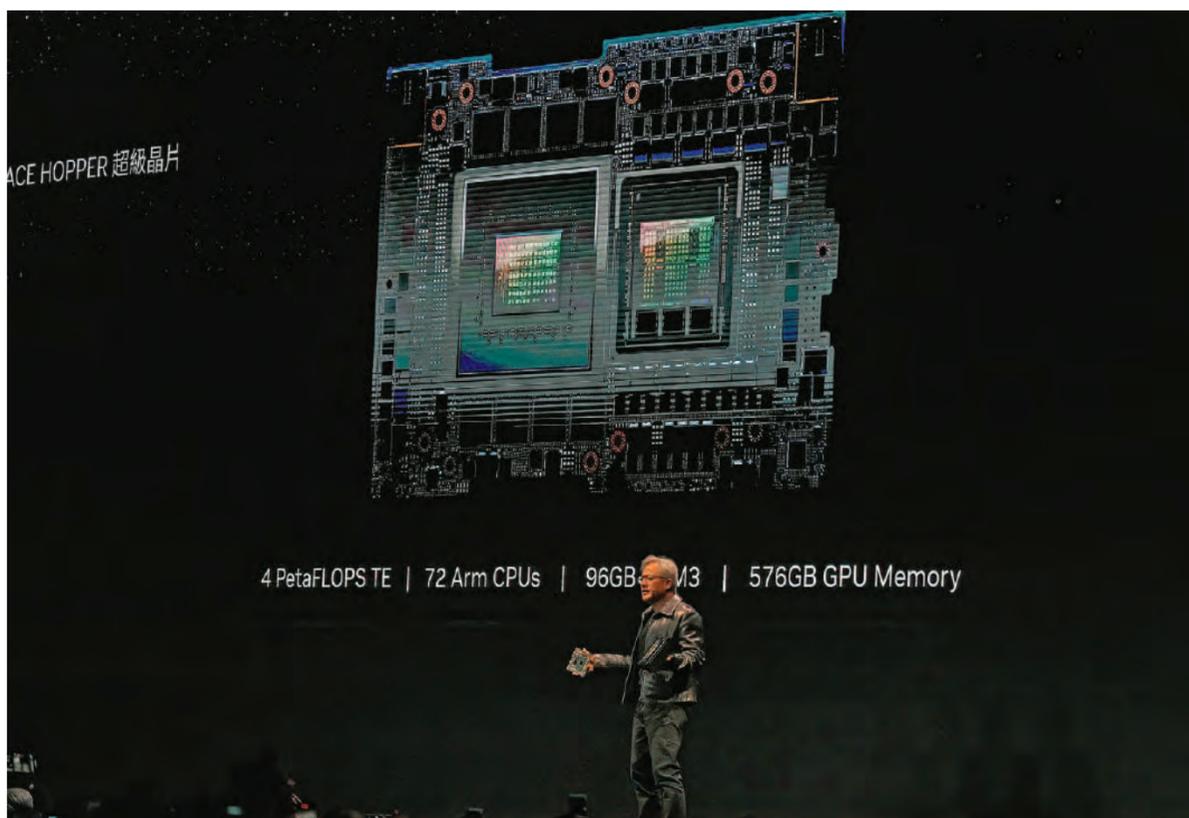
français qui souhaite rester anonyme. « C'est un travail à plein temps de trouver des GPU », insiste Igor Carron. Jensen Huang, PDG de Nvidia, a certes annoncé l'augmentation de sa production, qui repose sur le fondeur taïwanais TSMC, pour suivre la demande. Mais, selon Chris Miller, « cela prendra au moins plusieurs mois pour que l'offre rattrape la demande ». « Tout le monde s'accorde à dire qu'il n'y a pas assez de compétition sur le matériel », conclut Julien Chaumond, cofondateur de Hugging Face. ■



ALY SONG/REUTERS

Trouver des unités de traitement graphique est beaucoup plus difficile que de trouver de la drogue

ELON MUSK, LORS DU WALL STREET JOURNAL CEO COUNCIL SUMMIT, LE 23 MAI 2023



**305** milliards de dollars  
Le poids du marché des puces dédiées à l'IA en 2030 contre 29 milliards en 2022 (source : Next Move Strategy Consulting)

**10 000** unités de traitement graphique (GPU) utilisées pour entraîner ChatGPT (source : UBS)

## Nvidia s'envole en Bourse

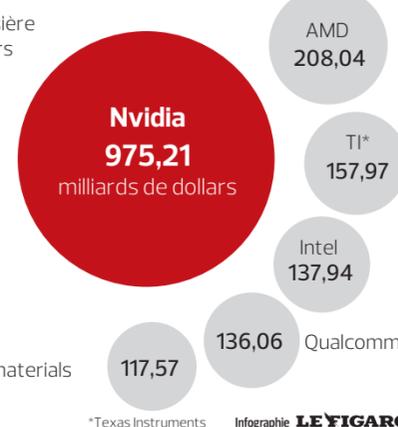
Cours de l'action Nvidia en dollars



## ... et devient la société de puces la plus valorisée

Capitalisation boursière en milliards de dollars au 13 juin 2023

Sa valeur boursière est plus élevée que l'ensemble de ses concurrents cumulés



## L'Europe investit des milliards pour développer des puces d'IA

Il est illusoire de penser qu'on pourra un jour remplacer le moteur de recherche de Google par un ChatGPT

JEAN-RENÉ LÈQUEPEYS, DIRECTEUR ADJOINT DE L'INSTITUT DE MICROÉLECTRONIQUE DU CEA

Le plus gros concepteur de puces dédiées à l'intelligence artificielle générative, Nvidia, est américain. Son partenaire pour produire ces puces, le fabricant TSMC, est taïwanais. Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre le challenge auquel est confronté l'Europe. Coincé entre les États-Unis et l'Asie, le Vieux Continent ne veut pas être spectateur dans la course à la rupture technologique en cours. Côté français, le sujet est bien identifié au plus haut sommet de l'État. Dans un briefing donné lundi en amont de la visite d'Emmanuel Macron ce mercredi à VivaTech, l'un de ses conseillers jouait un défi adressé à l'Europe et à la France : « Va-t-on être capable d'avoir les talents et les capacités de calcul ? »

L'accès aux puces qui permettent les calculs nécessaires et donc

de faire tourner ces logiciels, devient de plus en plus problématique aussi bien pour les acteurs voulant développer leurs infrastructures que ceux se reposant sur les solutions proposées par les grands fournisseurs de cloud.

### Doubler la part de marché

Reste que le coût exorbitant - 10000 dollars pour une puce A100 de Nvidia, et jusqu'à 40000 dollars pour la H100 - associé aux difficultés d'approvisionnement, aboutit à une concentration des capacités aux mains d'acteurs, évidemment américains. « Les très gros hyperscalers comme AWS, Microsoft Azure et Google Cloud sont renforcés », explique Killian Vermersch, cofondateur de Golem.ai, une start-up française qui travaille sur une alternative aux grands modèles de langage sur lesquels se base

OpenAI. La réponse de l'Europe, elle, réside évidemment dans le Chip Act, vaste plan visant à doubler la part de marché de l'Europe dans la compétition mondiale des puces (de 10 % à 20 % d'ici à 2030). Il prévoit 43 milliards d'euros d'investissements partagés entre États membres et Commission. Une partie non négligeable est fléchée vers la recherche et développement des puces les plus avancées.

La semaine dernière, un nouvel accord visant à investir 22 milliards dans 68 projets d'ici à 2032 a aussi été annoncé. Nombre de projets iront vers « le développement de puces d'IA de nouvelle génération », explique l'exécutif européen. Il s'agit d'une petite revanche pour Bruxelles. Au moment des débats sur le Chip Act, certains observateurs s'étaient inquiétés du tropisme sur la production de puces avancées au détriment de celles

plus matures. Ils craignaient que l'Europe ne se trouve avec les fondrières les plus sophistiquées mais sans la demande associée. L'explosion inattendue de l'IA ces derniers mois écarte a priori un tel scénario.

Certains observateurs appellent toutefois à ne pas essayer de poursuivre le modèle de Nvidia à tout prix. « Leurs puces représentent une consommation énergétique aujourd'hui très importante », insiste Jean-René Lèquepeys, directeur adjoint de l'institut de microélectronique du CEA. Selon lui, les caractéristiques et le fonctionnement de ces puces font « qu'il est illusoire de penser qu'on pourra un jour remplacer le moteur de recherche de Google par un ChatGPT ». À l'entendre, le monde aura besoin d'évoluer vers « des puces, moins gourmandes, plus sobres ». « Les fabricants européens auront une carte à jouer », estime-t-il. ■ L.M.

## ÉCONOMIE

Immobilier :  
l'ouverture  
des vanes du  
crédit attendra

Le régulateur propose  
des ajustements techniques  
pour les investisseurs locatifs,  
mais dont l'effet risque d'être limité.

JORGE CARASSO @JorgeCarasso

**IMMOBILIER** Les Français qui espéraient un coup de pouce pour emprunter peuvent être déçus. Malgré une production de crédit en chute libre ces derniers mois (14,4 milliards d'euros en mars 2023 contre 24,5 milliards d'euros un an plus tôt, selon la Banque de France), sur fond de brutale envolée des taux, les règles d'octroi de prêts ne bougeront pas ou peu. Le Haut conseil de stabilité financière (HCSF), qui s'est réuni ce mardi, n'a proposé que des ajustements techniques visant à assouplir à la marge l'octroi de crédit aux particuliers.

« L'évolution de la distribution du crédit n'est pas déterminée par l'offre mais par la demande, qui baisse en raison de l'évolution du coût du crédit, justifie une source proche du HCSF. Les taux remontent rapidement, en lien avec les décisions de politique monétaire qui visent à lutter contre l'inflation. » En clair, le coût des prêts immobiliers, passés de 1% environ sur vingt ans début 2022 à 3,50% aujourd'hui, est déterminant dans la dynamique du crédit. Il y a quelques jours, la Banque de France, qui pilote avec Bercy le HCSF, estimait en outre que la chute du nombre de crédit correspond à « une normalisation

après les exubérantes années de taux d'intérêt trop bas », selon les mots d'Agnès Bénassy-Quéré, sous-gouverneur de l'institution. Il n'est donc pas question de changer de logiciel.

Concrètement, la première mesure consiste simplement à redonner un peu de lest aux banques alors que l'octroi de crédit s'est durci ces dernières années par crainte d'une surchauffe, sous l'impulsion du HCSF. Les banques n'ont plus les mains libres quand elles prêtent. Les mensualités des emprunteurs sont limitées à 35% de leurs revenus et les durées d'emprunt ne peuvent pas aller au-delà de vingt-cinq ans. Les banques peuvent néanmoins déroger à ces règles pour 20% de leur production. C'est sur cette poche que le HCSF va agir.

D'ici quelques jours, le contrôle du respect de cette limite ne portera plus sur un seul trimestre mais pourra être corrigé sur trois trimestres glissants. « Il y a une saisonnalité du crédit, et des délais entre l'offre de crédit et l'obtention de celui-ci. Il s'agit d'opérer un lissage des éventuels à-coups dans la distribution du crédit », explique une source proche du HCSF. Une mesure qui concerne peu le grand public et qui vise avant tout à éviter aux banques de s'autolimiter par peur du gendarme. « Les banques qui étaient contrôlées dans



L'octroi de cette poche vont être plus détendus, ce qui est positif pour les acheteurs », estime toutefois Sandrine Allonier, porte-parole du courtier Vous Financer.

## Mesure ciblée

La deuxième mesure, qui entrera elle aussi en vigueur dans les jours qui viennent, vise à donner un peu plus de place aux investisseurs locatifs. Aujourd'hui, la poche de 20% qui permet de déroger aux règles d'endettement est réservée d'abord aux primo-accédants et aux acheteurs de résidence principales. Seuls 20% de cette réserve est libre d'utilisation et est utilisée par les banques pour financer les investisseurs locatifs. Cette part va pouvoir passer à 30%. Selon le Trésor, ce rehaussement pourrait néanmoins aboutir à une capacité d'achat pour les investisseurs de 250 millions d'euros par mois, soit 3 milliards d'euros par an. « Ce n'est rien au regard de la production de crédit, balaie Sandrine Allonier. Cela va avoir un micro-effet pour certains investisseurs, mais il n'y a pas, dans ces mesures, de quoi relancer le marché. » Les courtiers qui demandaient un as-

souplissement de la règle d'endettement des 35%, pénalisant pour les investisseurs qui ont déjà un crédit, malgré des restes à vivre parfois confortables, n'ont en revanche pas été entendus. « Cette question a été tranchée depuis longtemps et n'a plus vocation à être discutée », rappelle sèchement une source proche du HCSF.

Depuis plusieurs mois, le marché immobilier est à la peine. Les ventes dans l'ancien sont au ralenti, et les prix commencent légèrement à baisser. Ils ont chuté de 1% au deuxième trimestre (mais restent en légère hausse sur un an glissant à 2,9%). La Fnaim, qui publiait ses chiffres ce mardi, s'attend à une baisse des prix de 5%. Dans le neuf, les prix restent orientés à la hausse (4,8% sur un an au premier trimestre). Les ventes ont chuté de 24,6%, à 121 875 unités, par rapport à 2021, une année déjà morose, selon la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI). Annoncées le 5 juin, les mesures issues du comité national de la refondation (CNR) logement (prolongement du prêt à taux zéro, développement du logement locatif intermédiaire...), destinées

Les ventes dans l'ancien sont au ralenti et les prix ont chuté de 1% au deuxième trimestre.

MALGOLA / STOCK.ADOBE.COM

à redonner un coup de fouet au secteur, n'ont pas éclairci l'horizon aux yeux des professionnels.

D'autres mesures encore, cette fois décidées par Bercy, entreront en vigueur dans les jours qui viennent. Tout d'abord, la poursuite de la mensualisation du plafond de l'usure, le taux maximum tout compris - crédit, assurance, frais... - au-delà duquel une banque ne peut pas prêter (4,68% pour les prêts à taux fixes sur vingt ans). Cette mesure, initiée en février, avec pour but de fluidifier l'octroi de crédit à un moment où les taux de marché augmentent rapidement, devait s'arrêter en juillet. Ensuite, un assouplissement des règles pour les crédits aux copropriétés, elles aussi barées par le taux d'usure, quand elles empruntent collectivement pour de lourds travaux de rénovation. « Nous nous félicitons de sa mise en œuvre », a réagi Loïc Cantin, président de la Fnaim, qui plaide depuis des mois pour cette idée. Une mesure ciblée qui, là aussi, mettra de l'huile dans les rouages, mais sans redonner un coup de fouet à la production de crédit. ■

## L'Unedic s'interroge sur l'avenir du paritarisme

Le poids de l'État ne cesse de croître au sein du gestionnaire de l'assurance-chômage.

THOMAS ENGRAND @ThomasEngrand

**SOCIAL** Embellie du côté de l'Unedic, gestionnaire de l'assurance-chômage. Après un excédent de 4,3 milliards d'euros en 2022, l'organisme prévoit un excédent de 4,4 milliards d'euros cette année, ce qui permettra « de maintenir la trajectoire du désendettement » post-Covid, a-t-il annoncé mardi. L'organisme, qui présentait ses prévisions financières à l'horizon 2025, a revu à la hausse son estimation par rapport à ses prévisions publiées en février de 3,8 milliards. Le solde du régime s'accroîtrait ainsi à 5,4 milliards en 2024 et 8,7 milliards en 2025. Et ce, en tablant sur des scénarios extrêmement prudents.

Ces bons résultats sont assez mécaniques. Le budget de l'Unedic reste extrêmement cyclique. Chaque embellie sur le marché de l'emploi augmente à la fois les recettes du régime, avec la hausse des cotisations, et diminue les dépenses, du fait de la baisse des allocations versées. D'où le redressement actuel, alors que le régime accusait un déficit de 17,4 milliards en 2020, en pleine crise du Covid. Mais ce retour à meilleure fortune ne dissipe pas pour autant l'inquiétude des organisations syndicales et patronales gestionnaires du régime. En cause, les interrogations sur la gouvernance de l'assurance-chômage, certains redoutant la fin prochaine du système paritaire propre à la France.

Depuis quelques années, l'État ne cesse en effet de vouloir peser toujours plus sur les décisions. Début 2018, il a notamment imposé « des lettres de cadrage » aux partenaires sociaux qui fixent les objectifs, notamment d'économies à réaliser, limitant de facto leurs marges de manœuvre.

Dénonçant une étatisation du système, une partie des syndicats y voit un passage en force de l'exécutif pour imposer la réforme de l'assurance-chômage de février 2019, alors que les représentants des salariés et du patronat ne parvenaient pas à se mettre d'accord. Une impasse qui a permis au pouvoir politique de reprendre un peu plus la main sur l'Unedic et d'imposer son projet par décret. Le gouvernement a ainsi mis en place l'allongement de la durée de cotisation nécessaire pour pouvoir percevoir une indemnité ou encore la réduction de la durée maximale d'indemnisation lorsque le taux de chômage passe sous les 9%.

Une intrusion mal vécue par plusieurs acteurs. « Cela pose clairement la question de la place des partenaires sociaux qui risquent de se voir cantonner au rôle de figurants, dont l'utilité principale sera d'endosser la responsabilité de décisions en réalité prises par d'autres », avait déclaré à l'époque la CPME, en menaçant de claquer la porte. Pour la CFTC, « l'État fait tout pour tuer le paritarisme », selon les mots d'Eric Courpotin, membre du bureau confédéral.

Les partenaires sociaux doivent, prochainement, se remettre à la table des négociations afin de définir les nouvelles règles de l'assurance-chômage au-delà du 31 décembre 2023.

UNEDIC



Néanmoins, un nouveau round de discussions doit s'engager pour définir les règles au-delà du 31 décembre 2023. Entre l'arrivée de l'été et les quatre mois nécessaires pour faire émerger des compromis, il est grand temps pour les partenaires sociaux de se remettre à la table des négociations.

## Clarifier les rôles

Or, pour l'heure, rien ne bouge. Les syndicats disent attendre la lettre de cadrage du gouvernement pour pouvoir lancer les discussions. « On attend de savoir quelle est leur vision », explique Marylise Léon, numéro deux de la CFDT. D'autres aimeraient passer outre : « On ne veut plus de lettre », défend Denis Gravouil, dirigeant national de la CGT, en charge des

questions d'assurance-chômage. Parmi les sujets de friction, la place que doit occuper l'État à long terme. Certains ont bien conscience qu'il ne sera pas éternellement possible de gouverner sans lui. Surtout depuis que la CSG - une taxe prélevée sur les revenus d'activité, du patrimoine et de remplacement - est venue remplacer les cotisations salariales dans le financement du régime.

De son côté, le gouvernement estime que la balle est dans le camp des partenaires sociaux. « Ça fait partie des sujets que l'on doit clarifier. Il y a quelques mois, il y avait une forte demande des organisations syndicales et patronales. Mais les derniers échos qu'on peut avoir, c'est qu'ils ne souhaitent pas se saisir de ce sujet », de la gouvernance, déclarait fin avril Elisabeth Borne lors d'une rencontre avec l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis).

De fait, des désaccords apparaissent. La CGT « espère reprendre la main » et n'hésite pas à égratigner au passage le Medef, accusé de se satisfaire de la gestion par décret : « Ils ne sont pas contre l'idée de laisser faire le boulot par le gouvernement », reproche Denis Gravouil. Mais, selon la CFDT, « on ne peut plus faire comme si le gouvernement était au-dehors. Il faut clarifier les rôles et responsabilités de chacun », défend Marylise Léon. Ils semblent écarté de prendre totalement le contrôle. Mais dans ce cas ils doivent nous dire quelle place ils veulent prendre », conclut-elle. ■

## EN BREF

SÉCU: ACCORD  
DE REVALORISATION  
DES ORTHOPTISTES

□ L'Assurance-maladie et les orthoptistes ont signé lundi un accord qui revalorise la profession en moyenne de 20% pour la réalisation de champs visuels et 14% pour les actes de rééducation orthoptique (déficience visuelle, strabisme...). En revanche, dans le cadre de la lutte contre la fraude, l'Assurance-maladie baisse la valorisation de l'acte de mesure de l'acuité visuelle et de la réfraction, face aux dérives de facturation de certains centres de santé.

AUTOROUTE: SANEF  
FAIT UNE RISTOURNE  
CET ÉTÉ

□ La société d'autoroute Sanef va accorder cet été 50% de réduction à ses abonnés au télépéage « Liber-t vacances ». Elle répond ainsi à la demande du ministre des Transports, Clément Beaune, d'accorder une ristourne aux automobilistes cet été d'au moins 10% pour ceux qui paient en chèques vacances. Avant Sanef, APRR-Area et Vinci Autoroutes avaient fait un geste pour cet été.

+ @ « Big Business » n° 121 : TotalEnergies, un ami qui veut du bien à EDF

» « C'était devenu trop difficile » : quand les managers jettent l'éponge  
[www.lefigaro.fr/economie](http://www.lefigaro.fr/economie)

# L'inflation aux États-Unis résiste encore

Malgré les hausses de taux, la vigueur de l'emploi dérouté les économistes et complique la tâche de la Fed.

PIERRE-YVES DUGUA @Pdugua  
CORRESPONDANT A WASHINGTON

**CONJONCTURE** Perplexe devant des signaux contradictoires donnés par l'économie américaine, la Réserve fédérale (Fed) semble prête à botter en touche. Une majorité de traders voit la banque centrale ne pas toucher à son taux directeur au terme de la réunion de son comité monétaire mercredi soir. Elle préférerait attendre le 26 juillet, date de sa prochaine réunion, pour éventuellement relever à nouveau le taux auquel elle laisse les banques se prêter des liquidités à très court terme.

Après quatorze mois de hausse vigoureuse, le taux des Fed Funds est passé de zéro à 5-5,25%. Toutefois, les effets de cet ajustement rapide sont loin de s'être manifestés dans tous les circuits de la consommation et de l'investissement. Pour le moment, à la surprise de beaucoup, l'emploi, la consommation et, malheureusement, l'inflation, résistent plutôt bien mieux que prévu à la thérapie de choc. Depuis le début de cette politique monétaire restrictive, mois après mois, les créations de postes dépassent sensiblement les prévisions. Le nombre net d'emplois créés aux États-Unis atteint, depuis le début de l'année 1,6 million. Et les signes de pénurie de main-d'œuvre ne s'évanouissent guère. À la surprise générale, après trois mois de baisse, le nombre d'offres d'emplois non pourvues, en avril, a rebondi, repassant au-dessus de 10 millions.

Comment croire à une récession imminente - tant annoncée - alors que le nombre de licenciements a reculé en avril tandis que le nombre de départs volontaires ne diminue que très lentement? On comptait en avril 1,77 offre par demandeur d'emploi. La divergence, entre d'une part les gros titres de la presse relatifs aux plans sociaux dans la technologie et la finance notamment, et d'autre part les



Jerome Powell, président de la Réserve fédérale, lors d'une conférence de presse, à Washington, le 3 mai.  
KEVIN LAMARQUE/REUTERS

mesures statistiques de l'emploi, très positives, est frappante. L'exception est peut-être la remontée du taux de chômage, de 3,4% en avril, à 3,7% en mai. Pour autant, le niveau reste historiquement très bas, témoin d'une situation de plein-emploi.

Une hypothèse avancée semble se confirmer par nombre de témoignages : les entreprises ont souvent eu tellement de mal à trouver de la main-d'œuvre depuis deux ans, qu'elles évitent pour la plupart de réduire leurs effectifs. Cette situation a des conséquences inflationnistes : les employés sont toujours en position de force pour exiger des augmentations. Les rémunérations au premier trimestre ont grimpé au

rythme de près de 5%, soit bien au-dessus du rythme antérieur à la pandémie, mais reste à peu près équivalent à la hausse des prix.

## Productivité en berne

Tout aussi préoccupant pour la majorité des économistes qui parlent de récession imminente depuis des mois, la productivité faiblit. Aussi les entreprises sont-elles contraintes d'augmenter leurs employés au détriment de leurs marges, sauf si elles peuvent majorer leurs prix. Naturellement celles qui le peuvent, par exemple grâce à l'attrait de leurs marques, comme Coca-Cola ou Procter & Gamble, ne s'en privent pas, ce qui entretient l'inflation.

Dans cette drôle de période qui dérouté les économistes, la confiance des consommateurs est très loin d'avoir retrouvé son niveau antérieur à la pandémie. Ce qui est paradoxal en situation de plein-emploi. Est-ce lié au fait que la politique budgétaire - c'est-à-dire les dépenses de soutien exceptionnelles - en raison de blocages politiques à Washington, est gelée?

Toujours est-il que certains spécialistes se demandent si les indicateurs ordinaires de la conjoncture ne donnent pas une image faussée de la réalité. Le «revenu intérieur brut» (*Gross domestic income* ou RIB) est ainsi en recul depuis maintenant deux trimestres au rythme moyen de 2,8%. Cette mesure

alternative de l'économie est théoriquement égale au PIB. Or ce n'est plus le cas. Le RIB représente la totalité de l'économie sous l'angle des revenus qu'en dégagent les agents (salaires, profits, taxes...). Le PIB qui mesure la totalité des biens et services produits, est lui encore en expansion au rythme moyen de 2% au cours des deux derniers trimestres.

## Relever le taux des Fed Funds

Les experts se perdent en conjectures. Des corrections statistiques interviendront peut-être dans les prochains mois pour réconcilier la divergence entre PIB et RIB. La chute de la productivité, observée depuis cinq trimestres, y est sans doute pour quelque chose. Le retour sur le marché du travail de millions d'Américains qui en étaient sortis durant les confinements, s'accompagne semble-t-il d'une moindre efficacité. Manque de formation, pertes d'habitudes de travail, départs en retraite des employés les plus expérimentés, distractions liées à l'augmentation du nombre d'employés qui insistent pour télétravailler et refusent le retour au bureau cinq jours par semaine? De multiples facteurs sont probablement en jeu.

L'inflation de son côté, dont la dernière mesure était publiée mardi, à 4% sur un an en mai, est tombée à son rythme le plus faible depuis deux ans. Mais l'inflation dite sous-jacente, hors énergie et alimentation, s'est établie encore à 5,3%. Cet indicateur, sur lequel se focalise la Fed est loin de la cible de 2%. Le nouveau numéro deux de la Réserve fédérale, Philip Jefferson, a laissé entendre la semaine dernière, probablement en accord avec le patron de la Fed, Jerome Powell, d'attendre le mois de juillet pour éventuellement relever à nouveau le taux des Fed Funds. La pause dans les hausses, attendue ce mercredi, n'est donc pas censée marquer la fin ou le retournement du cycle monétaire. ■

# L'Europe espère conclure l'accord avec le Mercosur cette année

L'Assemblée nationale vote une résolution posant des conditions à ce traité de libre-échange controversé.

FLORENTIN COLLOMP @fcollomp

**COMMERCE** De l'Assemblée nationale à Brasilia ou Buenos Aires, le feuilleton de l'accord de commerce entre l'Union européenne et le Mercosur est de retour. Depuis quelques mois, les autorités européennes reprennent espoir de voir enfin aboutir cet accord de grande ampleur, très controversé, avec le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay - un serpent de mer depuis plus de vingt ans. Conclu en 2019 après de laborieuses négociations, il avait été laissé au point mort en raison des incendies géants en Amazonie sous la présidence de Jair Bolsonaro. Depuis le retour de Luiz Inacio Lula da Silva au pouvoir au Brésil en novembre, le dialogue a repris sur de nouvelles bases. Non sans nouvelles frictions pour autant.

À l'Assemblée, mardi, les députés français ont voté une résolution posant des conditions à la conclusion de ce traité de libre-échange. À l'initiative de François Ruffin, de La France insoumise (LFI), le texte, non contraignant, demande au gouvernement de s'opposer à un accord soupçonné d'ouvrir la voie au «dumping social» et exige qu'une ratification incombe au Parlement. Le gouvernement a laissé faire, les élus Renaissance apportant d'ailleurs leurs voix au texte, jugé par l'exécutif «pas si loin» de sa position en faveur d'un accord sous conditions. Ce qui a conduit LFI à ne finalement pas voter le texte. Alors

que Paris avait mené la fronde contre le projet avec le Mercosur, la position française est en train de s'aligner peu à peu sur celle de Bruxelles.

L'Europe s'est lancée dans une ambitieuse campagne de séduction vis-à-vis de l'Amérique latine, avec qui les relations ont été négligées. Avant un sommet entre la Communauté d'États latino-américains et Caraïbes (Celac) et l'UE, mi-juillet, à Bruxelles, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, est en tournée cette semaine dans la région. Après le Brésil, lundi, elle était en Argentine mardi, avant de se rendre ensuite au Chili et au Mexique.

À Brasilia, elle a assuré avec optimisme être «près de la ligne d'arrivée» des négociations avec le Mercosur, qu'elle voit aboutir «d'ici à la fin de l'année au plus tard». À Paris, on estime qu'après vingt ans de pourparlers, il ne sert à rien de se précipiter. «L'accord ne nous convient pas en tant que tel», insiste-t-on de source diplomatique française.

## «Méfiance»

Afin de relancer les discussions, l'Europe a soumis aux pays du Mercosur un «instrument additionnel» fixant des conditions sur le respect des accords de Paris sur le climat, la lutte contre la déforestation et les normes

sanitaires et environnementales européennes. Des exigences qui ont refroidi certains pays du Mercosur, dont on attend désormais de connaître la position commune. Lula a dit avoir «expliqué à la présidente von der Leyen les préoccupations du Brésil». Il a dénoncé la «méfiance» et les «sanctions» prévues dans le nouveau projet, dont l'équilibre aurait été modifié. Une loi adoptée par l'Union européenne en avril interdit l'importation de produits comme le cacao, le café, le bois ou le soja provenant de terres déboisées. Le président brésilien dénonce aussi l'ouverture des marchés publics aux entreprises européennes.

Un nouveau round de négociations entre les deux parties est prévu à Buenos Aires à la fin du mois. Les pays du Mercosur devraient y présenter leurs contre-propositions. «Il ne s'agit pas de rouvrir des négociations de l'accord qui relanceraient l'incertitude», pressait la semaine dernière Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission en charge du Commerce, jugeant une conclusion des pourparlers en juillet «faisable».

Lors de sa visite, Ursula von der Leyen n'est pas arrivée les mains vides. Elle a annoncé le doublement, à 10 milliards d'euros, des fonds de l'initiative européenne Global Gateway pour soutenir les projets d'infrastructures, ainsi que 2 milliards pour le développement de l'hydrogène vert au Brésil.

L'Europe est le premier investisseur en Amérique latine. Elle entend consolider ces relations, dans un contexte géopolitique mouvant. La rivalité avec la Chine et la guerre en Ukraine renforcent la nécessité pour elle de diversifier ses approvisionnements. L'Amérique du Sud regorge de minerais et de ressources énergétiques.

L'accord de commerce avec le Mercosur, le plus ambitieux jamais conclu par l'Union européenne, lui permettrait de cimenter des liens avec «des pays qui veulent rester non alignés». «Sans cet accord, le Brésil et l'Argentine, très courtisés par la Chine, signeront des accords avec elle, et leurs matières premières se retrouveront en Chine et pas en Europe», met en garde une source européenne. ■

Sans cet accord, le Brésil et l'Argentine, très courtisés par Pékin, signeront des accords avec elle et leurs matières premières se retrouveront en Chine et pas en Europe

SOURCE EUROPÉENNE



Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et Luiz Inacio Lula da Silva, président brésilien, lundi, au palais du Planalto, à Brasilia. EVARISTO SA/AFP

## ENTREPRISES

## Chronopost accélère dans l'alimentaire et les médicaments

La filiale de La Poste, spécialisée dans le transport express, parie sur ces deux segments très porteurs.

JEAN-YVES GUÉRIN @jyguerin  
A CHILLY-MAZARIN (ESSONNE)

**TRANSPORT** C'est un immense entrepôt (1900 m<sup>2</sup>) avec une hauteur sous plafond digne d'une cathédrale. Ici, une pile de colis contenant des box avec des plats préparés à la marque Quitoque. Là, encore des box alimentaires, cette fois-ci signées HelloFresh. Des opérateurs les chargent sur des tire-palettes. D'autres les mettent sur un tapis roulant qui les dispatche suivant leur destination. Il a beau faire 30°C à l'extérieur, les ouvriers portent une polaire, car dans cette chambre froide géante la température ne dépasse pas les 2°C.

Bienvenue à Chilly-Mazarin (Essonne), dans le nouveau site de Chronofresh. Il jouxte celui de Chronopost Healthcare, consacré à la logistique de produits médicaux, en activité aussi depuis fin 2022. «L'année dernière, nous avons éga-

lement ouvert en région lyonnaise un site pour Chronofresh et un pour Chronopost Healthcare, affirme Benoît Frette, président de Chronopost. En tout, ces nouvelles implantations représentent un investissement de 22 millions d'euros.»

Des sommes significatives pour cette filiale de La Poste, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,7 milliard en 2022 et ne communique pas le montant de ses profits. Mais le roi de la livraison express veut accélérer sa diversification. Après deux années de développement au pas de charge, son cœur de métier, qui consiste à livrer des colis aux entreprises et aux particuliers, connaît un certain ralentissement. La croissance n'est plus qu'à un chiffre.

En revanche, Chronofresh, qui livre des produits alimentaires frais (chocolats Valrhona, surgelés Picard, fromages, légumes...) à des restaurateurs ou à des particuliers, a vu ses ventes grimper de 23% en 2022. Soit un chiffre d'affaires de

Entrepôt Chronopost Healthcare, consacré à la logistique de produits médicaux, à Chilly-Mazarin. CEDRIC HELSLY/CHRONOPOST



**20%**  
du chiffre d'affaires de Chronopost devrait être généré en 2025 par Chronofresh et Chronopost Healthcare

120 millions. Avec des ventes de 160 millions, Chronopost Healthcare, qui assure notamment la logistique de vaccins, de médicaments ou de greffons, a enregistré une croissance de 11% en 2022. «En 2025, nous pensons que ces deux activités cumulées représenteront 20% de nos ventes, contre à peu près 15% aujourd'hui», souligne Benoît Frette.

### Camions réfrigérés

Car Chronopost ne part pas de zéro dans ces domaines. Chronofresh a été lancé il y a huit ans, Chronopost Healthcare il y a trois ans, mais cette activité existait déjà dans le groupe. Avant qu'elles inaugurent leurs quatre hubs fin 2022, ces deux divi-

sions en exploitaient déjà trois. Pour lancer Chronofresh, les dirigeants de Chronopost avaient fait en 2014 un voyage d'étude au Japon, où la livraison de produits frais sous forme de colis est très développée. «Nous avons compris que dans les zones rurales, il fallait mutualiser les livraisons», raconte Christophe Desgens, président de Chronofresh. En clair, mettre dans la même camionnette des colis alimentaires dans des sacs isothermes et des colis comprenant des vêtements ou des livres commandés sur internet.

Chronofresh a ajouté sa patte en se dotant d'appareils qui contrôlent tout au long du trajet la température des produits alimentaires. Une fonction essentielle aussi pour

Chronopost Healthcare, qui a notamment livré aux hôpitaux et aux pharmacies des doses de vaccins anti-Covid à -20°C. D'ailleurs, à Chilly-Mazarin, Chronopost fabrique sa propre glace destinée à maintenir à bonne température produits médicaux et alimentaires.

Mais la montée en puissance de ces deux activités n'est pas un long fleuve tranquille pour Chronopost. L'explosion des prix de l'électricité constitue un souci pour un acteur grand consommateur d'énergie à cause de ses chambres froides. Aujourd'hui, les marges de ces divisions sont «correctes», selon Benoît Frette. Il ne faudrait pas que l'inflation des prix de l'énergie ne rende l'équation insoluble. ■

## Bruxelles va encadrer les agences de notations vertes

La mesure de la performance environnementale et sociale des entreprises est une clé de la finance durable.

Si un fournisseur de notations ESG vend des services de conseil à une entreprise, il ne devrait pas pouvoir noter cette entreprise

THIERRY PHILIPPONNAT, CHEF ÉCONOMISTE DE L'ONG FINANCE WATCH

ANTONIA PRZYBYLSAWSKI  
@AntoniaPrisbils  
A BRUXELLES

**EUROPE** «Apporter plus de transparence et d'intégrité au marché.» Tel est l'objectif affiché mardi par la commissaire européenne chargée des Services financiers, Mairead McGuinness. Dans la ligne de mire de l'Irlandaise, l'amélioration de la fiabilité et de la transparence des agences de notations «ESG», qui octroient des notes en fonction de la performance environnementale, sociale et de gouvernance des entreprises.

Pilier de la finance durable, ces notations ont un impact de plus en

plus important sur le fonctionnement des marchés de capitaux et sur la confiance des investisseurs dans les produits durables, en «fournissant des sources d'information essentielles pour les stratégies d'investissement, la gestion des risques et les obligations d'information des investisseurs et des institutions financières», explique la Commission européenne dans son projet législatif.

Malgré un marché en plein essor qui couvrirait en mars près de 2740 milliards de dollars d'actifs à l'échelle mondiale, selon le fournisseur de données Morningstar, l'exécutif européen estime qu'il «ne fonctionne pas

correctement, les besoins des investisseurs et des entités notées en matière de notations ESG n'étant pas satisfaits et la confiance dans les notations étant ébranlée».

### Conflits d'intérêts

Pour y remédier, Bruxelles mise sur la transparence. Les agences de notations ESG qui proposent d'autres services financiers, tels que le conseil, ou l'émission et la vente de notations de crédit, devront, si le texte européen est adopté, se séparer de ces activités afin d'éviter les conflits d'intérêts. Les poids lourds du marché, Moody's, S&P ou MSCI, devraient ainsi se soumettre à ces règles, sous

peine d'une amende pouvant aller jusqu'à 10% du chiffre d'affaires annuel. «C'est une proposition qui va dans le bon sens, analyse Thierry Philipponnat, chef économiste de l'ONG Finance Watch. Si un fournisseur de notations ESG vend des services de conseil à une entreprise, il ne devrait pas pouvoir noter cette entreprise.»

Les fournisseurs de notations ESG devront être agréés et supervisés par l'Autorité européenne des marchés financiers (Esma), afin de garantir la qualité et la fiabilité de leurs services et protéger ainsi les investisseurs.

La proposition de l'exécutif européen marque un tournant en

exigeant la clarification des objectifs de notations ESG. «C'est une première mondiale, se réjouit Thierry Philipponnat, chef économiste de l'ONG Finance Watch. La Commission demande aux agences de préciser à l'avenir si elles évaluent l'impact financier des questions environnementales et sociales sur les comptes d'une entreprise ou, à l'inverse, l'impact de l'entreprise sur l'environnement et la société, ce qui est fondamental».

Reste à savoir si l'ambition de cette proposition survivra aux négociations à venir au Parlement européen et parmi les États membres. Le lobbying s'annonce intense. ■

## LES DÉCIDEURS

nominations@lefigaro.fr

### SAAD BOUCHEHBOUN Happn

L'application de rencontre Happn désigne Saad Bouchehboun chief technology officer, en charge de la technologie. Celui-ci siégera également au comité de direction. Passé par BlaBlaCar ou Leboncoin, il supervisera quarante personnes chez Happn, avec la mission d'impulser une culture d'innovation.

### PIERRE-EMMANUEL CHARTIER

#### Mercedes-Benz

Après vingt-huit ans dans le groupe, l'actuel président de Mercedes-Benz Belgique-Luxembourg et Pays-Bas, Pierre-Emmanuel Chartier, prendra les rênes de la filiale française le 1<sup>er</sup> août. Il succède à Reiner Hoeps, à ce poste depuis six ans, qui dirigera désormais la branche espagnole de la marque d'automobiles.

### SOPHIE SIDOS-VICAT CCE

Le conseil d'administration a élu Sophie Sidos-Vicat à la présidence des Conseillers du commerce extérieur de la France (CCE). L'actuel titulaire, Alain Bentéjac, passera la main le 29 juin à cette vice-présidente du holding familial Vicat, descendante de Louis Vicat, l'inventeur du ciment artificiel.



### Un ex-apprenti devient président des Compagnons du devoir

Habituellement, les Compagnons du devoir se choisissent un patronyme qui juxtapose une région et un trait de caractère.

Christian Pons aurait pu se faire appeler «Occitan la fidélité». Quarante ans après son arrivée dans l'association de formation aux professions traditionnelles en tant qu'apprenti, du haut de ses 16 ans, il en assume désormais la présidence. Élu début mai, sa mission consiste à étoffer le nombre d'engagés qui s'élève aujourd'hui à 12 000. Il compte mener une réflexion sur l'adaptation du mouvement aux dernières générations. «Elles cherchent du sens, et nous proposons de leur en donner», martèle-t-il.

Ayant grandi à proximité de Cahors (Lot), il souhaitait suivre les traces de son père, artisan charpentier couvreur. À un détail près : il tenait à quitter le giron paternel et à s'inscrire ailleurs. Grâce au bouche-à-oreille, il a trouvé une autre famille, celles des Compagnons du devoir avec lesquels il s'est lancé dans son tour de France.

Pendant plusieurs années, il en a exploré les différentes implantations, au rythme d'une à deux villes par an, en qualité de salarié. En 1990, il a accédé au statut de compagnon et décidé, à l'instar de la plupart de ses camarades, d'endosser des responsabilités au sein

de l'institution. Alors que ses pairs y passent deux à trois ans, il lui a consacré quasiment trois décennies. D'abord intervenant, il a évolué comme prévôt, c'est-à-dire directeur d'un site. «Cela m'a permis de découvrir les trente métiers auxquels nous conduisons», souligne-t-il.

### De nouveaux horizons

Initié au bois, il a rapidement voulu élargir son spectre à l'ensemble de l'immobilier. En 2007, il a été promu directeur du patrimoine, chargé de la construction et de l'entretien des logements et des salles de classe des jeunes. Achevant un cycle de dix ans, en 2017, il a cédé le flambeau pour partir à la conquête de nouveaux horizons. Cela coïncidait avec le cap des cinquante ans, signant son changement de vie.

Il a rejoint le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). Durant trois ans, il a multiplié les allers-retours entre le siège, en banlieue parisienne et son domicile angevin (Maine-et-Loire). En 2020, il a saisi l'opportunité de s'épargner ces voyages à répétition en ralliant CNP Assurances, pour superviser les immeubles sur ses terres, s'occuper de l'environnement de travail et de la gestion énergétique.

MAUD KENIGSWALD  
mkenigswald@lefigaro.fr

### PASCAL VINET Air liquide



Air liquide annonce plusieurs promotions au sein de son comité exécutif, un an après la nomination de

François Jackow comme directeur général du groupe. Parmi les changements, Pascal Vinet (notre photo) devient directeur général adjoint, Armelle Levieux évolue en tant que directrice de l'innovation et François Abrial endosse le rôle de secrétaire général. Il s'agit de «changements dans la continuité», sans départs ni arrivées, à l'image de la politique de mobilité interne de l'entreprise.

### JOANNES SOËNEN Jules

Ancien président de Celio et de Camaïeu, Joannes Soënen remplace Franck Poillon à la direction générale de Jules. Ce dernier quitte la société après y avoir consacré quatorze ans, dont deux comme DG : il avait commencé l'aventure en 2009, en qualité de juriste chez HappyChic, qui regroupe Jules, Pimkie, Bizbee, Rouge-Gorge et Grain de malice. Le nouveau patron, Joannes Soënen, avait pris la tête de Celio en septembre 2020, alors que la marque de mode masculine était en mauvaise posture. Menant un plan de sauvegarde, il a aussi retravaillé son concept, son offre ainsi que son image. Chez Jules, qui est récemment devenu entreprise à mission, il devra notamment piloter la politique RSE.

M. K.

24 ENTREPRISES

# À 60 ans, l'hypermarché se réinvente pour trouver une nouvelle jeunesse

Cette invention française a connu un succès colossal jusqu'aux années 2000. Elle doit aujourd'hui évoluer.

MARIE BARTNIK @mariebartnik

**DISTRIBUTION** En ce samedi, les clients se pressent à Saint-Geneviève-des-Bois (Seine-et-Oise) pour l'ouverture d'un magasin Carrefour. Tous sont ébahis par le gigantisme et l'abondance : des linéaires sur 2 500 mètres carrés, 15 mètres de rayon boucherie, dix mètres de crèmerie, douze caisses enregistrés. Ce jour-là, 5 200 clients y font leurs courses. Le succès est tel qu'il faut fermer plusieurs fois le magasin pour le réapprovisionnement.

Nous sommes le 15 juin 1963. Ce magasin Carrefour, le second de l'enseigne, est le premier d'un format dont le nom n'a pas encore été inventé : l'hypermarché. Jean-Jacques Osmond, 11 ans, passe sous les jambes des clients pour entrer le premier à acheter un paquet de chewing-gum. « J'étais émerveillé de pouvoir toucher les produits, ce qui était interdit dans les épicerie de l'époque », se souvient-il.

L'hypermarché : cette innovation se répandra dans le paysage commercial de la France des Trente Glorieuses puis essaimera partout dans le monde, avant d'être décrété, dans les années 2000, comme un symbole de la société de consommation. À 60 ans, il reste toutefois incontournable. « Cela fait des années que j'entends prédire la mort de l'hyper. Pourtant, il reste de loin le premier format de distribution alimentaire en France », relève Gaëlle le Floch, directrice chez Kantar. Les Français y font encore 40 % de leurs courses, contre 32 % en supermarchés et 7,6 % dans des magasins de proximité. 89 % de la population s'y rend au moins une fois par an. En crise ces dernières années, il a su se réinventer pour recoller aux aspirations des clients.

### Le magasin d'une société plus homogène

En 1963, l'hypermarché incarne la modernité commerciale. Le secteur de la distribution est alors aux mains d'une multitude de petits commerçants qui servent leurs clients en contrepartie de prix élevés. Alors que l'industrie de l'après-guerre commence à produire en masse des biens de consommation, les commerçants continuent de les leur vendre « au compte-gouttes », selon la formule d'Alfred Sauvy. La France compte alors seulement 63 magasins en libre-service pour 1 million d'habitants, bien moins qu'ailleurs en Europe, constate l'historien Jean-Claude Daumas.

Le génie de Marcel Fournier et des frères Defforey, les trois fondateurs savoyards de Carrefour, consiste à



Ci-dessus, le 15 juin 1963, 5 200 clients affluent lors de l'ouverture du premier Carrefour de France, à Sainte-Geneviève-des-Bois. Soixante ans plus tard, le distributeur souhaite retrouver l'esprit discount des origines.

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA RAPHO, JULIEN KNAUB/CARREFOUR

adapter la recette américaine du supermarché en libre-service à la société française. Ils y incorporent une pincée de discount, formule inventée quelques années plus tôt par Édouard Leclerc. Contrairement au modèle américain, le premier Carrefour de Sainte-Geneviève-des-Bois rejette le modèle de la promotion au profit de petits prix permanents sur tous les produits. Il vend « tout sous le même toit », de l'alimentaire et du non-alimentaire, ce que Walmart ne fera que bien plus tard, et met à la disposition des clients un parking et une station-service. Le magasin de Sainte-Geneviève-des-Bois « donne à voir la représentation de l'abondance », écrit la presse de l'époque. « C'était parti pour un succès colossal, que nous avons exporté sur les cinq continents », raconte Alexandre Bompard, actuel PDG de Carrefour.

Après ce premier succès, l'enseigne en ouvre de plus en plus grands. Celui de Vitrolles (22000m²) bat tous les records en 1971. L'hyper de Sainte-Geneviève-des-Bois est agrandi plusieurs fois (8500 m² aujourd'hui). Les rivaux suivent. En 1977, la France compte 337 hypers, 2300 en 2023. Lorsque la France est quadrillée d'hypers très rentables, Carrefour et Auchan en profitent pour partir à la conquête du monde en exportant ce format de magasin particulièrement adapté aux pays dont la croissance est portée par une classe moyenne émergente. En 1989,

109 hypers ont été montés à l'étranger par des enseignes françaises. « Entre la fin des années 1960 et le début des années 2000, l'hyper a offert des repères communs à une société de salariés relativement homogène, explique Vincent Chabault, sociologue à l'université Paris Cité et auteur de *L'Éloge du magasin*. Tout le monde n'achetait pas la même chose, mais tout le monde se retrouvait à l'hypermarché. »

### L'arrivée du hard discount et de l'e-commerce

À partir des années 1990, la consommation des Français se complexifie et se segmente. Entre le hard discount (Aldi débarque en France en 1988) et le développement d'une offre plus qualitative en centre-ville, l'hyper peine à trouver sa place. La génération qui l'a adopté en masse, celle des baby-boomers, vieillit. Pis. Leurs enfants, n'y trouvent plus leur compte, même lorsqu'ils fondent une famille. Quarante ans après l'ouverture du premier hyper, y faire ses courses prend des allures de corvées. « Au début des années 2000, il n'incarne plus la modernité commerciale », estime Vincent Chabault. Sa part de marché commence à reculer en 2004.

Chez Carrefour, puis chez Auchan, les déboires de l'hyper entraînent de longues années de crises rythmées par des vagues de dirigeants. L'essor de l'e-commerce et

des magasins de proximité accentue le déclin de l'hyper. « Les très grands formats n'ont pas renouvelé leur clientèle. Mais il serait injuste de dire que les plus petits hypers, en deçà de 7500 m², sont en déclin », estime Gaëlle le Floch. Ceux des distributeurs indépendants (Leclerc, Inter-marché et Système U) n'ont pas souffert comme ceux de Carrefour et Auchan. Leurs hypers sont plus petits, proposent moins de produits non alimentaires et sont gérés par des chefs d'entreprise indépendants qui ont su adapter leur offre à leurs clients. « Ces enseignes ont fait de leurs hypers des petites unités centrales autour desquelles gravitent leurs autres formats, et notamment le drive, l'un nourrissant l'autre », explique Gaëlle le Floch.

Chez Casino, dont les hypers Géant ont souffert, le PDG Jean-Charles Naouri a fait figure de pionnier en menant une politique drastique de réduction des surfaces, une stratégie un temps copiée par Carrefour. L'inventeur du concept s'échine depuis vingt ans à relancer ses hypers, notamment en redevenant compétitif en prix. Pour financer cette stratégie, le groupe a cédé de nombreuses filiales à l'étranger. Auchan a fait le même retour en arrière en vendant sa filiale chinoise...

Longtemps, leurs efforts n'ont pas été couronnés de succès. « Quand je suis arrivé à la tête de Carrefour en 2017, tout le monde m'a dit : comment vas-tu faire puisque l'hypermarché

est mort ?, se souvient Alexandre Bompard. Moi, j'étais convaincu que sa promesse du choix, du prix et de la promo était très puissante. Nos hypers ont gagné 350 000 clients l'année dernière. C'est une belle performance pour un format moribond. »

Pour remettre ses hypermarchés au goût du jour, Carrefour a procédé par étapes. Il a d'abord mis l'accent sur la satisfaction client et réduit la taille de ses plus grands hypers. Quand cette stratégie n'était pas suffisante pour enrayer les pertes, les points de vente étaient passés en location-gérance, c'est-à-dire en partie cédés à des entrepreneurs. Après l'été, ce sera le cas de 62 des 248 hypers français de Carrefour.

### Améliorer son image-prix

Ce n'est que l'an dernier que le distributeur estime avoir trouvé la martingale pour relancer durablement ses hypers. « Nous voulons être fidèles à la promesse des origines et surprendre, résume Alexandre Bompard. Quand on s'embourgeoise, on surprend moins. » Chez Carrefour, la méthode qui a permis de retrouver l'esprit discount des origines est baptisée Maxi. Elle consiste en une palette de mesures renforçant la compétitivité de l'hyper et améliorant son image-prix. Réduction de l'assortiment de 10 %, meilleure exposition des marques de distributeur et des produits premiers prix, exposition des produits sur palettes pour gagner en efficacité, gestion plus fine des assortiments et des ruptures grâce à la digitalisation... Cette méthode sera déployée dans tous les hypers français du groupe d'ici fin 2024. Elle se traduit par une amélioration de la satisfaction des clients. « Nous n'irons pas contre les tendances lourdes du commerce que sont la forte croissance des ventes en ligne et de la proximité, poursuit Alexandre Bompard. Mais transformé, l'hyper peut contribuer à notre croissance et rester au cœur du modèle. »

Chez Auchan aussi, ces points de vente ont vocation à rester au cœur du dispositif. Ils alimentent tous les formats de magasins alentour en produits frais et cuisinés. « Les produits qui sont cuisinés dans nos hypers sont à la fois frais et compétitifs car les process y sont industrialisés », explique Philippe Brochart, le directeur général d'Auchan France. Il compte aller plus loin : un projet de ferme urbaine adossée à un hyper est sur le point de voir le jour, qui l'alimenterait en légumes et en produits frais. Ce pilote a vocation à être déployé. Du parking implanté en périphérie à la ferme urbaine, l'hyper n'a pas fini d'épouser les nouvelles façons de vivre et de consommer des Français. ■

### LA SÉANCE DU MARDI 13 JUIN

LE CAC						LA VALEUR DU JOUR							
JOUR	%VAR.	+HAUT/JOUR	+BAS/JOUR	%CAPECH	31/12	JOUR	%VAR.	+HAUT/JOUR	+BAS/JOUR	%CAPECH	31/12		
AIR LIQUIDE	+0,57	159,44	157,32	+0,15	+19,98	MICHELIN	+0,14	27,9	+1,45	28,14	+0,208	+7,37	
AIRBUS	+0,46	130,78	129,04	+0,14	+17,13	ORANGE	-0,98	10,288	-0,98	10,406	+0,191	+10,85	
ALSTOM	+0,84	27,9	27,41	+0,27	+21,25	PERNOD RICARD	+0,7	2019	+0,7	2023	199,95	+0,136	+9,88
ARCELORMITTAL SA	+1,73	25,89	25,46	+0,38	+5,07	PUBLICIS GROUPE SA	+0,9	74,06	+0,9	74,32	73,1	+0,145	+24,64
AXA	+0,57	26,495	26,03	+0,25	+1,25	RENAULT	+0,88	34,225	+0,88	34,4	33,795	+0,336	+9,43
BNP PARIBAS ACT.A	+0,44	56,93	56,12	+0,21	+6,44	SAFRAN	+0,56	139,28	+0,56	140,26	137,96	+0,112	+19,12
BOUYGUES	-0,86	30,21	29,58	+0,306	+6,38	SAINT GOBAIN	+3,11	56,67	+3,11	56,84	55,43	+0,278	+24,14
CAPGEMINI	+0,75	176,4	173,7	+0,193	+12,18	SANOFI	-1,15	93,93	-1,15	94,83	93,72	+0,133	+4,55
CARREFOUR	-0,85	16,57	16,075	+0,311	+3,87	SCHNEIDER ELECTRIC	+1,25	166,24	+1,25	167,24	165,36	+0,138	+27,17
CREDIT AGRICOLE	+0,59	10,854	10,706	+0,208	+10,41	SOCTETE GENERALE	-0,19	23,26	-0,19	23,515	23,025	+0,364	-0,94
DANONE	+0,06	53,98	53,12	+0,194	+9,36	STELLANTIS NV	+1,74	15,548	+1,74	15,586	15,368	+0,108	+17,17
DASSAULT SYSTEMES	+1,01	41,5	40,77	+0,076	+22,9	STMICROELECTRONICS	+0,47	45,63	+0,47	46,25	45,33	+0,232	+38,29
ENGIE	+0,37	14,236	13,98	+0,164	+5,77	TELEPERFORMANCE	+3,81	15,67	+3,81	15,7	15,28	+0,912	+29,64
ESSILORLUXOTTICA	+1,03	167,58	165,72	+0,099	-1	THALES	+1,48	133,35	+1,48	133,45	131,65	+0,1	+11,78
EUROFINS SCI.	-0,03	59,88	58,96	+0,197	-11,21	TOTALENERGIES	+0,39	54,16	+0,39	54,72	53,72	+0,184	-7,66
HERMES INTL	+0,4	2012,5	1969	+0,047	+37,15	UNIBAIL-RODAMCO-WE	-0,74	46,84	-0,74	46,98	45,7	+0,326	-3,68
KERING	+1,02	519,2	508,8	+0,136	+8,29	VEOLIA ENVIRON.	-0,79	28,84	-0,79	29,18	28,79	+0,249	+20,17
L'OREAL	+0,48	409,3	402	+0,056	+21,81	VINCI	-0,39	106,74	-0,39	107,54	105,88	+0,154	+14,42
LEGRAND	+2,09	93,22	91,8	+0,239	+24,14	VIVENDI SE	+1,72	8,12	+1,72	8,21	8,09	+0,309	-8,66
LVMH	+0,85	850,1	834,5	+0,058	+23,83	WORLDLINE	-0,28	35,84	-0,28	36,34	35,51	+0,164	-1,89

### LES DEVISES MONNAIE 1 EURO=

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,5922	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4403	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8585	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,455	HKD
JAPON	YEN	150,62	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9784	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,0793	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,342	TND
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	25,5471	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	33,24	EGP
CHINE	YUAN	7,7167	CNY
INDE	ROUPIE	88,863	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	146,22	DZD

### L'OR VEILLE 31/12

Cotation quotidienne assurée par Or en Cash <https://www.orencash.fr/investissement/>

Lingot 1kg	58 074,48€	+5,93%
Lingot 100g	5 818,45€	+0,47%
Lingot 50g	2 912,22€	-0,64%
Lingot ONCE (31,10g)	1 817,42€	-0,69%
Lingot 10g	591,94€	-1,02%
Lingot 2,5g	155,91€	-3,78%
20FR NAPOLÉON	362,52€	+5,71%
20FR SUISSE	357,47€	+5,76%
SOUVERAIN	452,22€	+6,4%
KRUGGERAND	192,25€	+3,46%
50 PESOS	2 307,27€	+5,79%
10 DOLLARS	943,45€	+5,41%
20 DOLLARS	1 887,91€	+5,53%

### LA VALEUR DU JOUR vguillemard@lefigaro.fr

## Avec la pépite australienne Tesserent, Thales se renforce dans la cyber

Thales se renforce dans la cybersécurité, un domaine où le groupe de défense et de hautes technologies, est déjà leader avec 1,5 milliard d'euros de ventes en 2022. Le français a annoncé, ce mardi, avoir signé un accord ferme avec la pépite technologique australienne Tesserent, pour acquérir 100 % de son capital, pour une valeur d'entreprise de 107 millions d'euros. L'offre amicale est soutenue « à l'unanimité » par le conseil d'administration et l'équipe dirigeante de Tesserent. Le « closing » de l'opération est prévu fin 2023. Ensuite, la société sera retirée de la cote.

En rachetant Tesserent, leader de la cybersécurité en Australie grâce à des contrats avec les administrations et des entreprises critiques (infrastructures, banques...) du pays, Thales se renforce en Asie-Pacifique, une région en pleine croissance. Mais aussi dans un pays qui a vu, comme beaucoup d'états qui soutiennent l'Ukraine contre la Russie, doubler les attaques cyber contre ses inté-

rêts, notamment fin 2022 contre son opérateur de télécoms. « Nous renforçons nos activités en Australie où nous sommes déjà un partenaire de premier rang des armées australiennes et nous n'avons pas d'activité cyber », explique Pierre-Yves Jolivet, directeur de la branche cyber de Thales.

Tesserent apporte un chiffre d'affaires de 110 millions d'euros et, surtout, 500 experts cyber ainsi que deux centres de supervision de cybersécurité (SOC), qui viennent renforcer l'expertise de Thales, forte de 4000 spécialistes dans ce domaine pointu, et son réseau mondial de neuf SOC répartis entre l'Europe, les États-Unis, Singapour ou encore le Maroc. Avec Tesserent, Thales poursuit sa politique d'acquisitions ciblées, après l'annonce, en 2022, des rachats des sociétés européennes S21sec, Excellium et OneWelcome. Le titre Thales s'est apprécié de 1,45 % en Bourse, à 133,25 euros. ■

**CLÔTURE  
DU CAC 40  
+0,56 %**  
à 7 290,80 points



# L'hebdomadaire catholique «Le Pèlerin» a foi en son avenir

Le titre fondateur du groupe de presse Bayard fête ses 150 ans d'existence cette semaine.

CLAUDIA COHEN @ClaudiaECohen

**PRESSE** Le Pèlerin, le plus ancien des hebdomadaires d'actualité de la presse française souffle, cette semaine, sa 150<sup>e</sup> bougie. Le magazine d'inspiration catholique, titre fondateur du groupe Bayard, voyait le jour en 1873, à l'époque des premiers pèlerinages de Lourdes. Il était alors conçu comme un simple bulletin pratique de liaison du conseil général des pèlerinages.

C'est cinq ans plus tard qu'il est refondé «sur la base d'un hebdomadaire d'information, d'une revue qui va s'étoffer, se diversifier», jusqu'à «devenir une sorte de Paris Match catho de la France rurale». Et culminer à 650 000 exemplaires dans les années 1960 et 1970, rappelle l'actuel directeur de la rédaction, Samuel Lieven.

Aujourd'hui, Le Pèlerin a foi en son avenir avec son positionnement d'hebdomadaire d'actualité, catholique et populaire, malgré la baisse de la presse papier et de la pratique de la religion dans le pays. À l'occasion de son anniversaire, un numéro collector 150 ans du Pèlerin sera disponible en kiosque dès jeudi. Ce hors-série se plonge dans les archives de l'hebdomadaire, en revenant sur les grands événements, les évolutions et les crises qui ont traversé notre territoire au fil des décennies.

Pour attirer de nouveaux curieux, Le Pèlerin a fait le choix ces dernières années d'élargir sa couverture éditoriale. Il a ouvert ses pages à la photo d'actualité, aux thématiques environnementales, et étoffé ses rubriques culture et télévision. Ces dernières côtoient les «rubriques proprement spirituelles», disponibles en fin de journal. L'hebdomadaire explique continuer à revendiquer son iden-

**98 012**  
exemplaires  
Diffusion France payée  
du «Pèlerin»  
en 2022



Samuel Lieven, directeur de la rédaction du Pèlerin.

tité chrétienne sans «mettre des curés à toutes les pages», ni s'inscrire dans un «catholicisme politique et identitaire». Loin de l'esprit de «reconquête» de ses débuts, antirépublicain, antimaçonnique et antisémite, Le Pèlerin «a évolué avec son histoire», fait valoir le titre.

Le magazine, qui compte désormais une quarantaine de journalistes au sein de sa rédaction, peut compter sur un lectorat fidèle, avec une diffusion France payée de 98 012 exemplaires en 2022 (-9,3% sur un an, selon l'Alliance pour les chiffres de la presse et des médias). Quand son principal

concurrent, La Vie (propriété du groupe Le Monde), écoule quelque 62 000 exemplaires. «Avec, comme slogan depuis 1984, l'hebo positif, Le Pèlerin s'attache plus que jamais à promouvoir un journalisme de solutions, fidèle à l'espérance qui l'habite», glisse Samuel Lieven.

## S'adapter à l'ère du digital

Le groupe de médias Bayard, qui appartient à la congrégation catholique des Augustins de l'Assomption, veut donner les moyens au Pèlerin, tout comme à ses autres titres, le quotidien La Croix ou le magazine Notre Temps, de rester à la page, à l'ère du digital. Le Pèlerin a déjà lancé plusieurs newsletters thématiques, dont certaines revendiquent près de 75 000 abonnés. Il testera dans les prochaines semaines l'introduction d'articles payants sur son site internet.

Par ailleurs, Le Pèlerin publiera jeudi un baromètre visant à «mesurer l'attachement des Français à leur patrimoine local», point d'orgue de son concours «J'aime mon clocher», lancé il y a deux mois. Au-delà de cette opération parrainée par l'animateur Stéphane Bern, l'hebdomadaire s'est donné comme objectif de «sauver les clochers» de l'Hexagone. Évoquée par les sénateurs début juin, cette mission est destinée à réhabiliter le partage de l'usage des églises, «entretenues à grands frais pour être le plus souvent fermées», afin qu'elles reviennent des «lieux de vie».

En parallèle, afin de renflouer les caisses de son quotidien La Croix, Bayard a lancé en avril dernier un «cercle de donateurs», présidé par Pierre-André de Chalendar, président du conseil d'administration de Saint-Gobain. Avec l'espoir de lever 3 millions d'euros d'ici à trois ans. ■

# Loopsider lance un troisième média, Hupster, sur les créateurs

Le pure player vidéo, dont CMI France vient de prendre 45% des parts, pilote déjà les médias Loopsider et Period.

PHILIPPE LARROQUE @Philarroque

**RÉSEAUX SOCIAUX** Et de trois. Déjà à l'origine des médias vidéo Loopsider (actualité) et Period (dédié au genre et à la place des jeunes) diffusés sur les réseaux sociaux, le groupe Loopsider, fondé il y a cinq ans par Giuseppe de Martino, Arnaud Maillard et Johan Hufnagel, s'apprête à lancer le 21 juin la marque Hupster. Un nouveau média qui s'intéressera à l'économie de la création.

«Nous visons les cinq à six millions de personnes qui gravitent dans cet univers, souligne Johan Hufnagel, ancien de Slate et Libération et spécialiste du numérique et des nouvelles technologies de l'information. Ce journal des bonnes idées mettra à l'honneur les pionniers de la technologie et des IA, de la culture, des médias et des ruptures.» «Hupster va mettre en lumière ceux et celles qui innovent, créent et font. Chaque semaine, nous explorerons leur parcours, leurs influences et les défis qu'ils ont relevés pour concrétiser leurs idées et transformer nos vies», poursuit-il. Hupster sera à la fois diffusé via des newsletters – une première pour ce spécialiste de la vidéo – mais aussi sur LinkedIn, Meta, TikTok, YouTube ou encore Spotify. Dans le détail, deux newsletters gratuites – au format «smart

brevity» (en dire long avec peu) selon les termes de Johan Hufnagel – seront proposées: la première s'intéressera «à un projet, une idée, un succès ou un échec»; la seconde fera «le tour des histoires à ne pas rater cette semaine ou la semaine à venir». Hupster proposera également un podcast filmé avec un format de 40 minutes: «Une rencontre avec un ou une chef d'entreprise, créateur, influenceur, ingénieur...». Des extraits seront aussi disponibles sur TikTok et Instagram. Enfin, ce

«Ce journal des bonnes idées mettra à l'honneur les pionniers de la technologie et des IA, de la culture, des médias et des ruptures»

JOHAN HUFNAGEL, COFONDATEUR DU GROUPE LOOPSIDER

nouveau média économique sera complété par «une saga en vidéo sur un format long, un portrait d'un de ces pionniers ou pionnières, en mode YouTube», précise le cofondateur.

Comme les deux autres médias de Loopsider, qui a levé plus de 2,8 millions d'euros depuis sa création en 2018, Hupster sera financé par des contenus sponsorisés et du brand content. Le groupe collabore déjà avec une centaine d'annonceurs.

L'annonce de ce lancement intervient alors que Loopsider, qui compte une quarantaine de collaborateurs permanents, vient de connaître une nouvelle étape dans son développement. L'éditeur CMI France (Elle, Télé 7 jours, Marianne, Franc-Tireur...), propriété du milliardaire tchèque Daniel Kreinsky (déjà actionnaire du Monde et de TF1), est entré lundi à son capital à hauteur de 45%. Les fondateurs du pure player – qui détenaient 55% des parts – resteront «conjointement premier actionnaire et la direction demeure inchangée»,

a indiqué CMI France. Loopsider, qui a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 4 millions d'euros en 2022, est à l'équilibre depuis deux exercices. «Ce rapprochement fera émerger de nombreuses complé-

mentarités, qui contribueront à renforcer la pertinence de la ligne éditoriale et la puissance de nos médias et la solidité économique de l'entreprise», se sont félicités les trois dirigeants de Loopsider qui reven-

dique «des chiffres de performance très significatifs». 7 millions de personnes visualisent quotidiennement des vidéos sur la plateforme, qui «cumule près de 150 millions de vues par mois», assurent-ils ■

Les trois fondateurs du groupe Loopsider, Giuseppe de Martino, Johan Hufnagel et Arnaud Maillard. SERVICE DE PRESSE



**LE FIGARO emploi**  
Votre source d'opportunités

**Recruter**  
Amener quelqu'un à faire partie d'un groupe.

Sélectionnez et embauchez vos futurs collaborateurs.  
[emploi.lefigaro.fr](https://emploi.lefigaro.fr)

# 10 ANS D'IMPACT

## 2013-2023



Bpifrance publie un rapport évaluant l'impact des 10 premières années de son action sur l'économie française et son tissu productif.

**535 000** TPE, PME, ETI et GE soutenues

**260 Md€** de financements

**1 700** PME transformées en **ETI**

**+ 6 %** de surcroît de croissance du CA et de l'emploi par an pour les entreprises soutenues en crédit et en garantie de crédit d'investissement, soit :

**+ de 500 000** emplois supplémentaires

**190 Md€**

d'assurance-crédit à l'export



**10 Md€**

de Résultat Net cumulé en 10 ans

**50 Md€ d'actifs** sous gestion contre 20 Md€ en 2013, Bpifrance étant ainsi devenu **l'un des plus grands investisseurs européens** au capital de **6 500 entreprises**

**20 Md€** d'aides et prêts à l'innovation cumulés



Montants annuels de financement de l'innovation dans les startups

**MULTIPLIÉS PAR 7**

**95 %** des décisions de financement prises en région

**+ de 2/3** des entreprises financées hors des métropoles

**38 %** en territoires d'industrie

**10 %** en Quartiers Prioritaires de la Ville



Retrouvez la version numérique du livre dressant le bilan à 10 ans de l'action Bpifrance avec l'intégralité des résultats de 26 études d'évaluations menées en 10 ans.

# LE FIGARO et vous



## MODE MASCULINE

SAINT LAURENT À BERLIN, BEL ET TROUBLANT HOMMAGE AUX CLUBS ET À FASSBINDER **PAGE 32**



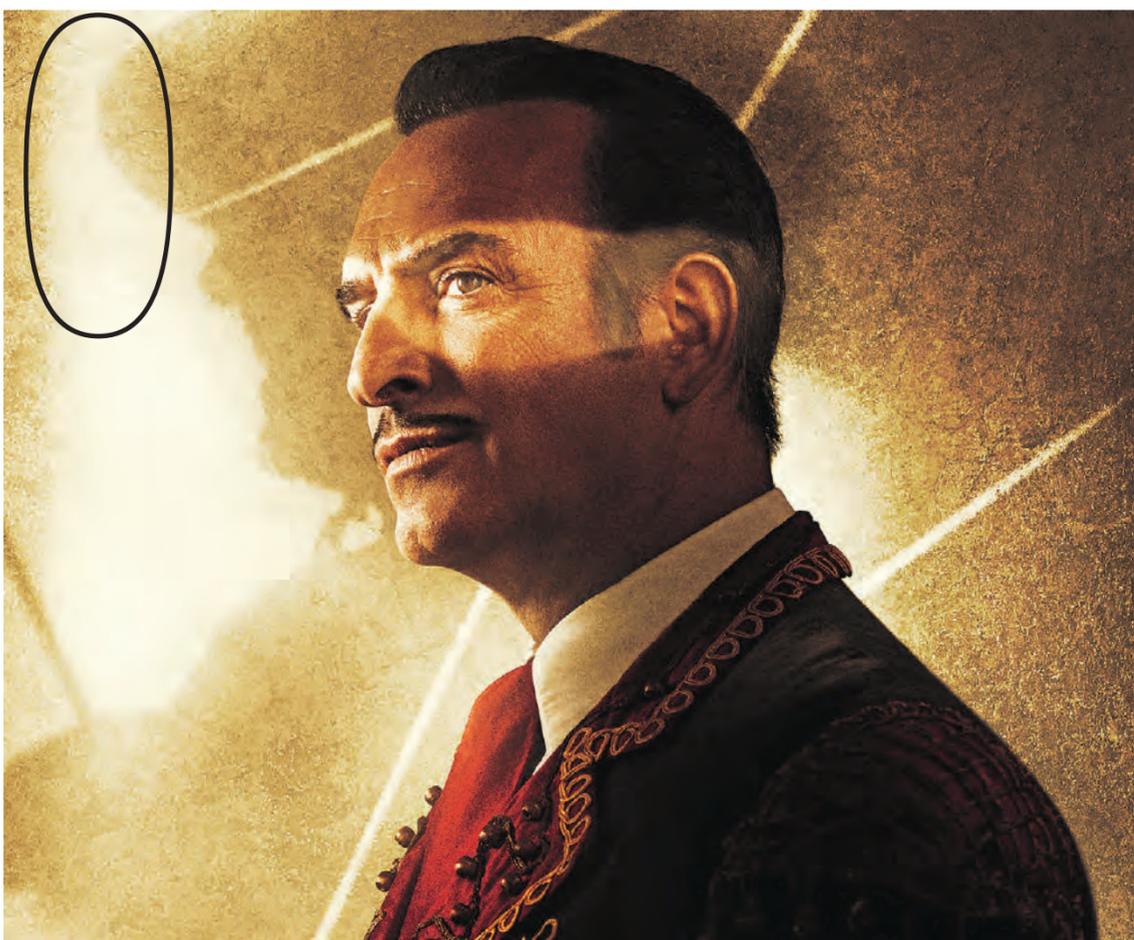
## DESIGN

LA CRÉATION RADICALE À L'HONNEUR DES DESIGNER'S DAYS CETTE SEMAINE À PARIS **PAGE 33**

# ZORRO

## RESSURGIT DE LA NUIT

TROIS PROJETS D'ADAPTATION DU JUSTICIER MASQUÉ SONT EN DÉVELOPPEMENT AUX ÉTATS-UNIS. ET, EN FRANCE, JEAN DUJARDIN INCARNERA LE HÉROS DANS UNE SÉRIE DE HUIT ÉPISODES POUR FRANCE TÉLÉVISIONS DONT LE TOURNAGE COMMENCE CET AUTOMNE. **PAGES 28 ET 29**



MARCEL HARTMANN / RYSK ; SAINT LAURENT ; SILVERA

## LE MOBILIER DU « PALAIS LUMIÈRE » AUX ENCHÈRES

ISSU DE LA VILLA SISE À LA CIOTAT, L'ENSEMBLE DU GRAND SALON EST VENDU LE 15 JUIN, CHEZ AGUTTES, À NEUILLY.

**BÉATRICE DE ROCHEBOUËT**  
bderochebouet@lefigaro.fr

Sur les photos d'époque, on accède à la grande villa de La Ciotat par sa longue allée de palmiers. Nommée le « palais Lumière », elle fut jadis le berceau du cinéma. C'est dans son grand salon que prirent place, le 21 septembre 1895, quelque 150 convives, pour la toute première projection sur un écran, placé contre la grande verrière, de « vues photographiques animées », proposée par Auguste et Louis Lumière, les fils d'Antoine.

À l'occasion de cette séance de démonstration du cinématographe, plusieurs films tournés cette même année 1895 furent montrés, comme *L'Arrivée d'un train en gare de La Ciotat*, dont le réalisme effraya, dit-on, certains spectateurs. De ce grand salon, viennent la suite de trois fauteuils d'apparat en noyer sculpté, le tabouret pouf monumental et la table rectangulaire de six pieds à têtes de léopard qui seront mis aux enchères le 15 juin, chez M<sup>e</sup> Claude Aguttes, à Neuilly.

Annoncé comme « datant de la naissance du cinéma », l'ensemble de ce mobilier de style néo-Renaissance est étrangement vendu dans une dispersion d'objets Haute Époque. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'il fait son apparition sur le marché. Il y a un peu plus de deux ans, en février 2021, il avait déjà affronté les enchères, à l'étude Richard de Villefranche-sur-Saône, et fut adjugé, en un lot, pour 12000 euros, à un marchand, semble-t-il. Revoilà l'ensemble, le 15 juin, vendu

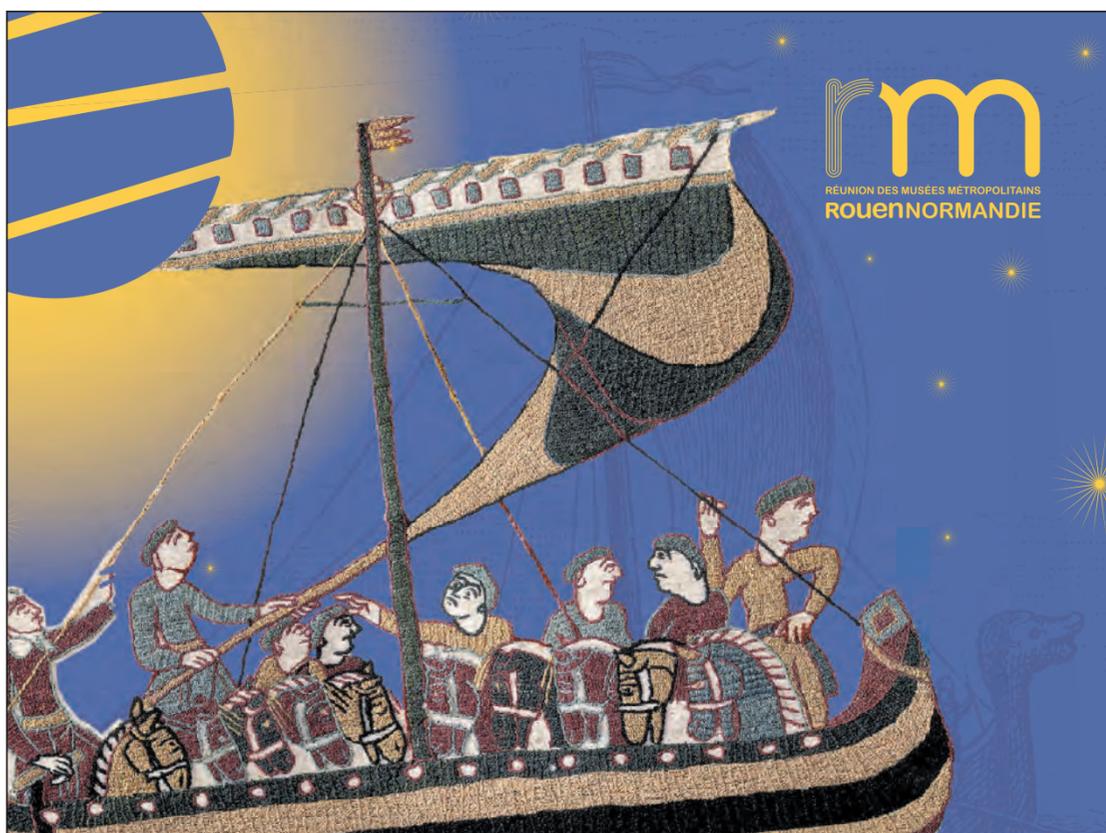
cette fois lot par lot (de 4500 euros à 6000 euros pour les fauteuils), avec faculté de réunion.

### Photographies d'archives

Homme avisé, Antoine Lumière, qui fit fortune en exploitant le procédé d'étiquette bleue (plaques photographiques noir et blanc sèches permettant la prise de vue instantanée), avait inauguré la villa en 1893, à peu près en même temps où il construisit les premières usines Lumière, dans la banlieue de Lyon. Le « palais Lumière » est, avec l'Eden, l'un des premiers cinémas, un lieu marquant des prémices du septième art. L'industriel, photographe et peintre amateur avait jeté son dévolu sur ce domaine s'étendant sur 90 hectares. La villa comportait, elle, 34 pièces, dont le grand salon dit « au lion héraldique ». Un inventaire et des photographies d'archives permettent de reconstituer le mobilier de cette pièce monumentale.

La mort d'Antoine en 1911, puis celle de sa fille, Francine (épouse Winckler), en 1924, annonce le démantèlement de la propriété. Les terrains permettent la création du lotissement du Clos des plages et la villa est transformée en hôtel de luxe, vers les années 1930, par la Société des bains de mer, du casino et du golf de La Ciotat. Réquisitionné par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale, il fut transformé en hôpital militaire en 1945, puis rendu à ses propriétaires. Modifié par des adjonctions intempêtes, notamment deux ailes construites par l'architecte André Jacob, le « palais Lumière » a perdu sa superbe mais reste dans la mémoire des cinéphiles. ■

[www.aguttes.com](http://www.aguttes.com)



une  
saison  
avec  
les

# NORMANDS

14 avril  
13 août  
2023

MIGRANTS  
CONQUÉRANTS  
INNOVATEURS

Musée des Beaux-Arts  
Musée Beauvoisine  
[musees-rouen-normandie.fr](http://musees-rouen-normandie.fr)



DETAIL DE LA TAPISSERIE DE BAYEUX - XI<sup>e</sup> SIÈCLE. BAYEUX MUSEUM - DRAGKAR VIKING (© GETTY IMAGES/STOCKPHOTO)



# ILS VEULENT TOUS REMETTRE ZORRO EN SELLE

OLIVIER DELCROIX @Delcroixx

Qui n'a pas en tête les paroles du générique de Zorro, célèbre série Disney? « Un cavalier qui surgit hors de la nuit, court vers l'aventure au galop! Son nom, il le signe à la pointe de l'épée, d'un Z qui veut dire Zorro... » Une promesse d'aventures, un parfum de danger, le frisson de l'inconnu et l'envie de redresser les torts infligés aux plus démunis. À peine le soir tombé, le ciel se zébrait d'éclairs. Le tonnerre grondait et un cheval noir cabré apparaissait dans la nuit. Au total, 78 épisodes tournés entre 1957 et 1959, avec Guy Williams dans le rôle de Don Diego de la Vega-Zorro. Ce qui n'a pas empêché le personnage du « Renard rusé qui fait sa loi » de vivre des hauts et des bas. Célébré, oublié, redécouvert ou retombé dans les limbes, tel est le lot des héros de la pop culture. Pourtant le cavalier masqué imaginé en 1919 par l'écrivain et journaliste américain Johnston McCulley (1883-1958) s'apprête à revenir au cinéma, à la télévision et sur les plateformes.

Pour le compte de Disney+, le scénariste et producteur Bryan Cogman (à qui l'on doit *Game of Thrones* et la série *Le Seigneur des anneaux-Les Anneaux de pouvoir*) prépare le retour de Zorro sous les traits du comédien hispanique Wilmer Valderrama (vu dans la série *NCIS-Enquêtes spéciales* ou *That's 70s Show*). Le réalisateur Robert Rodriguez (*Sin City*, *El Mariachi*) développe également pour CBS une série en forme de reboot féminin, qu'il compte piloter avec sa sœur Rebecca Rodriguez. Et enfin Amazon Prime Video a annoncé la mise en chantier d'une nouvelle série. Selon *Variety*, la plateforme veut mettre en scène une version moderne du célèbre justicier. La série sera réalisée par John Gertz pour les studios Secuoya et sera d'abord présentée en Espagne, en Amérique latine et aux États-Unis. Le jeune acteur espagnol de 25 ans Miguel Bernardeau, révélé dans la série *Élite* diffusée sur Netflix, devrait incarner Don Diego de la Vega. Cette nouvelle version du « Renard », dont le tournage aura notamment lieu dans les îles Canaries, va raconter sa jeunesse. « La série reflétera une masculinité loin des stéréotypes. Le combat de Zorro consistera à découvrir des secrets de famille qui changeront son destin à jamais, ont déclaré les producteurs au site d'actualité El Espanol. Quant aux personnages féminins, dont l'actrice Renata Notni, elles seront capables de tenir tête

FRANCE TÉLÉVISIONS, DISNEY+, CBS, AMAZON PRIME VIDEO... LE JUSTICIER MASQUÉ PRÉPARE SON RETOUR EN FORCE. INCARNÉ PAR JEAN DUJARDIN EN FRANCE, LE HÉROS IMAGINÉ PAR L'ÉCRIVAIN JOHNSTON MCCULLEY EN 1919 A POURTANT CONNU DES HAUTS ET DES BAS. DÉCRYPTAGE.

au héros masqué ou d'agir en confidence, selon leurs propres intérêts. »

Preuve que Zorro a le vent en poupe, Alex Rivera prépare pour le cinéma *Zorro 2.0*, qui transformera le héros en jeune pirate informatique. Et en France, France Télévisions a lancé un projet d'envergure qui compte sur Jean Dujardin pour incarner le justicier dans une série de huit épisodes de quarante minutes. « Nous cherchons toujours des projets spectaculaires et familiaux, confirme Manuel Alduy, directeur du cinéma et des fictions internationales chez France Télévisions. Le projet que nous a soumis Marc Dujardin par l'intermédiaire de sa société Le Collectif 64 entre exactement dans la promesse de la chaîne : rassembler petits et grands autour d'une série d'aventures. »

Depuis un an, France Télévisions développe ce projet au budget de 20 millions d'euros et dont le tournage devrait avoir lieu à l'automne en Espagne. « Jean Dujardin va camper un Zorro qui a un peu vieilli, précise Manuel Alduy. Il sera également soumis à une crise de couple. Mais il continue toujours à vivre dans le Los Angeles de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est le scénariste et producteur Benjamin Charbit qui joue en quelque sorte les "show runners" de la série. Dujardin est notre star française. Il va faire l'événement. Nous cherchons à fabriquer une comédie d'aventures

avec un Zorro qui a l'épaisseur et l'âge de Jean Dujardin, et pas un jeune premier dans la peau du héros de la nuit. Dujardin a cette capacité à incarner les héros mythiques. Il mettra une touche d'humour. En termes de notoriété, il est sans doute à l'équilibre entre Jean-Paul Belmondo et Alain Delon. Delon a d'ailleurs joué Zorro dans un film italien des années 1970. En ce qui nous concerne, la série sera tournée en français. »

Pourquoi autant de projets autour du célèbre justicier? Manuel Alduy a une explication : « Régulièrement, certaines histoires attrapent simultanément l'attention de divers producteurs. C'est déjà arrivé avec Monte-Cristo ou Napoléon. Aujourd'hui, la surproduction de séries rend encore plus visibles ces démarches parallèles. Ce que j'observe dans le cas particulier de Zorro, c'est que les trois projets américains risquent d'entrer en collision les uns avec les autres. Même si Disney+ opte pour une relance d'un Zorro plus jeune, ce qui est conforme à ce qu'ils ont toujours fait. Le projet de Robert Rodriguez de féminiser Zorro me paraît aléatoire. Quant à celui d'Amazon Prime qui se destine à un public très hispanisant, il vise une cible moins grand public que la nôtre. Nous savions qu'il y avait plusieurs projets concurrents. Mais nous n'avons pas la même temporalité. Nous sommes restés accrochés à notre projet. Je pense que nous avons bien fait. »

L'autre raison qui peut expliquer l'incroyable retour de Zorro, c'est le très petit nombre d'histoires de fictions grand public portées par des héros positifs. Entre Tarzan, Robin des bois et Zorro ou Sherlock Holmes, les personnages redresseurs de torts au caractère bienveillant et à la notoriété persistante ne sont pas si nombreux. Walt Disney l'avait bien compris. En tout cas, mieux que l'écrivain de romans à deux sous Johnston McCulley, qui ne soupçonnait pas que son personnage allait bondir hors des pages de son livre pour devenir l'un des premiers héros du cinéma sous les traits de Douglas Fairbanks, « The Artist », grâce au triomphe de son film *Le Signe de Zorro*, sorti en 1920.

« Les trois projets américains risquent d'entrer en collision les uns avec les autres »

MANUEL ALDUY, DIRECTEUR DU CINÉMA ET DES FICCTIONS INTERNATIONALES CHEZ FRANCE TÉLÉVISIONS

Né juste après Tarzan (1912), inspiré par le Mouroon rouge (1905), personnage méconnu créé par la baronne Orczy, Zorro est le premier héros moderne du XX<sup>e</sup> siècle qui affiche une double identité. Prototype de toute une génération de justiciers masqués, il va devenir une figure clé du grand écran par la grâce et le rire de Tyrone Power, et de la télévision, avec le sourire moqueur de Guy Williams chez Walt Disney, sans oublier la bande dessinée qui le transforme en Batman, héros vengeur, en 1939, sous la plume de Bob Kane.

« Le personnage de Zorro reste très ancré dans la mythologie Disney, analyse Sébastien Durand, historien du cinéma et spécialiste de la firme aux grandes oreilles. Dès 1953, alors que Walt tente de lancer son parc Disneyland sans succès, il rachète en son propre nom les droits du roman de McCulley. Il a beaucoup d'ambition pour cette série qui va lui coûter une fortune, 100 000 dollars par épisode, soit dix fois plus qu'une série normale de l'époque. Disney dépense plus d'argent qu'il n'en gagne, mais reste persuadé que son investissement sera rentable sur le long terme. Le seul compromis qu'il concède sur Zorro, c'est un tournage en noir et blanc. Il est vrai qu'il va beaucoup travailler sur la lumière. Et que le noir et blanc sied bien au personnage! »

La série de Disney n'est diffusée à l'ORTF qu'en 1965, alors que plusieurs films, compilés à partir de différents

## MARTIN WINCKLER : « C'EST UN REDRESSEUR DE TORTS SOLAIRE ET RASSEMBLEUR »

Il n'a jamais caché son amour pour le personnage. Médecin, romancier, essayiste, l'auteur de *La Maladie de Sachs* ou du *Chœur des Femmes*, Marc Zaffran, alias Martin Winckler, a écrit un ouvrage consacré au justicier masqué, *Le Rire de Zorro*, paru chez Bayard en 2005. Il répond aux questions du *Figaro* à la pointe de la plume.

LE FIGARO. - Pourquoi Zorro revient-il aujourd'hui sur le devant de la scène?

MARTIN WINCKLER. - Parce que les goûts narratifs oscillent et reviennent par cycles. Zorro est l'ancêtre des super-héros. Or ils sont devenus si complexes ces dernières années que le public désire quelque chose de plus simple. Nous avons besoin de retrouver

une figure héroïque capable de prendre des risques sans super-pouvoirs. Les super-héros sauvent l'univers. Mais qui va s'occuper de nous?

Pour vous, qui est-il?

Zorro est une figure archétypale. Un fils de famille, un privilégié, qui considère avoir une obligation morale envers les autres. Et c'est un farceur. Il tourne les méchants en ridicule. C'est un redresseur de torts solaire et rassembleur.

Quelle est sa particularité?

Une fois qu'il a rendu la justice, il disparaît. Il n'attend pas les félicitations. Il soigne symboliquement, mais pas forcément son image. Il n'aime pas se mettre en avant.

Que pensez-vous de son retour?

Je suis content que Wilmer Valderrama puisse l'incarner. J'aime beaucoup cet acteur. Je suis plus circonspect pour le projet français avec Jean Dujardin. J'ai peur qu'il se moque un peu trop de Zorro. On peut se moquer de James Bond ou d'OSS 117, qui sont des figures machistes un peu dépassées. Mais Zorro n'est pas machiste. C'est un enfant qui lutte pour la justice, un personnage juvénile qui interpelle les adultes en leur disant : « Vous démolissez tout! » De qui est important, avec lui, c'est l'escrime, le masque et le rire. On a besoin du rire. Ce personnage bondissant est le diable sorti de sa boîte. Je suis ravi de son retour! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR O. D.



ALAMY STOCK PHOTO VIA REUTERS CONNECT. TWENTIETH CENTURY FOX FILM CORPO/ COLLECTION CHRISTOPHEL VIA AFP. MONDIAL TELEVISION FILM/PHOTO12 VIA AFP.

De gauche à droite : Antonio Banderas dans *La Légende de Zorro* (2005), Tyrone Power dans *Le Signe de Zorro* (1940) et Alain Delon dans *Zorro* (1975).

épisodes, font connaître ce héros aux Français dès 1960. « *Zorro* est une sorte de Robin des bois américain, précise Sébastien Durand. Les décors sont soignés. Chaque épisode ressemble plus à un film qu'à une série de l'époque. » Guy Williams, comédien d'origine sicilienne, de son vrai nom Armando Catalano, est engagé pour ses talents d'escrimeur et de cavalier. Les fleurets ne sont pas mouchetés. Les séquences dangereuses sont tournées le vendredi pour que les acteurs puissent se reposer le week-end en cas de blessure. La série connaîtra un triomphe mérité et qui se poursuit aujourd'hui, après la colorisation des épisodes. En 1998 et 2005, la prestation d'Antonio Banderas dans le rôle avait aussi marqué les esprits. « Ce qui fait le succès intemporel de *Zorro*, c'est sa double identité. Il peut choisir qui il veut être. Il est multiple, et cela peut plaire à la génération Z. Quant à la nouvelle version de *Zorro* tournée par Disney+ avec Wilmer Valderrama, il est logique qu'elle mette en avant un acteur latino, tant Disney porte une attention forte aux règles de la diversité nouvelle en cours à Hollywood. »

Benjamin Charbit, « show runner » du projet *Zorro* avec Jean Dujardin, n'est pas tout à fait de cet avis : « Avec ce projet né il y a quatre ans, peu avant le confinement, nous souhaitons dépoussiérer un peu le personnage sans l'abîmer. Qu'est-ce que *Zorro* à nous raconter en 2020 ? Avec Marc Dujardin, j'ai vu la possibilité de mettre en scène une comédie sophistiquée entre Lubitsch et Billy Wilder, mes idoles de cinéma. Avant tout, sachant que nous sommes français, nous avons voulu tirer le projet vers l'aspect cape et d'épée, entre *La Tulipe noire* et *Cartouche*. L'angle d'adaptation est très français et il s'adosse à un vaudeville plus élaboré. Nous allons nous positionner entre l'héritage de la série Disney tout en faisant un pas de côté vers une comédie plus moderne. Cela doit être du champagne, cette série. Cela doit pétiller à tout moment, dans le plaisir et l'action. »

Quant à Jean Dujardin, « c'est comme un stradivarius, conclut Charbit. La première fois que je l'ai vu, il m'a dit trois répliques autour d'une table lors d'un déjeuner. Et j'étais mort de rire. C'était deux fois mieux que le texte. Dujardin en *Zorro*, c'est naturel. Il est une sorte d'héritier de Fairbanks. Il a cette élégance, ce panache, ce côté lumineux, ce qui convient bien à l'aspect solaire du personnage. Pour moi, le sourire de *Zorro*, maintenant, c'est celui de Dujardin ! » ■

Ce qui fait le succès intemporel de *Zorro*, c'est sa double identité. Il peut choisir qui il veut être. Il est multiple, et cela peut plaire à la génération Z.

SÉBASTIEN DURAND, HISTORIEN DU CINÉMA

# 20

millions d'euros

Budget de la série de France Télévisions dans laquelle Jean Dujardin doit incarner le justicier masqué et dont le tournage devrait avoir lieu à l'automne en Espagne

MINISTÈRE DE LA CULTURE  
Liberté  
Égalité  
Fraternité

Inrap+  
Institut national de recherches archéologiques préventives

# JOURNÉES EURO PÉENNES D'ARCHÉOLOGIE

## 16 17 18 juin 2023

Partout en France, vous avez rendez-vous avec votre histoire !

Plus de 1 000 manifestations pour découvrir l'archéologie : rencontres avec des chercheurs, ouverture exceptionnelle de chantiers de fouilles, expositions, ateliers, démonstrations...

Fouillez dans le programme [journées-archeologie.eu](http://journées-archeologie.eu)

#JEArcheo

en collaboration avec

European Association of Archaeologists  
EXARC.net  
ICMAH  
ICE AGE EUROPE

avec le soutien de

PROMOGIM  
EQUIVIA  
PICHET  
QUARTUS  
OGIC  
DEMATHIEU BARD IMMOBILIER

en partenariat avec

arte  
TOUTE L'HISTOIRE  
gulli  
ifi  
MCD  
France médias monde  
saneff 1027  
culture  
LE FIGARO  
ARCHÉOLOGIA  
ARKÉO  
Le Magazine des Océans  
LE JOURNAL DE MICKEY  
Télérama  
la Gazette  
Grande Galerie  
SNCF  
PHENIX STORIES

# « LOVE LIFE », TRAGÉDIE ROHMÉRIENNE

LE NOUVEAU LONG-MÉTRAGE DE KOJI FUKADA DESSINE LE PORTRAIT D'UNE FAMILLE RECOMPOSÉE, OÙ LE DRAME ET LES SECRETS OCCUPENT UNE BONNE PLACE. UN FILM QUI VISE JUSTE.

ÉRIC NEUHOFF [eneuhoff@lefigaro.fr](mailto:eneuhoff@lefigaro.fr)

Le chagrin est-il soluble dans le karaoké ? Jiro et Taeko vivaient ensemble dans leur appartement fonctionnel et exigu, avec Keita, le fils que Taeko a eu d'une précédente union. Tout allait bien, même si les parents de Jiro n'étaient pas enchantés de ce mariage avec une femme divorcée. La vie coulait avec douceur. Le gamin surdoué était champion d'Othello, un jeu de stratégie. Jiro n'avait pas parlé à Taeko de la fille qu'il avait quittée pour elle. Il dirige le service social du coin. Elle travaille pour une ONG qui distribue des repas aux SDF. Jours tranquilles au Japon. Cette tranquillité ne dure pas.

Au cours d'un anniversaire, l'enfant qui jouait avec un avion en plastique s'assomme et se noie dans la baignoire qu'on avait oublié de vider. Il suffit de quelques secondes. La vie bascule. Le couple tiendra-t-il le coup face à l'adversité ? Le passage à la morgue constitue une épreuve. Par chance, il n'y aura pas d'autopsie. Très vite, les policiers renoncent à leurs soupçons. Aux funérailles, le père coréen de Jiro ressurgit et gifle Taeko sous l'œil médusé de l'assistante. Il est sourd-muet et sans ressources : elle décide de l'aider, lui trouve un logement. De son côté, Jiro renoue plus ou moins avec son ex. Les secrets servent de bouées de sauvetage. Le silence est d'or. Un malaise s'installe. Fukada le décrit avec une



fraîcheur, un naturel qui a quelque chose de rohmérien, du Rohmer en moins bavard.

*Love Life* est d'une tragédie sans bruit. La culpabilité fait son nid. Des séquences restent gravées dans la mémoire : les deux protagonistes en train de choisir des photos du jeune défunt, leur hésitation à décrocher les décorations de la fête. Tout cela est d'une douceur poignante. Le réalisateur ne se prive pas d'une dose de mélodrame. Le quotidien continue à se dérouler à son rythme, avec ses alertes séisme, ses rendez-vous professionnels.

### Intermèdes délicats

La douleur est là. Elle imprègne tous les instants, sans cris, sans trop de larmes. À deux, la solitude est plus supportable. Des moments de grâce surgissent, ces lumières des immeubles qui s'allument toutes en même temps, un mariage sous une pluie battante, ces pions noirs et blancs que

Dans *Love Life*, la douleur imprègne tous les instants et la culpabilité fait son nid. LOVE LIFE FILM PARTNERS & COMME DES CINEMAS / ART HOUSE FILMS

personne n'a osé toucher depuis la disparition.

*Love Life* est fait de ces petites touches, de ces intermèdes délicats, sur une musique à la Michael Nyman. Danser toute seule, embrasser quelqu'un qu'on a abandonné sans raison, cela permet de penser à autre chose, de croire encore en l'avenir, de ne pas piétiner l'amour qui reste. Surtout, ne rien expliquer, juste tendre la main. Ce portrait de famille vise au cœur, atteint le noir de la cible. Cela n'a l'air de rien, mais cette mécanique de précision résonne longtemps après la projection. Elle illustre à merveille la phrase de Sagan : on ne sait jamais ce que le passé nous réserve. ■

« **Love Life** »  
Drame de Koji Fukada  
Avec Fumino Kimura, Tetta Shimada, Tomorrow Taguchi, Kento Nagayama  
Durée 2 h 04  
■ L'avis du Figaro : ●●●○

# « FIFI », L'AMOUR EN DOUCE

FUYANT SA FAMILLE CHAOTIQUE, UNE ADOLESCENTE TROUVE REFUGE DANS UNE BELLE MAISON ET SE LIE AVEC UN JEUNE HOMME SENSIBLE. CÉLESTE BRUNNQUELL ILLUMINE CETTE CHRONIQUE ESTIVALE RAFRAÎCHISSANTE.

ÉTIENNE SORIN [esorin@lefigaro.fr](mailto:esorin@lefigaro.fr)

L'exception culturelle française, celle-là même que Justine Triet, lauréate de la palme d'or au dernier Festival de Cannes pour *Anatomie d'une chute*, voit menacée par une dérive néolibérale - il est permis de rire -, doit beaucoup aux régions, un guichet parmi tant d'autres du financement du cinéma. Les régions font tout pour attirer les tournages. Elles y trouvent leur compte en termes de retombées économiques. Pas forcément en termes d'images. La preuve avec *Fifi*,

situé à Nancy et aidé par la région Grand Est. Nulle trace de la place Stanislas, pourtant classée au quatrième rang mondial par l'Unesco pour sa splendeur. Nulle mention du parcours Art nouveau (Musée de l'École de Nancy, Villa Majorelle, brasserie L'Excelsior). Nulle évocation de Jean Prouvé, dont la maison, ouverte au public chaque week-end de juin à septembre, est un manifeste de son génie constructeur.

### Alter ego intense

*Fifi*, de Jeanne Aslan et Paul Saintillan, n'a rien d'une brochure touristique. Il commence dans une barre HLM. Fifi - diminutif de Sophie - 15 ans, vit dans

un appartement peuplé d'enfants et d'adultes bruyants. Ça crie, ça s'insulte, ça met des claques, autour de la table du petit déjeuner encombrée de cadavres de bouteilles. On craint le pire dans le genre misérabilisme lorrain. C'est le début de l'été. Les vacances, comme le film, s'annoncent pénibles. Puis très vite Fifi déjoue ce programme naturaliste. Le cas social se mue en personnage de fiction. Il suffit d'une ancienne amie, Jade, rencontrée par hasard à la boulangerie, pour faire bifurquer le récit.

La copine, fille de dentiste, s'approprie à partir en vacances. Fifi dérobera les clefs de sa jolie maison du

centre-ville, moderne et lumineuse. Elle s'y introduit pour boire des bières et prendre un bain. Sa quiétude est interrompue par le retour inattendu de Stéphane, le frère aîné de Jade. Quentin Dolmaire, le garçon sérieux de *Trois Souvenirs de ma jeunesse* d'Arnaud Desplechin et l'ahuri de la série *Ovni*, prête ses traits et son timbre nasillard à ce jeune homme un peu paumé, étudiant à Paris, solitaire et sensible. Au lieu de chasser la squatteuse, il la recrute pour l'aider à coller des timbres sur des enveloppes, petit boulot à domicile.

Dans le cocon de la maison de Stéphane, la différence d'âge et de classe s'estompe. Une *Fantaisie pour piano* à quatre mains de Schubert les rapproche. Les peaux se frôlent. Essentiellement à huis clos, la chronique estivale s'offre quelques échappées à l'extérieur. Le duo affronte le regard des autres chez des amis des parents de Stéphane, hôtes bourgeois nantis d'une piscine. Il s'y soustrait ensuite au bord d'un lac, la nuit, lors d'une belle scène qui semble tout droit sorti de *Leurs enfants après eux*, le roman de Nicolas Mathieu, prix Goncourt en 2018. Le sexe en moins.

Fifi est un premier long-métrage écrit et réalisé à quatre mains mais son héroïne doit beaucoup à Jeanne Aslan. Elle trouve en Céleste Brunnquell (*Les Éblouis*, *L'Origine du mal*, la série *En thérapie*) un alter ego intense. Avec elle, une adolescente qui n'a jamais vu la mer et qui découvre l'amour est tout sauf un personnage banal. ■

« **Fifi** »  
Comédie dramatique de Jeanne Aslan et Paul Saintillan  
Avec Céleste Brunnquell, Quentin Dolmaire, Ilan Schermann  
Durée 1 h 48  
■ L'avis du Figaro : ●●●○

# LES AUTRES FILMS

■ « **THE FLASH** » Action d'Andy Muschietti, 2h 24.



Ezra Miller reprend son rôle de Flash dans un film solo où le réalisateur tente de raconter ses origines et de raccrocher les fils d'un univers DC où apparaissent Superman, Batman, Supergirl ou Wonder Woman. Le film aborde aussi les multivers en lorgnant son concurrent Marvel. Quelle erreur ! Le résultat est indigeste. Les effets visuels sont laids. Flash court si vite qu'il se balade dans le temps. Mais le spectateur perd vite pied dans cette intrigue emberlificotée. Seul Michael Keaton en vieux Batman échappé de chez Tim Burton sauve de l'ennui. O.D.

■ L'avis du Figaro : ●○○○

■ « **MARCEL LE COQUILLAGE (AVEC SES CHAUSSURES)** » Animation de Dean Fleischer-Camp, 1h 30.



Marcel, coquillage de quelques centimètres, vit dans un pavillon déserté par ses propriétaires avec sa grand-mère Connie. Un cinéaste réalise un documentaire sur lui. Mêlant animation et prises de vues réelles, cette fiction décousue est badigeonnée de mignonneries. Plus proche des vidéos de chats sur le web que d'un vrai film ! O.D.

■ L'avis du Figaro : ●○○○

■ « **STARS AT NOON** » Drame de Claire Denis, 2h 17.



Une jeune journaliste américaine (Margaret Qualley) sans passeport au Nicaragua, en pleine période électorale, couche avec un militaire, puis avec un Anglais aux activités troubles. On dirait du John le Carré filmé par Just Jaeckin. C'est du Claire Denis. Le jury cannois présidé par Vincent Lindon lui a décerné le grand prix en 2022. É.S.

■ L'avis du Figaro : ●○○○

■ « **LE PROCESSUS DE PAIX** » Comédie d'Ilan Klipper, 1h 32.



En couple depuis quinze ans avec deux marmottes, Simon, professeur d'histoire (Damien Bonnard, neurasthénique), et Marie, journaliste radio, s'aime mais ne se supportent plus. Comment désamorcer les crises quotidiennes ? En dressant une charte de bons principes. Sur cette idée charmante, Camille Chamoux, scénariste et actrice, s'égare entre la « romcom » aigre douce à la *Fleabag* et l'analyse de l'évolution de la conjugalité et de la parentalité. Le tout sans provoquer beaucoup de rires. C.J.

■ L'avis du Figaro : ●○○○

LE PASSÉ NE MEURT JAMAIS  
**BAD BEHAVIOUR**

OCS | Mini-série inédite Actuellement

CANAL+ | SFR | bouygues | free | prime video | ... et sur [ocs.fr](https://ocs.fr)

OCS : Option soumise à conditions disponibles en France métropolitaine, pour les abonnés internet - TV d'Orange, CANAL+ - box de SFR, Box de Bouygues Telecom, Freebox, Prime Video Channels, Molotov, Vtià, Nordnet, Vià et sur ocs.fr. © 2022 Matchbox Productions Pty Ltd, Stan Entertainment Pty Ltd and Screen Australia.

DE MASACCIO À CARAVAGE EN PASSANT PAR BELLINI, RAPHAËL, TITIEN OU CARRACHE, LE MUSÉE CAPODIMONTE PRÊTE 70 DE SES TRÉSORS POUR UNE MISE EN REGARD FRUCTUEUSE AVEC CEUX DE LA GRANDE GALERIE ET DU DÉPARTEMENT DES ARTS GRAPHIQUES.

ÉRIC BIÉTRY-RIVIERRE  
ebietryrivierre@lefigaro.fr

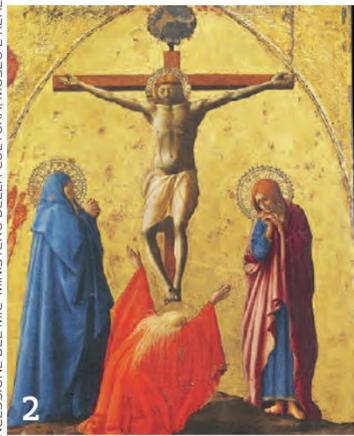
On sait la Grande Galerie du Louvre très prestigieuse. Mais, soudain, quel enrichissement ! Six mois durant, des peintures venues de Naples, identifiables par leurs notices rouges et trilingues (en français, anglais et en italien), s'harmonisent avec nos bijoux historiques d'art italien ; ces tableaux arborant, eux, leurs cartels habituels, blancs et bilingues.

Opération originale et gagnante pour les deux institutions. Le musée français tirant profit de la rénovation engagée à Capodimonte (deux années de quasi-fermeture) pour accueillir, en échange d'un regain de visibilité, cette somptueuse anthologie en 70 prêts (*lire nos éditions du 12 mai*). Si la fréquentation est là, l'opération pourrait à l'avenir se reproduire. Il s'agit en effet d'une exposition non pas montée classiquement dans un espace dédié - le hall Napoléon se trouvant également en chantier - mais « diffuse », disséminée au sein des collections permanentes. Un tel principe occasionne une extraordinaire suite de mises en regards. Et, au total, un dialogue fructueux puisque Capodimonte est largement dépositaire de la collection Farnèse-Bourbon, cousine donc de notre fonds royal.

Dès le Salon carré, la célèbre *Crucifixion* de Masaccio, venue avec deux tempersa sur bois de Masolino da Panicale, comble un manque ; cet artiste majeur de la Renaissance florentine étant absent de nos collections publiques. La suite s'avère de la même trempe. Ainsi, parmi les 27 huiles installées principalement aux cimaises de la Grande Galerie, la magnifique *Transfiguration du Christ* de Giovanni Bellini, sans équivalent au Louvre.

Passé l'aussi attendrissant *Saint Jérôme* de Niccolò Antonio, dit Colantonio, saint homme qui, dans son cabinet de travail, préfère mettre en action la Bible plutôt que la copier ; passé encore le portrait du professeur de mathématiques de Léonard de Vinci par Jacopo de Barbari, nus et portraits se répondent. Les femmes se trouvent en particulier à l'honneur dans la Tribune centrale, le saint des saints. Les courbes et la carnation mielleuse de la *Danaé* de Titien procurent un surcroît de sensualité à la Vénus surprise par un satyre de Corrège.

Autrement, la barbe du colonel du roi de France et riche mécène Galeazzo Sanvitale magnifié par Parmigianino rivalise de distinction avec celle de l'archétype du courtisan : le fameux *Baldassare Castiglione* par Raphaël, juste en face. Pour compléter ce cercle, au panthéon de cette aristocratie, signallons encore l'opulente et mystérieuse *Antea* dont l'effigie est due au Parmesan (autre artiste en temps normal absent du Louvre), le *Jeune Homme* de Rosso Fiorentino qui semble un frère cadet de *L'Homme au gant* de Titien, et le portrait archétypal de Clément VII par Sebastiano del Piombo.



1. *La Transfiguration (détail)*, de Giovanni Bellini, vers 1478-1479, huile sur panneau.  
2. *La Crucifixion*, de Masaccio, 1426, tempera et or sur panneau.



## NAPLES AU LOUVRE L'EXTRAORDINAIRE FLAMBOIEMENT

Plus loin, autre temps fort : la *Flagellation du Christ* de Caravage n'est séparée de quelques de mètres de sa *Mort de la Vierge* ce qui offre tout le loisir à chacun pour mesurer la différence entre le style de la période napolitaine et celui de la romaine. Cette confrontation ouvre bien sûr aux caravagesques ; le ténébreux Ribera en tête (notamment avec son orgiaque *Silène ivre* et son cruel *Apollon et Marsyas*). Les Guido Reni (*Atalante et Hippomène*), Mattia Preti (les saints Nicolas de Bari et Sébastien), Artemisia Gentileschi (*Judith décapitant Holopherne*) et enfin Luca Giordano (un autre *Apollon et Marsyas*) déploient leur art des corps dans le clair-obscur tandis que l'esthétique baroque se fait de plus en plus vertigineuse. L'*Hercule à la croisée des chemins* d'Annibal Carrache, installé à côté de sa sublime *Pièta*, marque toutefois l'alternance bolonaise et la voie vers le classicisme français, plus mesuré.

### Cristaux de roche gravés

Sous cette influence napolitaine, la Grande Galerie se termine avec quelques-unes des natures mortes les plus vastes et prodigieuses du genre. Ces débauches de fleurs et de fruits ou de poissons et autres animaux marins, ces déploiements quasi encyclopédiques de couleurs, textures et matières, n'étant que prétextes à l'expression de la pure virtuosité.

Pour compléter cette visite, il ne faut pas manquer la salle de la Chapelle (aile Sully, 1<sup>er</sup> étage). Y est contée la collection de Capodimonte avec ses trois dynasties constitutives, les Farnèse (avec les portraits peints et sculptés de papes et hauts prélats dont Paul III représenté à différents âges par Titien), les Bourbons et les Bonaparte-Murat. L'objet le plus luxueux de cet espace est le Coffret Farnèse, un coffret d'argent doré, de lapis-lazuli et de cristaux de roche gravés de scènes de la vie d'Hercule et Alexandre le Grand par un élève de Benvenuto Cellini. Chacune de ces faces valait à elle seule, en son temps, plus qu'un tableau de Titien. Mais une autre merveille apparaît de prime abord encore plus étonnante. Il s'agit d'un biscuit monumental de Filippo Tagliolini, une *Chute des Géants*, porcelaine haute de plus de 1,60 m. On peut s'amuser longtemps à y compter les figurants enchevêtrés. À admirer, ici aussi, quelques exemples d'art non italien mais collectionnés par les Farnèse. Tels que le portrait du « Raphaël de la miniature », Giulio Clovio, par Le Greco. Ou le triptyque de *L'Adoration des Mages* du maître flamand Joos van Cleve.

Plus anecdotiques sont les deux fauteuils avec vues de Paris, éléments d'une commande de mobilier passée par Joachim Murat roi de Naples à partir de 1808. Ou ce Vésuve en éruption signé Warhol. Il est certes là pour rappeler que Capodimonte s'enorgueillit également d'une collection moderne et contemporaine. Mais, à tout prendre, on lui aurait préféré *La Parabole des aveugles*, l'un des plus inestimables chefs-d'œuvre de Pieter Brueghel l'Ancien.

Enfin, il ne faut pas non plus rater les dessins, un étage plus haut au Louvre, dans la salle de l'Horloge. Des 30 000 feuilles de son département d'arts graphiques, Capodimonte a fait venir le meilleur des trésors réunis par

Fulvio Orsini, le bibliothécaire du cardinal Alexandre Farnèse, petit-fils de Paul III. On y admire notamment de grands cartons préalables aux fresques du Vatican. Ils sont de la main même de Michel-Ange, de Raphaël... ■  
« Naples à Paris » au Louvre (Paris 1<sup>er</sup>), jusqu'au 25 septembre salle de l'Horloge et jusqu'au 8 janvier 2024 pour la Grande

Galerie et la salle de la Chapelle. Catalogue Gallimard 320 p., 42 €. Programme des nombreux spectacles liés à l'événement cet été au 01 40 20 53 17 ou sur [louvrefr](http://louvrefr).  
À voir aussi : « Naples pour passion, la collection De Vito », au Musée Magnin de Dijon (21), jusqu'au 25 juin. Et au Musée Granet d'Aix-en-Provence (06), du 15 juillet au 29 octobre.

## EN BREF

### WIM WENDERS, PRIX LUMIÈRE 2023

Après Tim Burton, Jane Campion ou Clint Eastwood et Catherine Deneuve, le cinéaste allemand Wim Wenders recevra le 15<sup>e</sup> prix Lumière, célébrant les personnalités les plus importantes du septième art. Le prix lui sera remis à Lyon, pendant le Festival Lumière, qui se déroulera du 14 au 22 octobre. *Anselm*, son dernier film qui permet de s'immerger dans le monde de l'un des plus grands artistes contemporains, Anselm Kiefer, présenté au Festival de Cannes, sortira en salle le 18 octobre.

### L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE UTILISÉE POUR UNE CHANSON INÉDITE DES BEATLES

Cinquante-trois ans après la séparation des Beatles, une chanson inédite va sortir cette année. Elle a été enregistrée en utilisant l'intelligence artificielle pour recréer la voix de John Lennon. L'annonce a été faite par Paul McCartney, le musicien du légendaire groupe de Liverpool, qui s'apprête à fêter ses 81 ans.

MERCREDI 21 JUN 2023  
À 14H30 ET 16H30

EN PLEIN AIR !

**LA BOUM POUR ENFANTS**

DE MARTIN SOLVEIG

DÈS 3 ANS

Le Jardin d'Acclimatation PARIS - 1860

JARDINDACCLIMATATION.FR

BOIS DE BOULOGNE - 75116 PARIS - LES SABLONS

CONCEPTION : OFK AGENCY

DANS LA NEUE NATIONALGALERIE DE MIES VAN DER ROHE, ANTHONY VACCARELLO CONFIRME QU'IL A TROUVÉ LA BONNE FORMULE POUR SON VESTIAIRE MASCULIN.

**MATTHIEU MORGE ZUCCONI**  
mmorge@lefigaro.fr  
ENVOYÉ SPÉCIAL À BERLIN

**P**ourquoi Anthony Vaccarello pose-t-il les valises de l'homme Saint Laurent à Berlin ? « C'est une ville que j'ai toujours aimée, où je sortais beaucoup quand j'étais jeune, se remémore le directeur artistique en coulisses quelques minutes avant le show. J'ai toujours voulu venir ici avec quelque chose de fort à montrer. Mais jusqu'alors, je n'avais pas l'impression d'être prêt. De cette ville émane une sorte de mélancolie qui m'évoque ma ville de naissance, Bruxelles. J'avais envie de rester en Europe, car j'en ai un peu marre des vols long-courriers. Cette saison, je retrace une histoire qui n'est pas celle de Berlin mais celle d'un garçon qui, s'il n'est pas forcément originaire d'ici, a une histoire à y raconter. » Comme Anthony Vaccarello, donc.

Le designer, qui déteste les storytellings faciles, omet d'évoquer les liens d'« Yves » et de la capitale de la République de Weimar (qu'on mentionne d'ailleurs plus souvent au sujet de Karl Lagerfeld). Le couturier proustien caressait le souvenir des cabarets allemands des années 1920 devenus le refuge des homosexuels et des travestis. Comme son acolyte Helmut Newton qui repose dans le même cimetière que Marlene Dietrich à Schöneberg. Il était également fasciné par les idoles du Berlin culturel des années 1960, de Helmut Berger qui l'a incarné, crépusculaire, dans le biopic de Bonello (2014), à Ingrid Caven qu'il habille et Fassbinder qu'il admire. Une admiration d'ailleurs partagée par Anthony Vaccarello qui « a beaucoup vu ses films ».

#### Le déclin de Marrakech

Longtemps, le Belge a entretenu une relation tumultueuse avec son vestiaire masculin. Par le passé, transparaissaient parfois dans ses paroles ses incertitudes, ses doutes, par rapport à ce qu'était « son » homme Saint Laurent. Tantôt puisant dans l'esthétique d'éphèbes à la Visconti, tantôt nostalgique des années 1970 marocaines du fondateur et de Los Angeles, ses collections parvenaient plus difficilement à convaincre les observateurs (et le créateur lui-même), contrairement à leur pendant féminin. Jusqu'au déclin, à Marrakech, en juillet dernier. « J'ai pris pour habitude de dire que c'était ma première vraie collection masculine, reprend-il. Depuis, je m'amuse à « faire » de l'homme. J'ai confiance, et maintenant, je pense posséder enfin la bonne formule. Commercialement, nos



SEBASTIAN REUTER / GETTY IMAGES VIA AFP

## À BERLIN, L'HOMME EST UNE FEMME SAINT LAURENT COMME LES AUTRES

clients y trouvent leur compte. Comme les femmes, qui puisent de plus en plus dans l'homme ». En janvier, son chic sulfureux d'une élégance folle laissait les critiques presque ébahis. Cette version de l'été, sise dans une Neue Nationalgalerie conçue par Mies van der Rohe, baignée de la lumière du coucher de soleil, enfonce encore le clou.

« Pour moi, Berlin n'est pas du tout une ville de mode, affirme-t-il. C'est finalement assez rafraîchissant, lorsqu'on passe toute l'année à Paris. Ma vision de cette capitale est davantage nourrie par les clubs, forcément, mais aussi par sa dimension sombre et plutôt triste que filme Fassbinder. » Justement, la musique du chef-d'œuvre homoérotique du cinéaste, *Querelle*, adapté du roman de Jean Genet, rythme certains passages de ce défilé masculin... Qui ressemble franchement (et c'est tant mieux) à celui de la femme présenté en février dernier. « Cette femme, très parisienne, était à deux pas d'être très berlinoise. Je me suis donc amusé à

transposer son vestiaire, qui empruntait des éléments masculins, à l'homme. » Les mêmes épaules ultra-structurées, la même mousseline travaillée, les débardeurs ultra-échancrés, le velours noir d'un chic indécent... Et surtout, la même attitude sulfureuse, la main dans la poche, le regard masqué par les lunettes de soleil à monture métallique. S'y ajoutent des drapés très YSL et des formes classiques, déclinés dans des matières contemporaines (le molleton, une sorte de nylon « crispy », une popeline gonflée...), des pantalons à taille haute, des jeux de motifs (une rayure dépareillée entre la veste et le pantalon), des flanelles d'été.

Le travail autour du smoking, architectural à la Klaus Nomi ou décontracté, mais aussi la tension entre le flou féminin et les archétypes revisités du vestiaire masculin convainquent. « J'aime l'idée de faire l'opposé de M. Saint Laurent, qui avait mis de l'homme sur la femme, explique Vaccarello. Lui, donnait du pouvoir à la femme en l'habillant dans des vêtements masculins.

Est-ce qu'habiller l'homme avec des matières et des coupes plus féminines lui retire son pouvoir ? La question, avant tout, est de se sentir bien dans le vêtement, d'assumer ce qu'on est, ce qu'on porte. Surtout, j'aime l'idée d'un fil conducteur traversant toutes les collections, entre la femme et l'homme, que tout se mélange. Que tout devienne intemporel. »

Certains y verront de la répétition, d'autres un designer qui s'assume plus que jamais. « Je suis finalement plus radical, avec une direction plus forte. Je pense que j'essaie moins de plaire à tout le monde. » Ses fidèles (Béatrice Dalle, Betty Catroux, Augustin Trapenard, et bien d'autres...) sont là. Et se lèvent de leur fauteuil signé van der Rohe, pour une standing ovation à la fin du show. Tard dans la nuit, Vaccarello et son studio se mêlent aux locaux sur la piste du Kraftwerk, une ancienne centrale électrique reconverte en discothèque. Voilà qui a dû rappeler au Belge les soirées berlinoises de sa jeunesse. ■

**Ambiance Querelle de Fassbinder (1982) pour ce premier show homme de la maison parisienne en Allemagne.**

## MAX MARA AU PAYS DU PRIX NOBEL

DIMANCHE, LA MAISON ITALIENNE FAISAIT DÉFILER SA CROISIÈRE AU SEIN DE L'HÔTEL DE VILLE DE STOCKHOLM, OÙ EST REMIS - ENTRE AUTRES - LE NOBEL DE LITTÉRATURE. UN LIEU CHARGÉ D'HISTOIRE POUR UNE COLLECTION MODERNE ET DÉCONTRACTÉE EMPRUNTANT AU FOLKLORE SUÉDOIS.

**MARGAUX KREHL** mkrehl@lefigaro.fr  
ENVOYÉE SPÉCIALE À STOCKHOLM, SUÈDE

**C**omme d'habitude avec Max Mara, les collections croisière sont avant tout une affaire de première fois. La maison italienne, habituée à les présenter dans des lieux inédits (le Neues Museum de Berlin en 2019, Lisbonne l'an dernier) a cette fois-ci mis le cap vers le nord, à un peu plus de 2150 kilomètres de Reggio Emilia, où elle est implantée. Plus précisément à Stockholm, où jamais collection croisière n'avait été présentée jusqu'alors. « Ces défilés ont toujours tendance à mettre l'accent sur les endroits chauds, explique Ian Griffiths, directeur artistique de la griffe depuis trente-six ans. J'ai donc voulu partir à l'opposé et mettre en lumière les pays nordiques, où le tourisme est en pleine expansion. »

Intitulée « Septem Flores » et articulée autour de l'émancipation féminine, cette croisière fait de l'éminente auteur suédoise Selma Lagerlöf (1858-1940) son égérie. Fervente activiste sociale, cette femme de lettres, à qui l'on doit entre autres le best-seller pour enfants *Le Mer-*



ANDREA ADRIANI / GORUNWAY.COM

veilleux *Voyage de Nils Holgersson* à travers la Suède, a toujours cherché à s'extraire du milieu bourgeois dont elle était issue. « Lorsque j'ai examiné son histoire, j'y ai trouvé un parallèle avec celle de Max Mara, qu'Achille Maramotti a fondé en 1951 pour « habiller la femme du médecin et

**La poésie scandinave rencontre le luxe à l'italienne de Max Mara à l'occasion de son défilé croisière à Stockholm.**

de l'avocat local », précise Ian Griffiths. Mais Achille savait que la génération de femmes suivante aurait leur propre carrière. J'ai donc imaginé une histoire en ce sens, en écho à celle de Selma qui s'émancipe. » Lagerlöf est d'ailleurs la première femme à avoir été récompensée, en 1909, du prix Nobel de littérature. « Pour moi, le prix Nobel est la quintessence de l'excellence, ajoute le Britannique. Je pense d'ailleurs que Max Mara devrait recevoir un prix Nobel de la mode ! »

#### Modernité et émancipation

Rien d'étonnant, donc, à ce que la maison italienne ait choisi le spectaculaire « Hall bleu » de l'hôtel de ville de Stockholm, où se tient chaque année le traditionnel banquet suivant la réception du Nobel, pour présenter les 64 looks de sa collection croisière. Des silhouettes qui ne contraignent jamais le corps, majoritairement en noir et ivoire à l'exception de quelques délicates robes fleuries à l'esprit très préraphaélite clôturant le défilé. Plus que l'allure de Selma Lagerlöf, finalement assez commune, Ian Griffiths est allé piocher dans le folklore scandinave, le dépouillant pour l'occasion de ses éléments les plus décoratifs afin de le moderniser.

Ainsi, quelques pompons viennent souligner la taille et offrir un peu de mouvement aux silhouettes les plus épurées, tandis que le motif Fair Isle, retravaillé dans une version plus simple, se décline sur des ponchos XXL, des robes et des jupes en maille gaufrée. Quant à la traditionnelle couronne de fleurs arborée lors de Mid-sommar - qui célèbre, chaque année autour du 21 juin, le solstice d'été -, elle a été revisitée pour l'occasion dans une version monochrome en papier, réalisée à la main par des artisans britanniques.

Toujours dans cet esprit de modernité et d'émancipation, la femme Max Mara s'amuse aussi avec le vestiaire masculin, associant un caleçon façon boxer à une large chemise en soie elle-même accessoirisée d'un noeud papillon noir, porté défilé. Une manière pour la griffe italienne de montrer qu'elle sait aussi être cool et jeune, et pas seulement l'emblème du *quiet luxury*. « Je ne dirais pas que la femme Max Mara cherche à se fondre dans le décor, confirme Ian Griffiths. Il y a encore de la place dans sa garde-robe pour quelque chose d'amusant, mais qui ne prendra jamais le dessus sur sa personnalité. La femme Max Mara portera toujours les vêtements, et ce ne seront jamais ces derniers qui la porteront. » ■

## LE RETOUR AUX SOURCES DES DESIGNER'S DAYS

APRÈS CINQ ANS D'ABSENCE, L'ÉVÈNEMENT S'INSTALLE À NOUVEAU SUR LA RIVE GAUCHE PARISIENNE. À PARTIR D'AUJOURD'HUI, ET PENDANT TROIS JOURS, DIX-NEUF PARTICIPANTS INVITENT LE PUBLIC À FÊTER LA CRÉATION SOUS TOUTES SES FORMES, À TRAVERS DES SCÉNOGRAPHIES ET DES CONFÉRENCES.

ELSA CAU @CauElsa

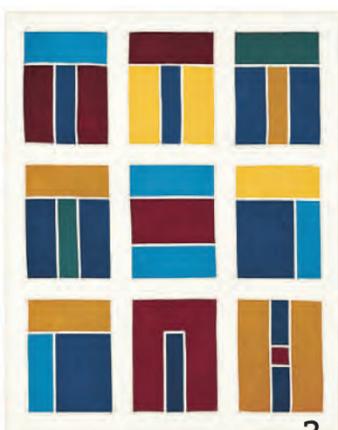
C'est l'histoire d'une joyeuse bande de quartier, se retrouvant au bistrot depuis plusieurs décennies. Comme n'importe quelle bande, elle échafaude des plans sur la comète, met au point de grands projets, refait le monde sur le zinc du bar ou le skai des banquettes. À ceci près que ce groupe de voisins est constitué des principaux éditeurs de design et des grandes marques du secteur de la décoration. Sous leur impulsion, le petit festival des Designer's Days voit le jour en l'an 2000. L'idée est simple : promouvoir le design, l'artisanat d'art et plus largement la décoration à travers un parcours donné dans le quartier de la rue du Bac et proposer des événements ouverts aux professionnels du secteur (designers, architectes d'intérieur, décorateurs) mais aussi et surtout, nous souffle-t-on, au public pendant quelques jours.

Dix-huit ans plus tard, l'événement va bien au-delà de la petite bande des débuts. Devenu un rendez-vous incontournable du calendrier parisien des événements design, le salon a bien évolué et s'est surtout accru. Peut-être un peu trop ? Car, depuis 2018, plus de Designer's Day. Cinq ans de silence radio. « Ces cinq années sans édition ont en tout cas été utiles, confie l'une des participantes, également cofondatrice de l'événement. Avec ce phénomène amplifié, on ne retrouvait plus l'âme des Designer's Days, la taille humaine et chaleureuse des débuts. Cette fois-ci, on s'est tous réunis exactement comme vingt ans en arrière, on a siroté un verre, on s'est creusé les méninges pour trouver un thème intéressant, on a tout mis au point ensemble. Le bonheur retrouvé d'être à nouveau une petite association ! »

#### « Dessiner un langage »

Point de grand raout pour ce cru 2023 donc, mais 19 exposants, réunis autour

d'un thème (« Radical ! ») et d'un invité d'honneur, le designer Sam Baron, qui accueilleront le public sur le pas de leur porte dans le triangle rue du Bac, Sèvres-Babylone et Saint-Germain-des-Prés. « On retrouve cette vocation première de s'ouvrir au public de façon festive et accessible » se réjouit Brigitte Silvera, directrice du showroom Silvera, rue du Bac. La maison en profite d'ailleurs pour inaugurer son dernier espace, Gribouval, avec une exposition imaginée par l'éditeur Baxter, pensé notamment pour la représentation de jeunes éditeurs ou de marques plus confidentielles, « leur donner toute la place qu'ils méritent, ce que nous n'arrivons pas forcément à faire dans nos enseignes classiques », avance Brigitte Silvera. Du côté de la rue du Bac, c'est Sam Baron, qui



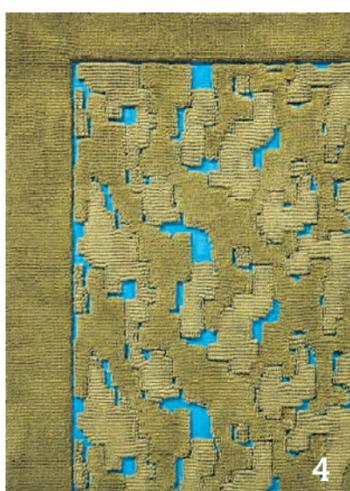
3

investit les lieux avec une collection de consoles, de guéridons et de tables en métal laqué imaginée pour Silvera. « C'est un projet sur lequel nous planchons depuis plusieurs années, explique le designer. Le hasard fait qu'il est prêt pour cette édition. L'idée était d'imaginer des pièces qu'on a du mal à trouver sur le marché du design contemporain. »

Quid de son travail pour la petite foire dans son ensemble ? Le designer admet volontiers s'être creusé les méninges pour correspondre à la thématique de la radicalité, peu évidente, lorsqu'on investit la rive gauche... « Et pourtant, Mai 68 a commencé boulevard Saint-Germain, rappelle-t-il, amusé. J'ai décidé de partir de ce constat et de travailler un langage plus proche du graphisme que du design, qui puisse être utile à tous les participants des Designer's Days. »

Résultat, un ensemble typographique joyeux, une charte graphique rappelant les sérigraphies, tampons et autres impressions des années de rébellion. « À l'époque, le graphisme était bien plus que de belles typos, c'était un cri du cœur. Je me suis lancé le défi de dessiner un langage, un système de formes et de couleurs simple et extrêmement gai, qui convienne à toutes les échelles et tous les supports pour que chacun puisse s'en emparer. »

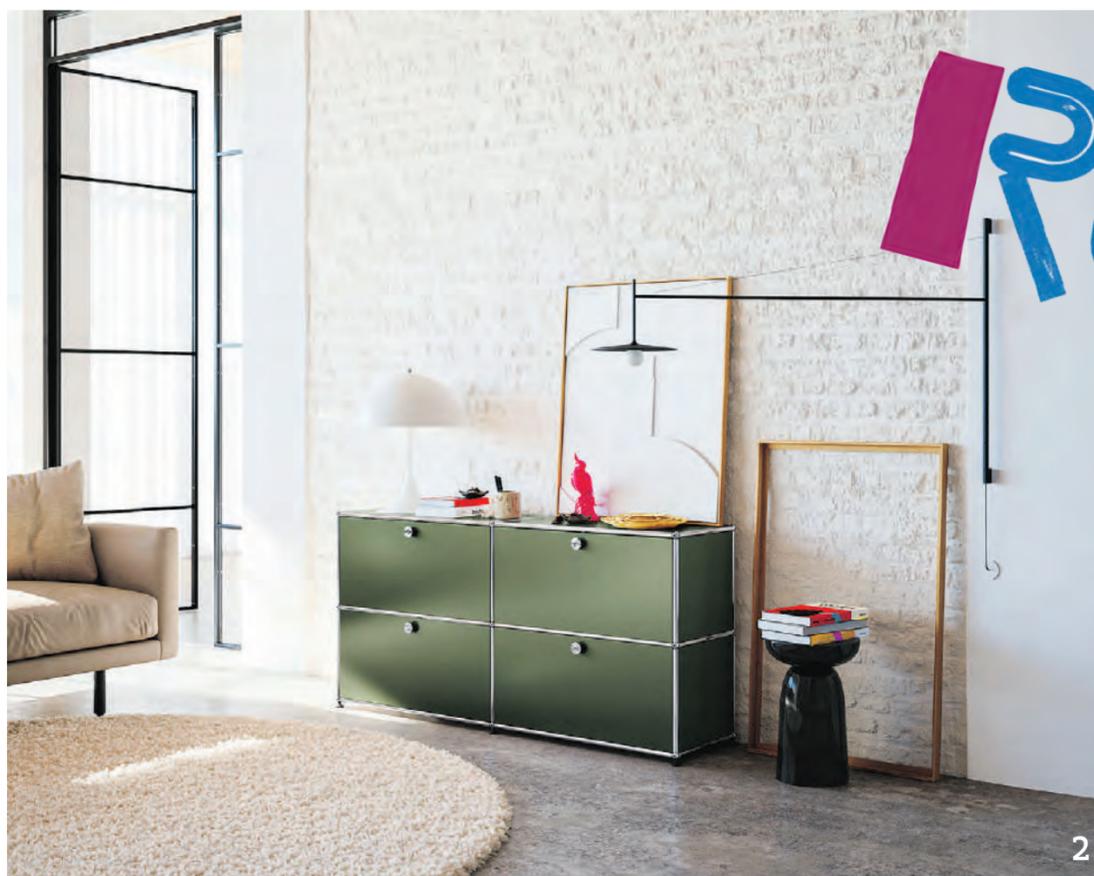
On retrouvera donc l'intervention visuelle de Sam Baron déclinée à l'envi dans les vitrines, au sol sous la forme de graffitis, à travers des messages et des stickers célébrant le design pour tous. Car c'est bien l'ambition affichée de l'événement : « Non pas organiser un cocktail d'entre soi rive gauche, mais mettre à disposition le design comme culture pour tous pendant ces quelques jours » résume Sam Baron. « La connotation est loin d'être seulement commerciale, confirme Brigitte Silvera. L'envie de départ, c'était de s'ouvrir au public et de fêter le design sous toutes ses formes ! D'ailleurs, nous organisons également des conférences sur les thèmes radical et antiradical pendant ces quelques jours, à la mairie du 7<sup>e</sup> arrondissement, en partenariat avec le Mobilier national. »



4

esthétique (inchangée depuis ses débuts) comme dans sa fonctionnalité modulaire sans cesse précisée et améliorée au fil des années. « Le thème était donc l'occasion de rappeler nos origines : nous venons de l'univers industriel et architectural, et nous le revendiquons à travers une installation à découvrir dans notre showroom le Jour J... » La marque en profitera pour révéler son nouveau coloris, un vert olive appliqué à une série spéciale de trois meubles de la collection permanente.

Il faudra donc, dès aujourd'hui et jusqu'au 17 juin au soir, flâner dans les rues de Saint-Germain-des-Prés pour découvrir l'ensemble des installations et des nouveautés imaginées par les participants. Au programme, dans le désordre, un focus sur le textile de maison aux formes géométriques et très graphiques chez Hermès ; une installation originale chez Dedar, qui étudie avec le Studio Ossidiana la relation entre le monde naturel et animal et celui construit par l'homme ; ou encore un tapis imaginé par Céline Thibault et Géraud Pellottiero, deux jeunes designers remarquables à la Design Parade de Toulon en 2019, qui livrent pour la Manufacture Cogolin un hommage aux paysages du massif des Maures. ■ Designer's Days, jusqu'au 17 juin 2023. Infos sur designers-days.com

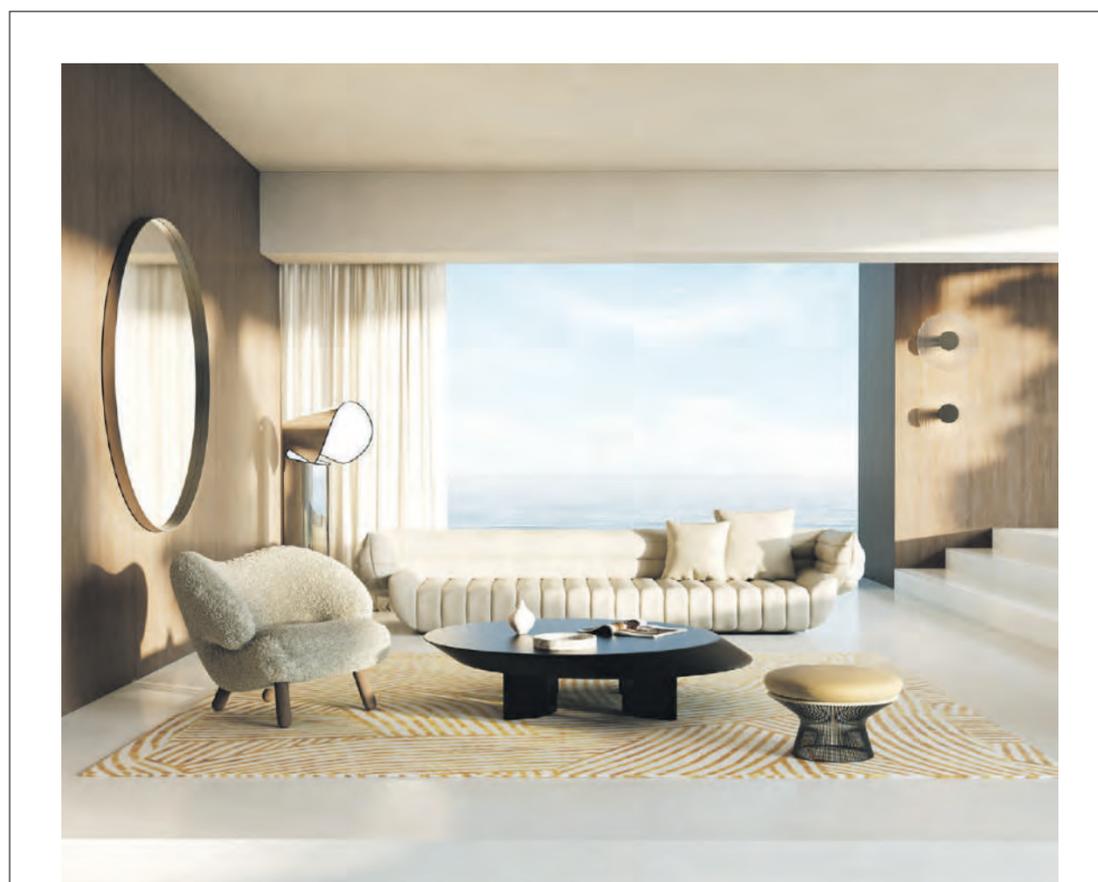


2

Chez USM aussi, on s'agit en vue de l'événement. « Nous n'en sommes pas à notre première participation et sommes ravis de profiter de cette occasion pour créer l'actualité au showroom, se réjouit Laurent Crochet, à la tête d'USM France. Nous apprécions que les Designer's Days soient si ancrés dans le quartier. C'est cette culture un peu familiale, l'idée de participer avec un ensemble de représentants de marques très impliqués dans l'activité locale qui m'a séduit. » Ici, pas très compliqué de s'adapter au thème imposé, la maison étant par essence radicale dans son

1. La scénographie visuelle de l'invité d'honneur Sam Baron à retrouver au sol ou dans les vitrines des participants des Designer's Days. 2. Commode en série limitée vert olive de la maison USM. 3. Plaid aux formes géométriques signé Hermès. 4. Tapis hommage aux paysages du massif des Maures, imaginé par Céline Thibault et Géraud Pellottiero pour la Manufacture Cogolin.

SAM BARON ; USM ; STUDIO DES FLEURS/HERMÈS ; FRANCIS AMIAND/LA MANUFACTURE COGOLIN



— L'idée, c'est de revisiter les lieux communs pour que chaque lieu devienne singulier.

Voilà plus de 30 ans que Silvera redéfinit les espaces de l'habitat en les meublant avec une idée fixe : le projet avant l'objet. Parce qu'un canapé, une table, un luminaire... ne sont rien sans le scénario qui va avec. Parce que le design doit servir à vivre bien, pas juste à vivre beau. Parce qu'une idée dans l'espace n'est pas juste une idée en l'air : c'est une inspiration.

PARIS | LYON | MARSEILLE | LONDRES | BORDEAUX | SILVERA.FR

SILVERA

L'ESPACE D'UNE IDÉE



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



TF1

21.10 Grey's Anatomy Série. Hospitalière



EU. 2022. Saison 19. Avec Chandra Wilson. 2 épisodes. Inédit. Avec l'aide de Levi, un patient fête une étape importante dans sa guérison. Jo doit établir un diagnostic difficile, tandis que Maggie et Winston décident de leur futur.

22.50 Grey's Anatomy : Station 19. Série. Action. Histoires de famille.

CANAL+

21.05 Avatar : La voie de l'eau Film. Science-fiction



EU. 2022. Réal. : James Cameron. 3h12. Avec Sam Worthington. Après plus d'une décennie de relation idyllique sur Pandora, Neytiri, Jake et leurs enfants doivent fuir leur foyer en raison d'un terrible conflit.

00.10 Doctor Strange in the Multiverse of Madness. Film. Fantastique.

C8

20.30 Touche pas à mon poste!

21.19 Mongeville Série. Policière. Fra. 2016. Saison 1. Avec Francis Perrin. Légende vivante. Inédit. Un professeur de danse, légende vivante de l'Opéra de Paris, est empoisonné au curare. Elèves frustrés ou collègues jaloux, les suspects ne manquent pas.

23.12 Mongeville. 3 épisodes.

france 5

18.55 C à vous. Talk-show.

21.00 Les docs de La Grande Librairie Documentaire. Fra. 2023. Réal. : Adrien Soland, François Busnel. 1h30. Balzac. Inédit. L'oeuvre monumentale d'Honoré de Balzac est indissociable de sa vie, une aventure littéraire, sentimentale, politique et financière.

22.30 C ce soir. Talk-show.

france 2

21.10 La vie devant toi Téléfilm. Dramatique



Fra. 2022. Réal. : Sandrine Veysset. 1h33. Avec David Kammenos. Inédit. Agressée alors qu'elle se promenait avec sa petite amie, une adolescente découvre que cette dernière semble impliquée dans l'attaque dont elle a été victime.

22.50 Nina. Série. Hospitalière. Engagements - Crash - Un nouvel espoir.

arte

20.55 Casa Susanna Film. Documentaire



Fra/EU. 2022. Réal. : Sébastien Lifshitz. 1h33. Inédit. Le documentariste Sébastien Lifshitz dévoile l'histoire inédite d'une communauté de travestis dans l'Amérique puritaine des années 1950-1960.

22.30 The Hours. Film. Drame. Avec Nicole Kidman.

W9

19.50 Love Island. Télé-réalité.

21.05 Enquêtes criminelles Magazine. Prés. : Nathalie Renoux. 2h10. Disparition de Marie-Pascale Sidolle : l'étrange attitude du compagnon Inédit. Janvier 2021, près d'Avignon, un chasseur découvre les restes d'un corps humain, celui de Marie-Pascale Sidolle.

23.15 Enquêtes criminelles. Magazine.

RMC

20.00 Wheeler Dealers France. Doc.

21.10 Camions XXL : les rois du convoi exceptionnel Documentaire. Fra. 2023. 1h09. Transports à risques. Inédit. En Dordogne, un convoi rarissime transporte un poids lourd victime d'un accident de la route vers un centre de broyage.

22.30 Camions XXL : les rois du convoi exceptionnel. 2 épisodes.

france 3

21.10 Le monde de Jamy Documentaire



Fra. 2023. 1h55. Inédit. Alors que les nappes phréatiques sont au plus bas, alors que la guerre des «bassines» agricoles fait rage, que des mesures de restriction ont été prises dès cet hiver dans certains départements, comment faire face au manque d'eau qui s'annonce pour l'été 2023 ?

23.05 Réseau d'enquêtes. Magazine.

6

21.10 Recherche appartement ou maison



Télé-réalité Prés. : Stéphane Plaza. 2h. Inédit. Christopher et Myriam ont décidé de s'installer à l'île Maurice. Benoit et Emmanuelle cherchent une maison pour accueillir tous leurs enfants.

23.10 Recherche appartement ou maison. Télé-réalité.

TMC

20.45 Quotidien. Divertissement.

21.25 Burger Quiz Jeu. Prés. : Alain Chabat. 0h50. Dans une déco de fast-food, deux équipes, Mayo et Ketchup, doivent répondre à diverses questions plus ou moins loufoques et parfois même déstabilisantes pour engranger le plus possible de points.

23.05 Burger Quiz. Jeu.

HISTOIRE

20.20 C'est un complot ! Doc.

20.50 Les plus grandes arnaques de l'histoire Documentaire. GB. 2016. Réal. : Bruce Burgess. 0h44. 2 épisodes. Inédit. «La guerre des mondes» était un drame radiophonique d'une heure joué le dimanche 30 octobre 1938

22.20 Ernst Degner, le bolide qui venait du froid. Documentaire.

À LA DEMANDE

CINE+

Dune



Film. Après l'adaptation de David Lynch qui date déjà de 1984 et qui était à la fois originale et kitch, le roman de Frank Herbert « Dune » méritait sans doute une nouvelle version. C'est donc l'un des meilleurs réalisateurs en activité, le Canadien Denis Villeneuve, qui est derrière la caméra pour cette nouvelle mouture des aventures de Paul Atréides sur la planète Arrakis, avec évidemment la dynastie des Harkonnen en embuscade, sur ces terres arides qui contiennent la fameuse « Epice », source de la navigation interstellaire. Villeneuve réussit majestueusement son coup en dosant comme toujours le fond et la forme. La 2<sup>e</sup> partie de « Dune » sortira elle dans les salles fin 2023.

LE FIGARO TV Île-de-France

9.30 Documentaire culture 18.30 Le Buzz TV. Zoé Héran et Maira Schmitt, actrices dans La Vie devant toi sur France 2. 19.00 Bienvenue en Île-de-France. Présenté par Victoire Sikora. Invité culture : Vladimir Moulleron, directeur du projet La Dame de pierre, spectacle hommage à Notre-Dame de Paris.



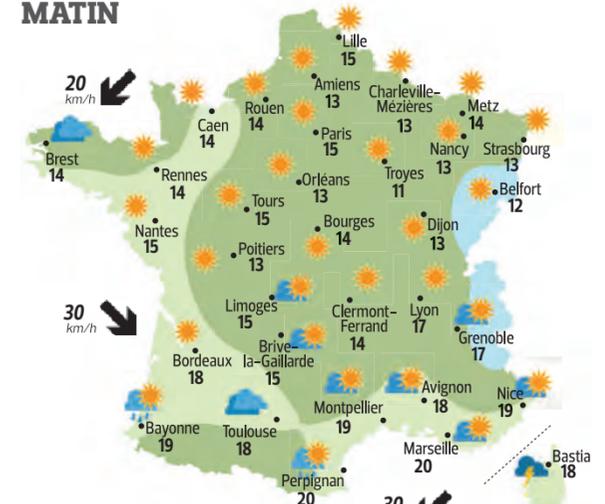
22.30 Le Club Le Figaro Culture Magazine. Présenté par Jean-Christophe Buisson. Sur le thème : musique classique et festivals. Parmi les invités : Émilie Munera, productrice et animatrice sur France Musique.

Comment regarder le Figaro TV ?

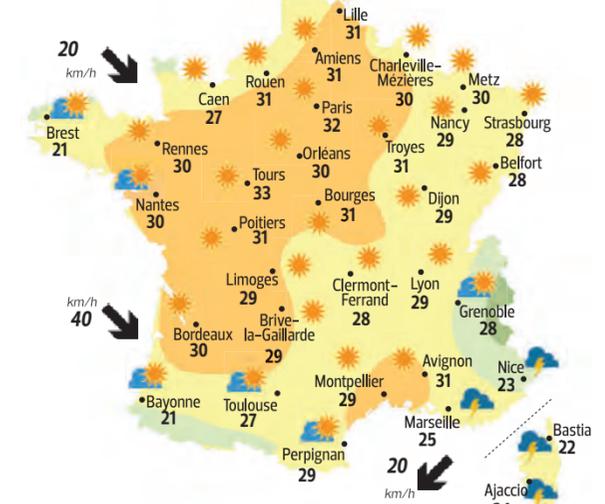
Canal 34 de la TNT en Île-de-France SFR 468 Free 904 Orange 345 Bouygues 305

ÉPHÉMÉRIDE St-Elisée Soleil : Lever 05h46 - Coucher 21h55 - Dernier croissant de Lune

MATIN



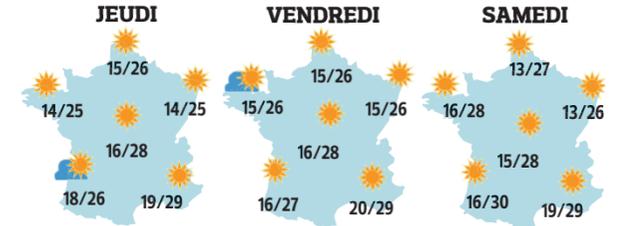
APRÈS-MIDI



T (en °C) -10 à 0 0 à 10 10 à 20 20 à 30 30 à 40

LE TEMPS AILLEURS...

Table with 3 columns showing temperatures for various cities like ALGER, BARCELONE, BERNE, etc.



la chaîne météo lachainemeteo.com Par téléphone : 3201 LIVE 24/24 Sur l'APPLI GRATUITE

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3547

RCF JEUX

Large crossword puzzle grid with clues in French and a solution grid at the bottom right.

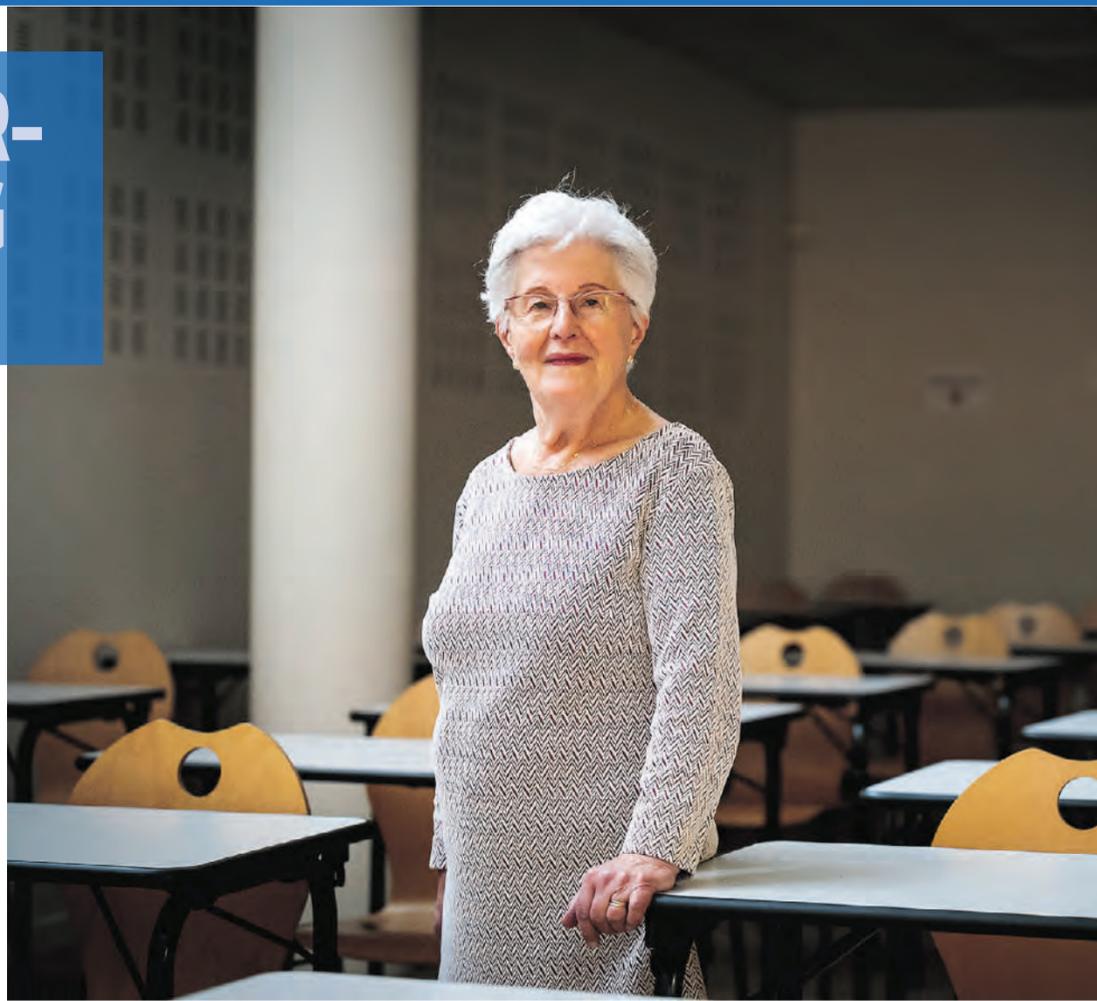
# LILI KELLER-ROSENBERG EN MISSION

**PORTRAIT DEPUIS QUARANTE ANS, CETTE SURVIVANTE DE 91 ANS RACONTE L'HISTOIRE DE SA DÉPORTATION DANS DES CAMPS NAZIS ALORS QU'ELLE N'AVAIT QUE 11 ANS.**



**D**eux heures debout, sans boire un verre d'eau, dans la chaleur d'un mois de juin à plus de 30°C. Ce jour-là, dans une salle des sports de Bully-les-Mines, la conférence de Lili Keller-Rosenberg, 91 ans, ressemble à un petit exploit physique. Face à elle, plus de 400 élèves et pas un bruit. La vieille dame captive et émeut dès les premiers mots. Notamment quand elle évoque le jour de son arrestation par les nazis, alors qu'elle n'avait que 11 ans.

« Je me souviendrai jusqu'au bout de cette date : le 27 octobre 1943, c'était l'anniversaire de ma maman. Nous avions acheté des fleurs et préparé un grand gâteau. En pleine nuit, à 3 heures du matin, des militaires tambourinent à la porte. Je suis réveillée en sursaut.



CYRIL CHIGOT/DIVERGENCE

*J'entends crier : "Schnell, los." Nous étions terrifiés. Je me souviens d'un détail : mon frère André, 3 ans, a très vite attrapé son canard en bois sur roulettes et l'a mis sous son bras. »*

**« Une odeur de fin du monde »**

Les Keller-Rosenberg, famille juive d'origine hongroise installée à Roubaix, sont déportés. Avec sa mère et ses deux frères, la petite Lili va vivre deux années d'horreur dans les camps de concentration à Ravensbrück puis Bergen-Belsen. « Nous avons été rasés. Nous étions méconnaissables avec nos vêtements de bagnards rayés gris et bleu.

Nous n'étions plus qu'un numéro de matricule. Le mien, 25612, est resté gravé en moi à tout jamais. » Dans le bloc 31, elle survit avec comme voisine, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, résistante, nièce du Général. « La nuit, on entendait les toux des tuberculeux, les râles des mourants, les cris de ceux qui faisaient des cauchemars. Nous avons souffert de la faim, du froid et surtout de la peur. La peur de mourir, la peur de ne pas voir maman revenir de "l'Arbeit" le soir. La peur des chiens des nazis. » Lili Keller-Rosenberg s'arrête, émue : « Aujourd'hui, j'ai toujours peur des chiens. J'ai été traumatisée. »

Le ton est vivant, pédagogique, passionné. Lili Keller-Rosenberg réussit à ponctuer son récit d'un peu d'humour, prend parfois un air grave, interpelle les élèves. Elle pleure quand elle évoque l'odeur du camp de Bergen-Belsen. « Une odeur de fin du monde. Une odeur impossible à vous décrire, les enfants. Je revois chaque jour ces charrettes en bois munies de quatre montants avec des rideaux de toile grise. On voyait dépasser des bras, des jambes, des crânes. Je me souviens de ces fosses creusées par des déportées. Les nazis aspergeaient les corps d'essence. Cette odeur était insupportable. »

Elle raconte aussi les douches, washraum, que sa mère prenait, malgré tout. « Jamais je n'oublierai sa leçon de dignité. On nous avait tout pris, mais il ne fallait pas courber la tête. Faire sa toilette, dans un camp de concentration, c'est déjà un acte de résistance. »

Longtemps, par pudeur, pour ménager sa famille, elle a gardé le silence sur cette souffrance indéfinissable. Elle a travaillé dans le textile, comme secrétaire de direction. Au début des années 1980, elle entend à la radio des propos négationnistes sur les chambres à gaz, qui n'auraient servi qu'à tuer les poux. Lili Leignel (son nom de femme mariée) décide de commencer à témoigner. Quarante ans plus tard, elle est toujours

sur les routes. Inépuisable. « Je me dis qu'elle n'est pas toujours raisonnable, explique Valérie Leignel, sa fille unique. Deux à trois cents témoignages par an, parfois deux par jour, c'est beaucoup et c'est fatigant. Mais pour elle, tout est surmontable puisqu'elle a surmonté l'horreur. Alors elle ne s'écoute pas. Je crois que c'est vraiment sa mission. C'est aussi une façon de s'en sortir : à partir de sa souffrance, elle essaie de transmettre de l'amour. »

« Peut-être que c'est une façon d'évacuer..., confirme Lili Keller-Rosenberg. Ça donne un sens à ma vie. Pourquoi avons-nous survécu ? C'est la seule question à laquelle je ne sais pas répondre. Nous n'étions pas des forces de la nature. Je finis par croire que c'était écrit comme ça. Je pense que ça a un sens. Si nous sommes rentrés, c'est pour témoigner. »

**« J'ai une mission à remplir »**

La vie sur un fil. La petite fille de 11 ans se souvient avoir vu sa maman étendue sur le sol, mourante début 1945 : « Nous ne comprenions pas. Là, elle semblait déjà dans un autre monde. À ce moment-là, je me suis laissé aller. La mort était préférable à cette vie. »

Le camp de Bergen-Belsen est libéré par les Anglais en avril 1945. Les trois enfants Keller-Rosenberg sont rapatriés seuls, laissant derrière eux leur mère gravement malade du typhus. « Nous étions libres. Nous étions tristes. Nous avions quitté maman dans un état désespéré. »

Quelques mois plus tard, miracle, leur mère les rejoint à Hendaye, ne pesant plus que 27 kilos. « Elle ne se souvenait plus de rien, mais quel bonheur pour nous ! Nous sommes revenus dans le Nord. Il n'y avait plus rien chez nous. Tout avait été pillé. Comment va-t-on vivre ? Les voisins ont été exceptionnels, nous fournissant rapidement matelas, tables, chaises... Au bout de quelque temps, nous avons rêvé de voir papa rentrer... » Déporté à Buchenwald, Joseph Rosenberg ne reviendra pas. Il est fusillé trois jours avant la Libération. Charlotte Keller, la mère de Lili, vivra jusqu'à 90 ans.

Ses deux frères, Robert et André, sont toujours vivants. Lili Keller-Rosenberg est l'une des toutes dernières déportées à témoigner en France. Bientôt, la transmission directe ne sera plus possible : « Ça me fait peur. Les êtres humains ne sont pas raisonnables. La haine est partout, mais je suis une optimiste, j'ai confiance dans les jeunes. Je pense qu'ils peuvent être mes petits messagers. »

À l'issue de sa conférence, Lili Keller-Rosenberg prend encore une bonne demi-heure pour signer des livres ou faire des selfies avec les enfants, impressionnés. « Elle est courageuse de témoigner, de nous raconter tous ces mauvais souvenirs », réagit Elouan, 11 ans. « J'ai pleuré en l'écoutant, raconte Ambre, 12 ans. On revoit toute son histoire avec elle. » « Je ne suis pas pressée de partir, conclut simplement Lili Keller-Rosenberg. J'ai une mission à remplir à laquelle je ne failirai pas. Au moins jusque 100 ans ! » ■



## LE FIGARO CUISINE

Notre sélection de recettes savoureuses pour les beaux jours

**TÉLÉCHARGEZ LA NOUVELLE APPLICATION LE FIGARO CUISINE**

- 5 000 recettes pour tous les niveaux
- des techniques de cuisine à apprendre chez soi
- les conseils du Figaro Vin
- votre carnet de recettes personnalisé
- les dernières tendances culinaires décryptées



**UN DERNIER MOT** Par Étienne de Montety  
edemontety@lefigaro.fr

**Jungle (jon-gi') n. f.**  
Végétation grandeur nature.

**L**e sort de quatre enfants colombiens ayant survécu quarante jours dans la jungle, après le crash de leur avion, a ému le monde entier. Le mot vient de l'hindoustani *jangal*, qui désigne un territoire inhabité. Pendant des mois, les petits rescapés ont, pour ainsi dire, jonglé avec les contraintes nées de leur infortune : alimentation, soins, marche, repos. La perspective d'être des Castors Juniors dans la jungle (le temps d'un week-end) fait rêver tous les enfants. Les jeunes Colombiens ont vécu cette expérience à leur corps défendant. Et ce, sans geindre, mais en luttant pour leur survie. Juin est-il un bon mois pour un séjour forcé dans la jungle ? On ne sait pas ; ce qui est indéniable, c'est qu'en toute saison, la jungle se caractérise par sa loi : elle est impitoyable. Mais un célèbre livre nous a appris qu'elle pouvait être clémente pour les enfants. Ceux-ci en sont la preuve, heureusement vivante. ■

**FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ**

**« Colette en guerre », prix du livre d'histoire contemporaine**

En présence de Bernard Cazeneuve et de Jean-Louis Debré, coprésidents du jury, les prix du livre d'histoire contemporaine, événement organisé dans le cadre du festival Quartier du livre de la mairie du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris, viennent d'être remis. Ils récompensent cette année, dans la catégorie « essai », *Colette en guerre*, de Bénédicte Vergez-Chaignon (notre photo), chez Flammarion, et, dans la catégorie « bande dessinée », *Le Matin de Sarajevo*, de Christophe Girard et Jean-Charles Chapuzet, aux Éditions Glénat. Valoriser les libraires, éditeurs et tous les métiers du livre a toujours passionné Luce Perrot, déléguée générale de Lire la société et fondatrice de ces prix avec Florence Berthout, la maire du 5<sup>e</sup> arrondissement de la capitale.



PHILIPPE MATSAS/OPALE PHOTO